

Chapitre 2:

La révolution russe (1917 — 1920).

Les événements de ces quatre années ont été essentiels, non seulement dans l'Histoire de la Russie, mais dans celle de l'humanité entière. Dans l'Histoire de la Russie évidemment: la révolution et le communisme ont profondément transformé ce pays, lequel y a même perdu son nom durant soixante-quatorze ans (de janvier 1923 à décembre 1991); c'est certainement aujourd'hui, avec la Pologne, le pays d'Europe qui ressemble le moins à ce qu'il était en 1900. La révolution de 1917 permis une modernisation spectaculaire (et jusque vers 1965 une progression incessante du niveau de vie de la population, si l'on exclut les morts des guerres civiles et étrangères, les victimes de la répression, les déportés et pensionnaires du Goulag); elle a donné à la Russie, surtout après 1945, un statut de "superpuissance" enviée ou redoutée, d'une crédibilité sans commune mesure avec ses prétentions en ce sens au XIXe siècle; elle lui a permis de retarder sa décolonisation d'une génération par rapport aux autres puissances européennes. Mais elle a aussi fini par engendrer toutes sortes de dysfonctionnements et d'injustices, par faire prendre à l'économie russe un retard qui a débouché sur une crise économique et politique majeure, sur une humiliation et un appauvrissement spectaculaire du pays et de sa population. Ruinée, la Russie a aujourd'hui complètement "décroché" par rapport aux pays les plus développés; les souffrances endurées par les peuples de l'ancien Empire russe ont été sans commune mesure avec celles endurées sous le tsarisme.

Mais les enjeux de la révolution russe ont largement dépassé les frontières de la Russie, à deux titres. D'abord parce que la Russie bolchevique a représenté la première expérience de "socialisme réel" (l'expression est soviétique), et de loin la plus longue et la plus variée à ce jour, la plus riche d'enseignements concrets, alors qu'au XIXe siècle, comme je l'ai abondamment souligné au chapitre 1, le mouvement socialiste avait été affaire d'intellectuels et d'hommes politiques réduits à l'opposition, de théories, de rêves et de programmes. Toutes les autres expériences socialistes du XXe siècle ont imité la révolution russe ou s'en sont démarquées, en tout cas elles se sont définies par rapport à elle, et, quoi qu'en aient certains, du fait de cette présence réelle dans l'Histoire c'est largement par rapport au régime bolchevik qu'on juge et qu'on jugera encore longtemps le socialisme. Bien sûr l'on peut soutenir que le régime qui s'est établi en Russie en 1917 n'avait que des rapports assez lointains avec les rêves et les ambitions de Fourier, de Proudhon et même de Marx. Mais pour lointains qu'ils aient été, ces rapports ne furent pas inexistantes!

Ainsi, il me semble qu'un examen même superficiel de l'expérience soviétique peut conduire à remettre en cause le dogme, commun à tous les socialismes au XIXe et du XXe siècle, selon lequel la propriété collective est plus juste et plus rationnelle que la propriété privée, et l'État plus efficace que le marché pour améliorer le niveau de vie et réduire les inégalités. À titre d'exemple liminaire, on peut évoquer le problème de l'inefficacité des kolkhozes, qui n'a pas été seulement une conséquence de la centralisation excessive et de la lourde bureaucratie imposée par le stalinisme, mais de leur nature même d'entreprises collectives: l'homme a tendance à moins prendre soin de ce qu'il ne sent pas lui appartenir personnellement; on n'a jamais vu un paysan planter un arbre s'il n'est pas sûr d'en récolter les fruits (j'ai déjà utilisé cette image au chapitre 1 à propos du *mir*, autre structure collectiviste). La nature humaine est ce qu'elle est: la démocratie est l'art de faire avec, non de la changer, ce à quoi même les bolcheviks ne sont pas parvenus.

Surtout, **la révolution russe était porteuse**, autant que la révolution française mais avec infiniment plus de moyens (et par opposition aux révolutions anglaise et américaine qui en étaient dépourvues), **d'un messianisme universel**. Les bolcheviks ne prétendaient pas libérer seulement les Russes, mais tous les prolétaires; du reste, pour eux, au début tout au moins, ce n'était qu'un accident historique si la révolution avait éclaté en Russie (plus tard, les choses changèrent et l'U.R.S.S. fut promue au rang de "patrie des prolétaires"). La Russie au XXe siècle, ce fut aussi **cette « grande leur venue de l'est »**, selon la formule de l'écrivain français Rolain Rolland, qui aveugla des millions d'êtres humains, en poussa un certain nombre à l'héroïsme et d'autres à l'abjection; ce fut Lénine, saint ou possédé, dont la barbiche a un moment concurrencé en notoriété la bouteille de Coca-Cola; ce fut Staline, "grand-père" des peuples promu après sa mort au rang infâme de traître à Lénine et désormais, *ex aequo* avec Hitler, à celui de symbole de l'horreur du XXe siècle; ce fut Gagarine, le premier cosmonaute (à l'époque ce fut un prénom populaire un peu partout dans le monde...); ce fut "les soviets plus l'électricité", le rêve du progrès pour tous. Mais ce fut aussi le Goulag, connu dès les années 1920 de ceux qui voulurent bien ne pas s'aveugler; ce fut le lyssenkisme, symbole de la folie d'un volontarisme qui prétendait plier la nature à une idéologie; ce furent les hôpitaux psychiatriques utilisés comme d'ignobles prisons; ce fut Tchernobyl, symbole du désastre écologique¹. Ce fut enfin un pays qui parvint à dominer les quatre cinquièmes de l'Europe et à s'allier une bonne partie du tiers-monde, et fit peser sur le reste de la planète une pression, une menace incessante, de par le caractère essentiellement expansionniste de l'idéologie dont il se réclamait.

¹ La catastrophe nucléaire a eu lieu après la fin de votre programme, en 1986. Pour Lyssenko et les hôpitaux psychiatriques, voyez au chapitre 4; pour le Goulag, *passim*.

Bref, au XXe siècle ce pays n'a laissé personne indifférent: de 1917 à 1991, il a été sans arrêt, à peu près partout, au cœur des soucis des les gouvernements, des politiciens ou des intellectuels (vers 1980, on disait en France que le parti le plus nombreux était celui des anciens communistes; l'attrait, puis le rejet du communisme à la soviétique sont au cœur de la biographie d'André Malraux, de Jorge Semprun, de François Furet, mais aussi de trotskistes comme Boris Souvarine, des gauchistes des années 1960...¹). Ce privilège, la Russie ne l'a partagé qu'avec les États-Unis et la Chine², et il est loin d'avoir pris fin aujourd'hui, même si la crainte du chaos russe l'a emporté sur celle de l'expansion de la "tache rouge" sur le globe, qu'avec angoisse l'écrivain mexicain Octavio Paz évoquait dans les années 1970.

I-L'effondrement de la Russie tsariste.

A) L'effondrement du régime impérial.

La monarchie russe s'effondra en quelques jours. Ce fut **une révolution spontanée**, contrairement à celle d'octobre: Lénine se trouvait à Zurich, Trotski au Canada...

L'hiver 1916-1917 avait été très dur dans la capitale, avec des pénuries alimentaires et des coupures d'électricité. Vers la mi-février, le bruit courut que le pain allait être rationné: ce fut l'affolement, les gens se mirent à stocker, les queues s'allongèrent démesurément. Le **23 février** 1917 (le **8 mars** dans le calendrier grégorien³), une manifestation organisée par les socialistes pour la Journée mondiale des Femmes (ou plus exactement des Travailleuses: c'était une fête ouvrière à l'époque) se durcit; les manifestants se mirent à réclamer "du pain!". Le lendemain, les ouvriers de chez Poutilov et d'autres usines ayant été mis en chômage technique par la direction, une foule envahit les rues (il faisait beau, assez chaud): des défilés s'organisèrent spontanément, il y eut quelques heurts. En l'absence de répression, et même de toute réaction du pouvoir (Nicolas II était en province et le gouvernement en congé), la situation se dégrada rapidement: par les canaux gelés, les manifestants arrivèrent sous les fenêtres du palais de Tauride où siégeait la Douma; on chanta la *Marseillaise*. Ce ne fut qu'un

¹ Je traiterai ce thème de l'attrait du communisme soviétique dans le chapitre 6.

² Il remontait d'ailleurs au XIXe siècle: Tocqueville n'a-t-il pas annoncé que l'avenir appartenait aux États-Unis et à la Russie?

³ Jusqu'au 1er/14 février 1918, la Russie utilisait l'ancien calendrier julien, qui date de l'an 45 avant Jésus-Christ: en deux millénaires il avait pris treize jours de retard sur le l'année solaire; mais les évènements orthodoxes avaient refusé la réforme grégorienne de 1582, car elle venait d'un Pape (Grégoire XIII). Cette réforme consista à retirer dix jours à l'année 1582 et à rendre non bissextiles les années séculaires (1700, 1800, 1900), sauf celles dont le millésime est divisible par quatre cent (1600, 2000). Jusqu'en février 1918 je donne les dates essentielles dans les deux calendriers.

jour plus tard que, sur l'ordre du monarque, l'Okhrana réagit: il y eut des arrestations, un couvre-feu fut imposé. Mais comme il était compliqué de tenir les ponts (les manifestants passaient par les canaux), l'affaire n'alla pas sans quelques morts. Pourtant au soir du 26 février, l'ordre semblait régner; dans un dernier oukase, l'autocrate en profita pour ajourner les travaux de la Douma jusqu'en avril.

Ce fut alors, dans la nuit suivante, que **la garnison de Petrograd se mutina**. Elle était formée essentiellement de réservistes et de très jeunes recrues en cours d'instruction: les meilleures troupes étaient au front. Il s'agissait de jeunes paysans et non pas d'ouvriers; cependant ils se sentaient proches de ce peuple de Petrograd sur qui on leur avait ordonné de tirer. Le mécontentement couvait depuis longtemps: la garnison vivait dans des conditions difficiles, la caserne était surpeuplée. Ce fut le lendemain que s'amorça véritablement le processus révolutionnaire. Les soldats commencèrent à liquider leurs officiers; se joignant aux ouvriers du quartier de Vyborg, ils libérèrent les prisonniers de la forteresse Pierre-et-Paul, saccagèrent le ministère de l'Intérieur, hissèrent le drapeau rouge sur le palais d'Hiver, siège du gouvernement (absent), pillèrent l'arsenal... Au soir du 27, Petrograd était entre leurs mains. Ils n'avaient aucun programme, ni même aucune revendication spécifique: cette explosion de violence rappelait les jacqueries des campagnes russes, où les paysans modelés par des siècles de servage, dès qu'ils ne sentaient plus le *knout*, cessaient d'obéir à qui que ce fût et se comportaient d'une manière complètement anarchique.

Nicolas II ne comprit pas la gravité des événements. Il réagit tard, et mal: il nomma un gouverneur militaire, mais la mission de celui-ci avorta, car il ne trouva aucun soutien auprès de la classe politique. En effet, entre-temps deux nouveaux centres de pouvoir étaient apparus à Petrograd. La Douma avait désigné un "**Comité pour le Rétablissement de l'Ordre** et l'établissement de relations avec les individus et les institutions" (!), fort de douze membres dont le menchevik Alexandre **Kerenski** (1881-1970) et un autre socialiste. Il s'agissait d'un pas prudent par rapport à ce que tout le monde attendait d'elle: qu'elle se comportât comme les États généraux français en 1789. Par ailleurs, un groupe de mencheviks avait mis sur pied un "**soviet** des ouvriers", qui comprenait des délégués des soldats révoltés mais ne représentait que lui-même. On y trouvait des bolcheviks, mais en très nette minorité. En quelques jours il tomba entre les mains des appareils des différents groupes socialistes qui s'en partagèrent les postes de responsabilité (à raison de deux, puis trois représentants pour chaque groupe); il ne fut pas question d'élections — le peuple, c'étaient les socialistes¹.

¹ Il s'agissait en théorie de la restauration du **soviet de Saint-Petersbourg de 1905**. Cet organe était apparu assez tard dans l'année, en octobre 1905; c'était une émanation du "syndicat des syndicats", issu lui-même d'un congrès syndical. Il avait été créé à l'origine pour diriger les grèves politiques destinées à faire plier le monarque (elles avaient commencé au début du mois); il était formé de quarante délégués (des intellectuels, des ouvriers). Le nom, qui signifie "conseil", reprenait celui d'organes spontanément apparus au printemps pour arbitrer les conflits sociaux dans les entreprises. Puis le soviet s'était doté d'une organisation plus solide, avec des représentants des différents quartiers et des groupes socialistes (choisis par ceux-ci) à côté de ceux des syndicats; il eut jusqu'à cinq cent membres. Très vite les représentants des partis, plus expérimentés, avaient eu le dessus;

Dans les jours suivants, tout le monde reconnut l'autorité du Comité, y compris des officiers supérieurs appartenant à la famille impériale. Une première rencontre entre des représentants de la Douma et du soviet eut lieu début mars; la première accepta de reconnaître la représentativité du second. Fort mal élue (au suffrage indirect et dans des conditions douteuses), elle n'était pas très sûre de sa propre légitimité... Ce fut ainsi que le gouvernement issu des représentants (approximatifs certes) des Russes accepta d'être "toléré" par un groupe d'intellectuels radicaux auto-organisés, uniquement parce que ce groupe était réputé représenter "le peuple" de Petrograd. On mesure ici les effets du retard abyssal de la vie politique russe! Le soviet reconnut la préséance du Comité, car les partisans d'une "alliance révolutionnaire" avec la bourgeoisie y étaient en majorité; mais il refusa de se dissoudre, ainsi que de participer au gouvernement provisoire que la Douma finit par mettre en place. La Russie entra pour huit mois dans un système de **dyarchie**¹: deux organes différents réclamaient le pouvoir, négociaient entre eux sans pourtant se reconnaître pleinement, donnaient des ordres contradictoires. Ce système ne pouvait aboutir qu'à l'anarchie; par ailleurs, le soviet, organisme qui ne représentait que l'*intelligentsia* et dont les règles de recrutement étaient des plus floues, était un terrain propice à toutes les manipulations — les bolcheviks finirent par mettre la main dessus à l'automne, et ce fut en son nom qu'ils accomplirent leur coup d'État.

Le soviet et la Douma se mirent d'accord sur un programme en neuf points: abolition des privilèges; proclamation des libertés fondamentales; dissolution de la police, qui devait être remplacée par une milice élue; convocation immédiate de nouvelles élections locales (ces deux mesures eurent pour effet essentiel de décapiter l'autorité en province); convocation d'une Assemblée nationale dès que cela serait possible (en fait, cette convocation revint aux bolcheviks, après Octobre, dans les conditions très particulières). **Il n'était question ni de suppression de la monarchie, ni de paix avec l'Allemagne.** Le lendemain, la Douma investit un **gouvernement provisoire** dirigé par le prince Gueorgui **Lvov** (1861-1925), qui était en même temps ministre de l'Intérieur. C'était un homme de tempérament passif, totalement dépourvu d'imagination, peu convaincu de l'importance d'un pouvoir fort. Ce premier cabinet révolutionnaire comprenait des cadets, des hauts fonctionnaires sans

Trotski, alors menchevik, avait fait parti du présidium (la présidence collective, formée de trois membres). Le soviet s'était doté d'un organe de presse, les *Izvestia* (N.B. Le titre reparut en 1917; les bolcheviks mirent la main dessus à l'automne. Après la révolution, les *Izvestia* — les Nouvelles — devinrent l'organe du Comité central du P.C.U.S. et, à ce titre, l'un des journaux les plus lus par les soviétologues). Début décembre le soviet lança un appel à la désobéissance fiscale: c'était son premier acte révolutionnaire. Le lendemain, la moitié de ses membres furent arrêtés. Un autre soviet s'était développé à Moscou sur le même modèle, fin novembre, et parvint à lancer une grève générale début décembre. À la mi-décembre, tout était fini et les deux soviets avaient disparu.

¹ N.B. le mot est à utiliser avec prudence; il a été forgé pour rendre compte des réalités de l'Allemagne nazie (un pouvoir à deux têtes, le Parti et l'administration d'État) — par ailleurs il est également employé, pour l'après-octobre 1917, dans un tout autre sens (voyez plus bas dans ce même chapitre). Cela dit, dans son manuel Richard Pipes l'emploie sans arrêt.

affiliation partisane et un seul socialiste, Kerenski (à la Justice). En avril, six socialistes (mencheviks et S.R.) y entrèrent.

La monarchie était totalement dépassée par les événements; elle n'avait joué aucun rôle depuis le malheureux oukaze du 26 février. Les ministres étaient divisés, même si la plupart voulaient sauver le régime. Nicolas II se rapprocha de Petrograd (il arriva jusqu'à Pskov); il envisageait un recours à la force, mais les militaires firent pression sur lui: ils craignaient une mutinerie générale, un effondrement de l'armée. Ils commencèrent par le presser d'accepter des concessions politiques, puis lorsqu'il apparut qu'il était trop tard, d'abdiquer. **Le 2/15 mars**, une semaine à peine avait passé depuis le début des événements, **Nicolas II abdiqua** en faveur de son frère Michel — ceci à cause de la maladie de son fils, mais c'était illégal; changer l'ordre de la succession était l'une des rares choses que le monarque absolu ne pouvait se permettre (de plus, Michel avait épousé une divorcée). Michel, qui n'avait pas été consulté et à qui l'on fit peur, s'empressa d'abdiquer à son tour le lendemain. La Russie n'avait plus de monarque.

B) L'effondrement de la Russie.

En quelques semaines on assista à l'écroulement de l'Empire, qui n'était pas une communauté soudée mais une construction artificielle, forcée. La Russie ne tenait que par la fidélité au monarque et surtout par la contrainte, par la peur de l'armée et de l'Okhrana. Lorsque le Tsar disparut, lorsque s'effaça la crainte, les sujets de l'Empire laissèrent cours à leurs tendances centrifuges, à leur "anarchisme primitif". Seuls les bolcheviks furent capables, dans le chaos croissant, de maintenir des structures solides et un projet à long terme. En octobre, ils n'eurent qu'à ramasser un pouvoir en desherence.

Ce fut d'abord l'armée russe qui s'effondra. Il faut dire que le nouveau gouvernement, après avoir un moment caressé l'idée de négocier une paix globale sans annexions (perspective que les alliés de la Russie refusèrent absolument), décida de continuer la guerre. Les révolutionnaires de mars respectaient les principes traditionnels de la diplomatie: fidèles à leurs alliances, ils considéraient comme inconcevable de trahir leur camp. Or la lassitude de deux ans et demi de conflit avait joué un rôle important dans le déclenchement de la révolution: dès le printemps, les soldats commencèrent à désertir pour rejoindre leurs villages. Ce mouvement, après s'être calmé un peu en mai-juin, reprit à l'été avec l'approche de la récolte, tandis que la propagande pacifiste des bolcheviks gagnait du terrain sur le front,

où les officiers finirent par s'occuper moins de combattre l'ennemi que de négocier avec divers comités de soldats, de neutraliser les propagandistes extrémistes et de désarmer les révolutionnaires défaitistes¹.

Au départ, le haut commandement réagit par un mélange de répression et de mesures d'apaisement: les généraux hostiles au nouveau régime furent écartés; on publia une "Déclaration des Droits du Soldat" qui n'autorisait cependant pas les hommes à élire leurs officiers, comme le réclamaient les socialistes. En juin, Kerenski, alors ministre de la Guerre, entreprit une longue tournée sur le front; il insista sur le fait que la Russie ne pouvait demander la paix avec des chances de l'obtenir que si elle se trouvait en position de force. Mais l'offensive lancée ce même mois fut un échec: l'Empire était déjà trop affaibli pour espérer autre chose que tenir le front. Avec l'arrivée du général Kornilov à la tête de l'armée en juillet, il y eut une brève reprise en mains; mais le front commençait à craquer: en août, les Allemands prirent Riga, le grand port de la Baltique, tout proche de la capitale. À cette date, l'armée russe avait eu entre un million sept cent mille et deux millions et demi de morts, c'est-à-dire plus que l'armée française pour laquelle le conflit dura un an de plus, et au moins cinq millions de blessés. Plus de quatre millions de Russes étaient prisonniers de guerre: le taux de reddition à l'ennemi des soldats russes fut douze à quinze fois plus élevé que pour la France et le Royaume-Uni, ce qui montre bien la faiblesse des liens qui attachaient les Russes à leur patrie.

Après le putsch (?) de Kornilov, fin août, que je traiterai plus bas, toute trace de confiance entre soldats et officiers disparut, et l'armée cessa d'être capable de mener quelque opération que ce fût, ni sur le front ni à l'intérieur (on tenta d'envoyer des soldats rétablir l'ordre dans les campagnes, mais ce fut un échec total). Les désertions reprurent à un rythme encore accru. En octobre, les Allemands occupaient les îles d'Ösel et de Dagö (aujourd'hui Saaremaa et Hiiumaa), à l'entrée du golfe de Finlande, et s'approchaient de Reval (aujourd'hui Tallinn): ils menaçaient directement la capitale, et le gouvernement discutait déjà de l'opportunité d'un repli sur Moscou².

Dans les **campagnes**, les violences avaient repris dès le mois de mars, dans le contexte **d'une brutalisation générale des attitudes et des comportements** après trois ans de guerre.

¹ Même les soldats russes sur le front occidental se mutinèrent, et cet épisode fut bien plus grave que les mutineries de régiments français (voyez le cours sur la France, au chapitre 9). Il eut lieu en 1917 au camp de la Courtine, dans la Creuse, où l'on avait tenté d'isoler une brigade déjà fort nerveuse (elle avait eu près de 70% de pertes lors d'un engagement parfaitement inutile, sur le front picard, en avril 1916...). Les mutins du camp de la Courtine, qui exigeaient de rentrer en Russie (pour prendre part à la répartition noire), furent fusillés, condamnés aux travaux forcés ou aux bataillons d'Afrique.

² Quoique déchue de son rang de capitale depuis deux siècles, Moscou avait un million et demi d'habitants, à peine moins que la capitale (je n'ai pas trouvé de chiffres précis); c'était le deuxième centre industriel du pays, et bien sûr son poids symbolique était énorme.

Derechef, le gouvernement adopta une attitude très maladroite: plutôt que de donner satisfaction immédiate à certaines revendications des paysans sous la forme d'une réforme agraire, il refusa de légiférer, par légalisme (il n'avait aucun mandat populaire) et aussi parce que parmi les ministres cadets il y avait de grands propriétaires fonciers. Il se contenta donc de mettre en garde les paysans contre toute action illégale, d'organiser des comités agraires chargés de préparer une cadastration des terres en vue d'une future réforme agraire, ainsi que des comités de ravitaillement dont les règlements et les demandes de réquisitions, peu ou pas appliquées, ne firent qu'augmenter les tensions. En mai, il finit par réunir un Comité agraire national pour préparer une réforme agraire; mais la plus grande cacophonie régnait. Les cadets exigeaient que les propriétaires expropriés fussent indemnisés, les S.R. entendaient que l'administration de toutes les terres fût confiée à la commune, les mencheviks tenaient pour une nationalisation sans indemnisation. De toute façon, rien ne pouvait être décidé tant que la Constituante ne s'était pas réunie: toujours le légalisme... En attendant, les paysans ne voyaient rien venir.

Les communes mirent sur pied leurs propres comités, où l'instituteur, le pope et les fonctionnaires locaux de l'administration jouèrent souvent un rôle essentiel. Or pas mal d'instituteurs et de petits fonctionnaires étaient très radicaux en politique: c'était dans ces milieux que s'était toujours recrutée l'intelligentsia; l'atmosphère du moment aidant, l'extrémisme avait rapidement gagné du terrain. Ils contribuèrent à orienter les revendications paysannes dans un sens très maximaliste, et leur formulation (dans les proclamations, adresses, etc.) dans le sens de l'exaltation et de la radicalité. Ces comités commencèrent très vite à s'attribuer les biens des grands propriétaires et ceux des koulaks, tout particulièrement visés par ce déchaînement de violence: ils s'approprièrent les terres inexploitées, le matériel agricole, les troupeaux, etc. Ils prirent en charge tout le pouvoir à l'échelon local, créant notamment leurs propres tribunaux (dans un premier temps, ceux-ci ne s'occupaient que des affaires foncières). Par ailleurs, les violences individuelles se multiplièrent (des vols de bois, des saisies de foin et de bétail, etc.); au passage, on régla pas mal de vieux comptes. Les grands propriétaires réagirent en interrompant les ensemencements, ce qui mettait une bonne partie de leurs paysans en chômage technique, et en faisant appel au gouvernement, bien incapable d'envoyer des troupes partout où on le lui demandait.

Le mouvement ne fit que s'amplifier avec **le retour massif au village des déserteurs**, chauffés à blanc par toute une propagande entendue sur le front. À la fin de l'été, les violences reprirent sur une plus grande échelle: désormais, les **pillages** s'accompagnaient systématiquement de l'incendie des demeures seigneuriales, de **massacres** de propriétaires nobles lorsque l'on pouvait mettre la main dessus, et surtout de ceux des koulaks qui n'avaient pas eu le temps ni les moyens de prendre la fuite. Les terres, le matériel et le cheptel récupérés ne furent pas partagés entre les paysans, mais systématiquement attribués à la

commune: ce gigantesque processus de redistribution des biens est connu sous le nom de "**répartition noire**" ou de "partage noir". Dans des régions entières, **toute autre autorité que le mir disparut**; en particulier toute autorité venue des villes détestées, qui pour les paysans n'avaient jamais représenté autre chose que l'impôt et le service militaire. Ce qui n'empêchait pas l'influence des socialistes radicaux de grandir, grâce à l'action de militants locaux: notamment, à l'automne, celle des bolcheviks, dont les promesses aux paysans étaient à la fois les plus radicales et les plus claires.

Certains historiens comme F. Furet considèrent la "répartition noire" comme le seul mouvement authentiquement révolutionnaire de l'année 1917. Cela ne veut pas dire que les **villes** restaient calmes, mais bien évidemment l'agitation urbaine nous apparaît comme moins spontanée, elle était souvent "téléguidée" par les socialistes. Toutes les villes ne furent pas également touchées par l'agitation: Moscou le fut moins que Petrograd; les villes du bassin du Don et d'Ukraine méridionale (notamment Karkhov et Odessa) se distinguèrent par leur implication dans le processus révolutionnaire.

Face à l'agitation ouvrière, en mars les chefs d'entreprises avaient accepté quelques concessions, parmi lesquelles des augmentations de salaires, très insuffisantes alors que l'inflation faisait rage, et la journée de huit heures; en avril, ils autorisèrent la formation de "comités d'usines". En même temps, comme les difficultés d'approvisionnement en matières premières et en énergie augmentaient, ils ne cessaient de mettre des ouvriers au chômage technique. Les grèves et les manifestations se multiplièrent, et les *lock-out* en retour. Le gouvernement ne faisait rien, à part menacer les ouvriers d'une répression sévère, et n'avait aucun projet cohérent en matière sociale (au soviét aussi, les différents partis représentés tiraient à hue et à dia); le patronat refusa de collaborer avec les autorités pour la recherche d'une solution et sabota les quelques réformes proposées (notamment l'institution d'une procédure d'arbitrage pour régler les conflits sociaux). Il y eut même des usines déplacées par leurs propriétaires dans des villes moins touchées par l'agitation; on imagine dans quelle ambiance se passa le déménagement du matériel!

Dans ces conditions **le mouvement ouvrier se radicalisa** rapidement. Les comités d'usine de la capitale parvinrent à se fédérer en un comité, coiffé par un autre soviét; les bolcheviks en prirent le contrôle dès le mois de mai. Des expériences d'autogestion ouvrière eurent lieu également, on ne sait pas très bien combien du fait des difficultés à manier les sources soviétiques concernant ce type de sujet. Lorsque fin août le gouvernement interdit les réunions dans les entreprises durant le temps de travail, il n'aboutit qu'à déclencher une nouvelle vague de grèves, très violentes (avec séquestrations de patrons, etc.), grèves auquel le patronat répondit par un *lock-out* massif en septembre-octobre. À cette date la production

était presque arrêtée et une grande partie des ouvriers étaient dans la rue, le ventre creux (d'autant que les villes étaient très mal ravitaillées), prêts à toutes les aventures. De toute façon, les transports étaient trop désorganisés pour que la production pût reprendre vite: dans l'été les usines Poutilov n'avaient reçu que 4% du charbon dont elles avaient besoin! Le rationnement touchait le pain, le sucre, la viande, les œufs, les matières grasses; les pénuries firent tripler les prix entre juillet et octobre. L'économie tout entière faisait naufrage.

Il faudrait enfin mentionner l'ébullition des **peuples allogènes**, mais je leur consacrerai le chapitre 5. Sur ce terrain non plus le gouvernement provisoire ne sut pas lâcher du lest à temps: il se contenta d'accorder une vague "autonomie culturelle", en avril, et de menacer ceux qui étaient tentés par l'indépendance; lorsqu'en juin la Rada (le Parlement ukrainien) commença à légiférer sans demander l'autorisation de Petrograd, il fallut bien négocier et on s'arrêta à l'idée d'organiser un référendum — sans accorder la moindre autonomie pour l'instant. Mais comme la situation ne faisait que se tendre, en juillet le gouvernement passa à la manière forte (il procéda à des arrestations de nationalistes finnois, etc.); la Finlande proclama sa souveraineté en juillet et en octobre tous les liens étaient rompus avec l'Ukraine.

C) La plongée dans l'anarchie.

Sur cette toile de fond, la **situation politique** s'aggrava lentement: les gouvernements provisoires successifs perdirent peu à peu tout contrôle de la situation. Tandis que la date des élections constituintes s'éloignait au fur et à mesure que des régions entières échappaient au contrôle de Petrograd, en juin les socialistes parvinrent à réunir un **congrès panrusse des soviets**, au terme d'un scrutin auquel participèrent plus de vingt millions de personnes: ce qui lui donnait une légitimité incomplète, mais supérieure à celle du gouvernement provisoire et de la Douma. Tous les soviets bénéficièrent en retour de cette légitimité, même ceux qui s'étaient auto-proclamés et n'avaient pas été élus: dans la dyarchie la balance commençait à pencher vers les soviets. Ces élections "soviétiques" de juin 1917 furent un triomphe pour les S.R. et les mencheviks, partis gouvernementaux depuis avril, tandis que les bolcheviks et les "S.R. de gauche", c'est-à-dire la minorité des S.R. qui les avait suivis dans l'opposition, ne recueillaient que 20% des voix, ce qui n'empêcha pas Lénine et ses amis de faire deux tentatives en un mois pour prendre le pouvoir; j'y reviendrai longuement. Le congrès panrusse des soviets se dota d'une structure permanente à l'échelle nationale, l'Isполkom, sorte de gouvernement-bis.

À la suite de ces événements, le gouvernement provisoire se trouva de plus en plus affaibli; les ministres cadets le quittèrent, ce qui entraîna la chute du prince Lvov¹, et à l'issue d'une crise ministérielle de seize jours en juillet, **Kerenski**, tout en conservant les portefeuilles de la Guerre et de la Marine, **devint chef du gouvernement**. Il était de plus en plus porté à la fermeté, mais une fermeté dépourvue de moyens et par ailleurs bien inconséquente, nous le verrons, envers une extrême-gauche bolchevique dont il était proche en théorie, mais de plus en plus éloigné dans la pratique réelle — au pouvoir, les mencheviks s'étaient très vite modérés, acceptant l'idée d'un processus révolutionnaire progressif, le plus légal et le moins violent possible; la stratégie des bolcheviks était exactement inverse. Si Kerenski était si ferme, c'était que les cadets avaient imposé leurs conditions pour revenir au gouvernement: la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire et le rétablissement de la discipline sur le front, la lutte contre les extrémistes, l'ajournement des mesures révolutionnaires en matière sociale et foncière. D'autres groupes de pression bien plus conservateurs gagnaient du terrain grâce au soutien des industriels, notamment une "Société pour la Renaissance économique de la Russie" fondée à l'initiative de Poutilov, et une "Union des Propriétaires". Quant aux militaires, ils avaient formé une "Union des Officiers de l'Armée et de la Flotte", dont l'un des leaders était le général Denikine, futur commandant de l'une des armées blanches.

L'heure de la contre-révolution, ou au moins d'un sérieux coup d'arrêt à la dégradation de la situation politique et sociale par le moyen d'une dictature, avait-elle sonné? C'était certainement l'avis du général Lavr Gueorguievitch **Kornilov** (1870-1918), naguère commandant des troupes de Petrograd puis du front sud-ouest, promu généralissime en juillet. Fils de cosaques d'Asie centrale, personnage haut en couleur qui aimait s'entourer de gardes turkmènes aux costumes chamarrés, c'était un authentique libéral et l'un des rares généraux compétents de l'armée russe, quoique de longue date affligé d'une forte tendance à l'insubordination. Il était extrêmement populaire parmi les militaires, sauf auprès de la petite minorité d'activistes défaitistes qu'il réprima durement, et apprécié du gouvernement provisoire, quoique assez méprisé pour sa tête peu portée aux abstractions, progressistes ou non. Il remit de l'ordre dans l'armée, interdisant notamment toute propagande bolchevique; il exigea le rétablissement de la peine de mort pour les déserteurs et les mutins et réclama la militarisation des transports; il demanda, comme Ludendorff en Allemagne, les pleins pouvoirs économiques.

Même s'il ne parvint pas à faire passer dans les faits ces trois dernières mesures, de plus en plus il apparaissait comme l'homme fort du pays, face à un pouvoir civil toujours plus faible. En effet, dans l'anarchie croissante, le poids des soviets ne faisait que grandir; Kerenski tenta de leur opposer des institutions alternatives, dont une Conférence d'État qui se

¹ Il mourut en 1926, en exil à Paris, oublié.

réunit à Moscou (une ville plus calme que Petrograd). Mais ce fut un échec: les députés, en majorité conservateurs, peu représentatifs d'un pays où les idées révolutionnaires ne faisaient que gagner du terrain, ne firent qu'applaudir Kornilov, lequel de plus en plus n'en faisait qu'à sa tête; en particulier, il n'éprouvait ni ne manifestait aucune déférence envers le soviet de Petrograd, qui n'était pour lui qu'une bande de braillards irresponsables.

À l'annonce de la chute de Riga en août, Kornilov réclama que les troupes de la capitale, désormais en première ligne, lui fussent directement subordonnées. C'était mettre Kerenski au pied du mur: soit il choisissait de sauver la Russie, mais il était clair que la révolution était finie (et Kerenski aussi: il était haï par tout ce qui n'était pas socialiste); soit il renvoyait Kornilov, ce que le soviet de la capitale réclamait depuis longtemps, mais plus rien alors ne pouvait freiner l'effondrement de la société ni la défaite militaire. Finalement, dans une ambiance électrique (on craignait un nouveau complot bolchevik: il s'agissait en fait d'une opération d'intoxication) le socialiste, l'internationaliste Kerenski choisit la seconde solution. Selon l'historiographie traditionnelle, communiste ou non, **Kornilov**, qui **était déjà en train de préparer un putsch**, refusa de démissionner et tenta de soulever l'armée; mal soutenu par celle-ci, lâché par les cadets et n'ayant pas réussi à obtenir l'appui du soviet de Petrograd (qui déclencha une grève générale), il dut renoncer et fut arrêté début septembre. Selon Pipes, qui nie la tentative de coup d'État et parle d'une autre opération d'intoxication, il y eut quiproquo, Kerenski croyant de plus en plus fermement à un putsch alors que Kornilov ne fit qu'offrir ses services en cas de proclamation de l'état d'urgence. Et si Kornilov refusa de démissionner, ce fut parce que pour lui Kerenski n'avait pas le droit de prendre seul, sans le cabinet, la décision de le démettre de ses fonctions; mais depuis la veille Kerenski avait assumé les pleins pouvoirs.

L'échec du "putsch de Kornilov" accéléra l'effondrement du régime et **ouvrit la porte du succès aux bolcheviks**: alors qu'ils n'avaient guère participé à la résistance au "putsch", ceux qui avaient été emprisonnés dans l'été furent relâchés, et Lénine, qui s'était enfui, regagna Petrograd. C'était que Kerenski, qui avait eu très peur de la contre-révolution, recherchait désespérément des appuis; il dépendait de plus en plus étroitement de la tolérance décroissante de l'extrême-gauche, d'autant plus qu'à la suite de l'affaire Kornilov les ministres cadets avaient quitté le gouvernement, définitivement cette fois; en même temps, sa dépendance envers l'état-major (furieux lui aussi) était tout aussi terrible. Investi des pleins pouvoirs, mais désespérant de trouver une légitimité, il multiplia les initiatives en tous sens: début septembre, il proclama officiellement la République et tenta d'instituer de nouvelles instances représentatives (une Convention démocratique, et un Conseil de la République dont la première session s'ouvrit en octobre). Mais représentatives, elles l'étaient fort peu en vérité, car non élues (elles rassemblaient des représentants des différents organes révolutionnaires qui étaient apparus depuis le printemps); elles ne jouissaient pas non plus de cette forme de

légitimité que constituait l'appui unanime de l'extrême-gauche révolutionnaire (les bolcheviks rompirent dès la première séance et refusèrent de siéger). En réalité, le vide du pouvoir était total: personne n'obéissait plus à Kerenski, une multitude de soviets, comités, conférences, milices n'en faisaient qu'à leur tête.

Dans le même temps, le slogan bolchevik "tout le pouvoir aux soviets" gagnait du terrain: les soviets, qui passaient les uns après les autres sous contrôle bolchevik, n'obéissaient plus à Kerenski, et pouvaient compter avec le soutien de nombreuses milices armées. Les idées bolcheviques progressaient parmi les soldats (avides de paix), les ouvriers (qui haïssaient autant le gouvernement que les patrons), et même les paysans prêts à suivre tous les maximalistes qui leur promettaient la terre sans conditions. À l'automne 1917, à l'issue d'un processus de radicalisation rapide et profond, de larges pans de la société russe se trouvaient bolchevisés (plus exactement, les objectifs proclamés par les bolcheviks semblaient correspondre aux leurs; mais pour les bolcheviks évidemment ce n'était que tactique). Or le parti bolchevik était à peu près le dernier groupe organisé qui subsistait en Russie... C'était le résultat d'une stratégie aussi habile que cynique, que je vais maintenant présenter.

II) La stratégie des bolcheviks.

La stratégie de Lénine et de ses amis a plus évolué en huit mois qu'il n'y paraît: ce qui est normal vu le caractère très volatil de la situation et la faiblesse de leurs positions initiales. Lorsque la révolution éclata, le parti bolchevik, très affaibli par la répression et complètement infiltré par la police, avait entre quinze et vingt mille militants seulement; ses principaux leaders étaient à l'étranger. Malgré les prétentions postérieures des bolcheviks et les manipulations de l'Histoire auxquelles ils se livrèrent à l'époque soviétique, ils ne jouèrent absolument aucun rôle dans les événements de février/mars 1917 (Lénine n'apprit les événements de Russie que le jour de l'abdication de Nicolas II). La stratégie des bolcheviks, cependant, fut toujours guidée par deux principes inflexibles: le cynisme le plus total (il s'agissait de prendre le pouvoir par tous les moyens, y compris la trahison, de promettre n'importe quoi à n'importe qui, quitte à se parjurer régulièrement, de jouer systématiquement la politique du pire); la sauvegarde et le développement progressif d'un petit groupe parfaitement dévoué à la cause de Lénine, dont la cohésion devait être absolue — effectivement, Lénine parvint toujours à se faire obéir, même si ce fut parfois laborieux.

A) La stratégie initiale de Lénine.

Dans un premier temps, en gros jusqu'en juillet, **la stratégie de Lénine fut de tenter de s'emparer du pouvoir à Petrograd en organisant des manifestations de rue** avec le soutien de groupes armés. Il espérait que, comme en février, ces manifestations prendraient l'ampleur d'une insurrection générale qui donnerait le pouvoir aux soviets seuls, puis aux bolcheviks lorsque ces derniers les auraient bien infiltrés. Lénine, déjà, projetait un coup d'État, refusait toute perspective de collaboration avec d'autres forces révolutionnaires, toute perspective d'évolution pacifique de la révolution, toute perspective de réconciliation entre les Russes. Il ne laissait aucune chance au nouveau régime, il ne pensait qu'à armer des émeutiers — ouvriers ou non, peu importait.

Il fallait d'abord rentrer en Russie: Lénine craignait qu'en son absence les bolcheviks ne se laissassent aller à l'opportunisme, à soutenir la Douma, à participer au gouvernement provisoire. Il n'avait pas tort d'éprouver ces craintes: durant le mois de mars, l'attitude des bolcheviks de Petrograd différa peu de celle des mencheviks et des S.R. Sans y participer, ils refusèrent de rompre avec le gouvernement; dans une logique d'alliance entre toutes les forces révolutionnaires, certains rêvaient même à un retour à l'union avec les mencheviks. Malgré l'arrivée à Petrograd de Staline, puis d'ordres écrits de Lénine amenés de Suisse par Alexandra Kollontai, les militants de la capitale refusaient d'appliquer une stratégie qu'ils jugeaient irréaliste: ils allèrent jusqu'à censurer ces ordres à leur publication dans la *Pravda*.

Ce furent les Allemands qui permirent à Lénine de rentrer en Russie. Durant toute l'année 1917, ils jouèrent la carte des bolcheviks (ainsi que d'autres extrémistes que l'Histoire a oubliés) dans le but de provoquer le chaos; ils y étaient encouragés par un certain Parvus (de son vrai nom Alexander Helphand), un révolutionnaire ukrainien, ancien collaborateur de l'*Iskra*, qui travaillait de longue date pour les services secrets allemands, et qui considérait Lénine comme "le fou le plus délirant" de Russie. Ce fut dans le but d'affaiblir la Russie que l'Allemagne autorisa le passage sur son territoire de ce ressortissant d'un pays ennemi; le voyage se fit en mars-avril, fort discrètement (la légende noire de Lénine évoque une traversée de l'Allemagne en wagon plombé¹, ce qui est inexact), avec une escale en Suède; le consulat russe à Stockholm, complètement désorienté par la situation nouvelle, accorda les visas. Dans le courant de l'année et jusqu'à la fin 1918, il est désormais attesté (à vrai dire, on le savait depuis longtemps, mais il était difficile de le dire) que **les bolcheviks reçurent énormément d'argent allemand**, par l'intermédiaire d'agents du *Reich* à Stockholm et d'une fausse entreprise pharmaceutique de Petrograd; ils utilisèrent aussi de faux billets russes édités par la *Reichsbank* pour précipiter la Russie dans l'inflation.

¹ C'est-à-dire calfeutré et scellé pour qu'on ne vît pas le voyageur.

Lénine fut accueilli triomphalement par les bolcheviks et fit un discours où il appelait à une révolution "socialiste", c'est-à-dire à une reprise de la dynamique révolutionnaire: pour lui les événements de février n'étaient qu'une révolution "bourgeoise". Ce fut le même jour qu'il lut à des militants un document connu sous le nom de "**Thèses d'Avril**", lequel fut si mal accueilli que la *Pravda* refusa de le publier intégralement (elle ne le fit que plus tard, en l'accompagnant de commentaires défavorables) et que le Comité central bolchevik le condamna. Dans ce texte Lénine préconisait l'arrêt du soutien à la guerre, le refus d'appuyer le gouvernement provisoire, le passage à une seconde phase ("prolétarienne") de la révolution qui se traduirait par le transfert de tous les pouvoirs aux soviets, l'abolition de l'armée et son remplacement par une milice populaire, la confiscation des propriétés foncières et la nationalisation des terres, celle des banques, la mainmise des soviets sur la production et la distribution, la création d'une nouvelle Internationale. Lénine était alors très isolé au sein de son propre parti, au moins en ce qui concernait ses thèses (personne ne lui contesta jamais sa place de leader); en revanche les Allemands jubilaient, car il faisait exactement ce qu'ils espéraient.

Bien avant les autres bolcheviks, **Lénine** avait déjà compris qu'il était possible de prendre le pouvoir en profitant de toutes les forces destructrices qui agitaient la Russie, et quitte à la plonger dans l'horreur; ce pays n'était pour lui qu'un instrument, un tremplin (à son départ de Suisse, il avait évoqué « un prologue, un pas vers la Révolution mondiale »). Il **ne pouvait pas réclamer le pouvoir au nom du parti bolchevik**, car l'immense majorité des Russes politiquement conscients demeuraient des démocrates, persuadés que le pouvoir devait aller à des gens qui exprimaient l'avis de la majorité, même "spontanément social-démocrate"; quant aux autres groupuscules socialistes, y compris ceux qui s'incriminaient dans la tradition terroriste, ils étaient impuissants, et divisés évidemment quant à savoir quelle petite minorité devait exercer le pouvoir révolutionnaire. Ajoutons que même au sein de la mouvance socialiste certains désormais s'élevaient contre la violence politique, laquelle pour eux n'avait plus de sens maintenant que l'autocrate avait été renversé. **Lénine choisit donc de réclamer le pouvoir** non pour lui, mais **pour les soviets**; tout simplement parce qu'il estimait qu'il était possible d'en prendre le contrôle (ce à quoi les bolcheviks ne parvinrent complètement qu'à l'automne). C'était le sens du fameux slogan martelé par les bolcheviks durant toute l'année 1917: « tout le pouvoir aux soviets ». Lénine était décidé aussi à affaiblir le gouvernement en faisant **les promesses les plus démagogiques** aux groupes sociaux et nationaux les plus mécontents, même si c'était en contradiction totale avec le socialisme et même avec sa propre doctrine.

Ce n'était pas une stratégie politique, si l'on entend par "politique" le débat, la persuasion, la participation des gens; c'était **une stratégie purement militaire** — isoler, diviser, désarmer l'ennemi, le détruire. Lénine, contrairement aux socialistes modérés comme

Jaurès, prenait au pied de la lettre l'expression "lutte des classes": pour lui la seule forme possible de la politique était la **guerre civile**; toute pause, tout compromis était au pire un piège, au mieux un repos pour préparer l'assaut suivant, toute pitié était de la faiblesse; il fallait avant tout détruire, car collaborer, construire, attendre, c'était retarder la Révolution. C'était déjà toute l'horreur d'un régime fondé sur la haine, qui n'a eu de cesse de liquider ses ennemis ou simplement ses contradicteurs, et qui a fini, au nom de la construction d'un avenir radieux, par détruire un pays entier. C'est pourquoi il est absurde de présenter le stalinisme comme une déviation du léninisme: Staline ne fut que le meilleur élève de Lénine, il ne fit que relancer, à la fin des années 1920, avec la même mentalité, le même type de processus dans le cadre de l'U.R.S.S. "menacée" d'un arrêt du processus révolutionnaire.

B) Les échecs du printemps et de l'été.

Les bolcheviks entreprirent **une campagne visant à discréditer le gouvernement**, le rendant responsable de tout ce qui n'allait pas, et rien n'allait. Dans le même temps, ils commencèrent à organiser des **manifestations**, très professionnellement (Lénine avait lu Napoléon et Clausewitz, le grand théoricien de la stratégie militaire de l'époque napoléonienne). Tandis que la masse des manifestants étaient envoyés sous le feu de l'ennemi afin de l'occuper et de l'amener à découvrir ses points faibles (par exemple un bâtiment mal défendu), de petits groupes de "tirailleurs", comme dirait un militaire, étaient chargés d'enfoncer les lignes ennemies en leur point le plus vulnérable. Pour manipuler les premiers, les bolcheviks utilisèrent systématiquement la "psychologie des foules" (déjà étudiée avant-guerre par le sociologue français Gustave Le Bon), en particulier l'exaltation et le sentiment de sécurité qui s'emparent d'hommes en groupe, inconscients alors des dangers encourus et faciles à fanatiser par quelques discours bien sentis ou par l'action d'individus stratégiquement répartis dans la foule. L'un des buts essentiels de cette agitation incessante était de créer chez les adversaires un sentiment de découragement, l'idée que les événements en cours étaient inéluctables, que les forces déchaînées étaient totalement incontrôlables.

La **première tentative** de prise du pouvoir eut lieu **en avril**, à la suite d'une crise politique amenée par des dissensions sur la conduite du conflit entre le ministre de la Guerre, le cadet Pavel Nikolaïevitch Milioukov (1859-1943), et certains de ses collègues. On connaît mal son déroulement, les bolcheviks ayant semble-t-il falsifié les dates de certains documents, présentant comme de la préscience ce qui ne fut que leçons tirées *a posteriori* de l'échec. Il semble que des émeutes éclatèrent spontanément; les bolcheviks en prirent la tête avec des pancartes qui proclamaient: « à bas le gouvernement provisoire » et « tout le pouvoir aux

soviets »; ils tentèrent, avec d'autres, de soulever la garnison et les usines. Les ouvriers n'y prêtèrent guère attention et la mutinerie avorta, suite à des contre-manifestations. Mais le gouvernement avait hésité, se refusant à donner l'ordre de disperser les mutins: selon Kerenski, alors ministre de l'Intérieur, « nous étions persuadés que la population ne permettrait pas que des actes de violence fussent commis à l'encontre du gouvernement ». Lénine, à nouveau mis en difficulté par ses lieutenants qui l'accusèrent d'"aventurisme", prit cependant bonne note de cet angélisme, et donc de cette faiblesse, des hommes au pouvoir.

L'émeute provoqua une grave crise entre le gouvernement et le soviet de Petrograd, affaiblissant d'autant le pouvoir. Ce fut à cette occasion que six socialistes (mencheviks et S.R.) entrèrent au gouvernement, prenant ainsi le risque de partager l'impopularité de celui-ci et ses compromissions, ce qui ne pouvait que servir Lénine. Les bolcheviks étaient évidemment restés dans l'opposition: ils étaient les seuls à aller jusqu'au bout de leurs idées, de leur logique; pour l'instant, cela semblait de la folie, mais bientôt cela allait apparaître comme de la pureté révolutionnaire. Les bolcheviks encourageaient la dissolution progressive de l'autorité, la multiplication de soviets locaux, de syndicats indépendants des grandes fédérations (qui dans l'ensemble étaient plutôt mencheviques), de comités d'usines, etc., faciles à contrôler car généralement dirigés par des personnes sans expérience politique. Ils soignaient leur appareil de propagande: en juillet leur presse, grâce à l'argent allemand, tirait à trois cent vingt mille exemplaires, parmi lesquels soixante-dix mille pour la *Soldatskaïa Pravda*, spécialisée dans les appels à la désertion. Par ailleurs, ce fut dans les jours suivant l'émeute d'avril qu'ils se dotèrent d'une milice, la **Garde rouge**.

La **deuxième tentative** eut lieu à la suite de la tentative ratée de Kerenski pour lancer l'armée russe à l'offensive, **au mois de juin**. Cette fois-ci, rien de spontané au départ, mais une propagande systématique des agitateurs bolcheviques. Au dernier moment cependant l'insurrection fut annulée à la suite de l'hostilité farouche de l'ensemble du Congrès des Soviets, alors en session. Mais Trotski nia l'évidence, à savoir l'existence d'une conspiration, et le Congrès, qui savait très bien à quoi s'en tenir, préféra faire semblant de le croire et refusa d'appeler à désarmer les bolcheviks. Les socialistes russes légalistes n'avaient pas compris que les bolcheviks ne jouaient pas le même jeu qu'eux: selon Pipes, « la majorité préféra laisser croire que les bolcheviks constituaient un parti socialiste sincère usant de tactiques douteuses, plutôt, comme le soutenait Tsereteli [un menchevik isolé et clairvoyant], qu'un groupe contre-révolutionnaire déterminé à prendre le pouvoir. Les socialistes laissaient échapper la possibilité d'ôter aux bolcheviks leur légitimité, de les priver d'une arme politique puissante, consistant à dire qu'ils agissaient au nom des soviets et dans leur intérêt contre de prétendus ennemis » (Pipes qualifie cette attitude de « couardise »).

La troisième tentative, la plus sérieuse, eut lieu en **juillet 1917**. Elle a fait l'objet d'un traitement assez particulier de la part des bolcheviks, qui ont toujours nié leur implication directe dans cette affaire et prétendu avoir tenté de calmer le jeu, au prix de multiples falsifications de documents: c'est que ce fut une énorme erreur tactique de Lénine et que le parti bolchevik faillit ne pas s'en relever.

Fin juin, les bolcheviks tentèrent d'exploiter l'envoi au front de certains éléments de la garnison de Petrograd, qui leur étaient proches. Un autre foyer d'agitation était la base navale de Kronstadt, sur une île au large de Petrograd¹, un haut lieu de l'influence anarchiste où les bolcheviks disposaient également d'une organisation puissante; le gouvernement tentait désespérément d'en reprendre le contrôle. Sur ces entrefaites, il se décida enfin à arrêter les *leaders* bolcheviques, définitivement convaincus (grâce aux services secrets français) d'intelligence avec les Allemands. Lénine s'enfuit en Finlande, toute proche mais déjà hors de tout contrôle russe. Le seul membre de la direction bolchevique qui resta à Petrograd fut Trotski; il excita les ouvriers et les soldats.

La mutinerie éclata début juillet, un soir, sans doute un peu plus tôt que les bolcheviks ne l'avaient planifié; il était difficile de contenir une foule chauffée à blanc au nom de la Révolution immédiate (par ailleurs, les anarchistes aussi s'étaient mêlés d'appeler à l'insurrection immédiate; eux n'avaient aucun but autre que d'affaiblir le pouvoir le plus possible). Ce fut une sorte d'ébauche de répétition des journées de février: il y eut des pillages, quelques violences. Le même soir, les bolcheviks se livrèrent à une sorte de coup d'État au sein du soviet: ils en firent tant que tous les autres courants quittèrent la séance, puis, une fois seuls, ils "élurent" de nouveaux organes dirigeants, lesquels réclamèrent immédiatement la prise du pouvoir par un "Congrès panrusse des Soviets des Députés ouvriers", parfaitement inexistant. Mais la mutinerie fit long feu: la majorité des régiments avaient refusé de s'engager, et des ouvriers de chez Poutilov s'étaient rassemblés avec femmes et enfants devant le palais de Tauride, où siégeaient le soviet et le gouvernement, pour défendre la légalité.

Lorsque les troupes chargées de la répression arrivèrent le lendemain matin, tout semblait fini... sauf que ce fut précisément le moment que choisirent les marins de Kronstadt pour débarquer: Lénine, revenu le matin même à Petrograd, les soutint mollement. Cependant les bolcheviks n'avaient pas abandonné tout espoir de prendre le pouvoir: des gardes rouges se mêlèrent aux marins qui se dirigeaient vers le palais de Tauride, avec les restes de la mutinerie de la veille; des ouvriers (dont certains de chez Poutilov) grossissaient la foule. Lénine se rendit au palais, tandis que de petits détachements bolcheviks occupaient des points stratégiques, des sièges de journaux; le soir Petrograd était entre leurs mains. Des

¹ Petrograd, construite sur des marais côtiers, n'a pas de port en eau profonde. Le port de la Russie nord-occidentale était Riga — aujourd'hui la capitale de la Lettonie.

"représentants" de cinquante-quatre usines, choisis par les bolcheviks, se rendirent au palais pour réclamer le transfert du pouvoir aux soviets (dans leur version bolchevique). Le soviet (le vrai) n'avait que six gardes, le pouvoir était pratiquement captif de l'émeute...

Pourtant la proclamation du "pouvoir des soviets" n'eut pas lieu: il semble que les bolcheviks furent dépassés par l'ampleur et le succès totalement inattendus d'une manifestation à laquelle ils ne croyaient pas. Lénine ne sut pas se décider à temps; plus tard, Trotski le critiqua à mots voilés pour ces atermoiements: « fort heureusement », ajouta-t-il, « nos ennemis ne possédaient ni cohérence logique ni détermination suffisantes ». Le gouvernement se décida enfin à réagir: il commença à diffuser les informations dont il disposait sur les liens entre Lénine et l'Allemagne; mais tout le monde, y compris le prince Lvov, fit pression sur la presse pour qu'elle ne les publiât point. Un journal cependant refusa d'obtempérer. Les révélations firent l'effet d'une douche froide sur les émeutiers non bolcheviks, même les soldats; dès le lendemain, l'émeute se dispersa et l'armée reprit le contrôle de la situation sans trop de violences. Lénine, déguisé, parvint à repasser en Finlande; il y eut huit cents arrestations, mais on n'inquiéta pas sa femme Kroupskaïa, qui ne se cachait pas, et un officier délivra un autre bolchevik de premier plan, Kamenev, que la foule était en train de lyncher. Les locaux de la *Pravda* furent saccagés.

Lénine croyait que tout était fini; que, comme les communards de Paris, il ne ferait que servir d'exemple aux générations futures. Pour sauver son image, il ne lui restait plus qu'à démentir les accusations de trahison; par ailleurs il prétendit éhontément ne pas avoir été au courant de l'émeute, laquelle aurait été lancée par d'autres bolcheviks (c'était hautement invraisemblable vu le caractère monolithique de son parti), et s'être occupé seulement à calmer la foule. Il se consacra à la rédaction de son ouvrage *L'État et la Révolution*, ce qui montre bien qu'il ne croyait plus à la prise de pouvoir dans un avenir proche. Mais le soviet fut tout aussi lâche que précédemment: il refusa de se pencher sur les accusations formulées contre Lénine et prit même sa défense — il refusait de comprendre qu'il était aussi menacé que le gouvernement par les bolcheviks. Les socialistes russes percevaient toujours les bolcheviks comme des compagnons, des gens du même camp, ils n'en comprenaient pas la dangereuse spécificité et continuaient à collaborer avec eux; ils craignaient que les accusations contre Lénine ne servissent à déconsidérer le soviet tout entier. Le gouvernement, soumis à la pression du soviet et de peur de donner des arguments à la contre-révolution royaliste (ce fut à cette époque, fin juillet, que Kerenski envoya la famille impériale en résidence surveillée en Sibérie pour l'éloigner de la capitale), laissa faire: il n'y eut jamais de procès de Lénine, et ce fut ainsi que le traître se trouva blanchi auprès de l'opinion.

C) Les bolcheviks relèvent la tête.

Les bolcheviks traversaient quand même une fort mauvaise passe: ce fut l'affaire Kornilov qui leur permit d'en sortir, en confirmant (tout au moins en apparence) les angoisses de Kerenski et des autres socialistes quant au danger d'une contre-révolution. Kornilov, c'était Bonaparte, et face à lui il fallait serrer les rangs; comme Kerenski, aux heures difficiles de l'affrontement avec Kornilov, avait largement fait appel à la Garde rouge et aux bolcheviks en général, ceux-ci se trouvèrent en quelque sorte réhabilités auprès de l'opinion; leur popularité augmenta brutalement. Ce fut aussi à cette époque que les marins du croiseur *Aurore*, parmi lesquels il y avait de nombreux anarchistes et bolcheviks, reçurent la charge d'assurer la protection du palais d'Hiver, où siégeait le cabinet Kerenski, tandis que celui-ci distribuait quarante mille fusils, dont les bolcheviks s'emparèrent pour l'essentiel...

En même temps **les bolcheviks aménageaient leur stratégie**, peaufinant leur technique de la prise du pouvoir à la lumière de leurs échecs passés; il faut y lire l'influence de Trotski, que Pipes tient pour un révolutionnaire supérieur à Lénine, mais qui n'avait adhéré au parti que deux mois auparavant, qui était haï des cadres pour son arrogance, et à qui ses origines juives interdisaient de toute façon un rôle politique de premier plan, avec ou sans révolution. En septembre, Lénine reprit confiance et lança les bolcheviks à l'assaut des soviets: avant la fin du mois, ils prirent le contrôle de celui de Moscou, puis de celui de Petrograd, dont Trotski devint le président. Ils suscitèrent alors la création de structures coiffant les seuls soviets qui leur étaient fidèles, au mépris de l'Ispolkom, afin de disposer d'une structure d'allure "soviétique" au nom de laquelle ils pourraient prendre le pouvoir. En septembre-octobre, divers "congrès des soviets" bolcheviks se tinrent en Finlande, puis à Petrograd; ils aboutirent à la mise en place, sous des appellations neutres, **de nouvelles structures contrôlées par les bolcheviks**, bien qu'en leur sein des S.R. de gauche fissent parfois un peu de figuration. Parmi ces structures, apparut à Petrograd un "comité militaire et révolutionnaire" (P.V.R.K. en russe), organisation militaire émanant en théorie du soviet de la ville, officiellement dirigé par un S.R. de gauche, en fait étroitement contrôlé par Trotski, c'est-à-dire par le Comité central du parti bolchevik. L'Ispolkom refusa de reconnaître la légitimité de tous ces organes... jusqu'au moment où il céda (en octobre), de guerre lasse et par pure faiblesse, approuvant la réunion d'un deuxième congrès des soviets de Russie, convoqué par les seuls bolcheviks; et comme à cette date le gouvernement provisoire était très affaibli, cette espèce de sabotage de l'autre pôle de la dyarchie revêtait une importance essentielle. De nouveau, les extrémistes imposaient leur volonté et leur vision des choses... parce qu'ils étaient les seuls à avoir une volonté et une vision des choses.

Lénine était redevenu enthousiaste pour un nouveau coup d'État; il eut du mal cependant à convaincre ses camarades. Beaucoup de bolcheviks estimaient au contraire qu'il valait la peine d'attendre les élections constituanes, convoquées pour novembre, pour voir si

l'Assemblée ne pouvait pas être noyautée comme les soviets l'avaient été. Mais Lénine avait très peur que la réunion de la Constituante ne débouchât finalement sur une stabilisation de la révolution et sur un renforcement du pouvoir, et ne le privât de la prétention de parler au nom du peuple. Il savait qu'il n'avait aucune chance d'y avoir la majorité, même si la popularité des bolcheviks allait grandissant. Il fallait agir avant. Des discussions du même ordre agitaient le parti bolchevik concernant le deuxième congrès de soviets, convoqué pour le 25 octobre/7 novembre: Lénine choisit encore de ne pas attendre.

La menace allemande, qui se précisait, **précipita** encore **les événements**: le gouvernement provisoire risquait de devoir partir pour Moscou, ce qui obligerait Lénine à tout reprendre à zéro; à vrai dire, Kerenski avait déjà essayé de transférer la capitale, puis renoncé sous la pression de l'Ispolkom. Par ailleurs, un certain nombre de socialistes non bolcheviks prétendaient créer un Comité de Défense de la ville, puisque le gouvernement semblait vouloir l'abandonner, mais personne ne s'accordait sur rien à son propos, d'autant que les bolcheviks s'en donnaient à cœur joie, votant les motions les plus contradictoires afin de semer le désordre. À ce stade de confusion et de vacance du pouvoir, le moment était idéal pour une insurrection. Lénine rentra à Petrograd au début du mois d'octobre (calendrier julien); vers le milieu du mois la presse menchevique commença à évoquer ouvertement une prochaine insurrection bolchevique; ce que Trotski nia effrontément devant l'Ispolkom.

D-Le putsch d'Octobre.

« Bien que l'on parle communément de deux révolutions russes en 1917, (...) la première seule mérite ce titre. (...) **Octobre ne fut qu'un banal coup d'État**, la prise du pouvoir par une petite minorité, effectuée, par déférence pour les conventions démocratiques de l'époque, avec force étalages de participation des masses, mais sans leur engagement » (R. Pipes). Ces quelques lignes, qu'il m'aurait été impossible de citer devant une classe voici trente ans sans mettre en danger mon intégrité physique, montrent à quel point l'interprétation d'un événement historique peut changer en très peu de temps. Il est vrai qu'il s'agit de l'événement fondateur d'un régime expert dans la manipulation de l'Histoire... Dans le débat sur la dénomination à accorder aux événements du 25 octobre/7 novembre 1917 (si tant est qu'il y ait encore débat), je suivrai Pipes: — *fragment d'idéologie* —: comme lui, je dénie aux bolcheviks le droit d'imposer leurs dénominations, leurs interprétations aux événements de ce siècle, de déterminer ce qui va de l'avant et de ce qui résiste à l'avancée de l'Histoire, de s'approprier le passé (1917) comme l'avenir (et ses promesses); je refuse d'appeler "révolution" un ensemble d'événements auxquels le peuple n'a guère participé; surtout, je

refuse d'appeler "révolution" un coup de force qui déboucha sur l'un des régimes les plus sinistres et les plus "réacs" (au sens courant: répressif, obscurantiste) de l'Histoire. **Octobre 1917 n'a pas marqué un nouveau départ pour la révolution russe; bien au contraire, il en a marqué la confiscation définitive, il en a marqué la fin.**¹

Il y eut des tiraillements, notamment entre Lénine et Trotski, sur la date du coup d'État, et d'autres sur son opportunité: Grigori Zinoviev (Grigori Evseïevitch Radomylski, 1883-1936) et Lev Kamenev (Lev Davidovitch Rosenfeld, 1883-1936) étaient les plus tièdes. Finalement l'opération fut arrêtée au **25 octobre/7 novembre**, jour de la réunion du congrès des soviets. Elle fut menée de main de maître, Lénine ayant tiré les leçons des échecs de l'été: il y eut infiniment moins de manifestations de masse, de combats de rues que lors des précédentes tentatives. Les masses, utiles pour semer la terreur et pour faire monter la tension, s'étaient révélées difficiles à manier, plus encombrantes qu'autre chose au moment crucial; on les réduisit donc au rôle minimum qu'exigeait la mise en scène de la volonté du peuple. La participation des "masses" se réduisit à quelques milliers d'ouvriers et un dixième tout au plus de la garnison de Petrograd, contrairement à ce que la propagande soviétique prétendit par la suite (Werth donne le chiffre de six mille participants au total, civils et militaires, côté bolchevik). De plus, ils étaient étroitement encadrés par le P.V.R.K., qui depuis quelques jours revendiquait le titre de "soviet des soldats", mais en fait ne prenait ses ordres que du Comité central du parti bolchevik; il s'agissait donc de détachements armés bolcheviks et non de personnes laissant libre cours à leur colère et à leur volonté révolutionnaire. Au total, ces événements sont restés comme **un modèle d'efficacité**: Mussolini, en particulier, les étudia longuement (sur les conseils de l'écrivain Curzio Malaparte) et s'en inspira pour sa propre prise de pouvoir — lui n'eut besoin que d'agiter des menaces.

Quelques jours auparavant, le P.V.R.K. avait commencé à dépêcher aux unités militaires de Petrograd et de ses environs deux cents "commissaires" issus de l'organisation militaire du parti bolchevik; il prétendait parler au nom de la garnison tout entière (et lui donner des ordres). Surtout, il proclama qu'aucune directive militaire prise sans son accord n'était valable: c'était provoquer l'épreuve de force avec l'état-major et avec Kerenski. Ceux-ci tentèrent de réagir: le 24, des cosaques et des élèves officiers prirent la garde devant les principaux monuments, et Kerenski fit fermer l'imprimerie des bolcheviks (mais cette mesure resta sans effet: le coup d'État était déjà en marche).

¹ Si plus personne ne parle de "révolution", en revanche vous n'êtes pas forcés d'adopter le terme de "putsch" pour les événements d'octobre 1917 — c'est évidemment un vocabulaire qui n'est pas neutre, ne serait-ce que parce qu'il fait allusion au putsch de Kornilov, au putsch Kapp à Berlin en 1920 et au putsch de Hitler à Munich en 1923 (voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 2). Werth parle prudemment de "prise de pouvoir".

Dans la nuit du 24 au 25 octobre, les bolcheviks installèrent des piquets de garde à tous les points stratégiques de la ville; les cosaques et les élèves officiers en faction furent désarmés par les gardes rouges et les membres de quelques unités militaires ralliées aux bolcheviks. Ainsi furent occupés les gares, les centraux téléphoniques, les banques, les ponts. Pas un coup de feu ne fut tiré, nulle part il n'y eut de résistance: ainsi, au palais des Ingénieurs, les bolcheviks arrivèrent au milieu d'une réunion qui s'interrompit et se dispersa sans discussion. Lénine déclara plus tard que déclencher la Révolution en Russie avait été « plus facile que de ramasser une plume ». Au central téléphonique, les bolcheviks déconnectèrent les lignes du palais d'Hiver, mais en oublièrent deux. **Kerenski** les utilisa au petit matin pour s'entretenir avec les commandants du front: lorsqu'il constata qu'ils se refusaient à lui apporter un secours immédiat (ils n'étaient que trop contents de mettre en difficulté le tombeur de Kornilov), il **quitta Petrograd pour le front**, en direction de Pskov, vers neuf heures au matin du 25. À cette heure, le palais d'Hiver était le seul bâtiment officiel que le gouvernement tenait encore.

À dix heures, sans que le gouvernement eût reçu le moindre ultimatum, Lénine (qui par précaution passa toute la journée déguisé) communiqua à la presse une **déclaration annonçant la déposition du gouvernement provisoire**. Le document était signé par le "Comité militaire et révolutionnaire du Soviet des Députés ouvriers et Soldats de Petrograd" (le nouveau nom du P.V.R.K.); un organe qui, nous l'avons vu, ne comprenait aucun représentant de quoi que ce fût d'autre qu'un soviet-croupion aux mains de Trotski. Le deuxième congrès des soviets, censé légitimer le P.V.R.K., ne s'était pas encore ouvert... Tout était alors parfaitement calme dans la capitale, les bureaux et les magasins ouvrirent normalement: rien à voir avec l'atmosphère de février, rien de révolutionnaire dans l'air. Quant à Kerenski, il parvint à trouver sur le front quelques cosaques disposés à le suivre; ils marchèrent avec lui jusqu'aux faubourgs, mais, trop peu nombreux, ils refusèrent d'investir la capitale. Les ministres, attendant les renforts, s'étaient retranchés dans une grande salle d'apparat donnant sur la Néva, la **salle de malachite**. Cependant les bolcheviks n'arrivaient pas à donner l'assaut au palais, dont la garde résistait; d'après Pipes, les gardes rouges firent preuve de bien peu de pugnacité.

Pendant ce temps, Trotski se chargeait d'intimider les organes du pouvoir "populaire". À quatorze heures, il convoqua en session extraordinaire le **soviet de Petrograd**, dont il était le président; les bolcheviks et les S.R. de gauche se trouvèrent en forte majorité, car de nombreux mencheviks ou S.R. de droite n'osèrent pas venir. Il proclama que le gouvernement provisoire avait cessé d'exister; lorsqu'un participant cria que les bolcheviks anticipaient la volonté du congrès des soviets, il répondit que cette volonté avait été « *déterminée* [Werth traduit: anticipée] par le formidable exploit des ouvriers et des soldats de Petrograd qui se sont soulevés la nuit dernière ». La menace était claire. Elle fut encore plus nette au **deuxième**

congrès panrusse des soviets, qui s'ouvrit vers vingt-deux heures: Trotski laissa se développer le désordre le plus total jusqu'à ce que tombât la nouvelle de la prise du palais d'Hiver, qui fit l'effet d'une douche froide et aboutit à un ajournement du congrès.

C'était qu'après l'expiration d'un ultimatum transmis à dix-huit heures trente, l'assaut avait redoublé, avec de nouveaux moyens, plus effrayants d'ailleurs qu'efficaces. À vingt et une heures, le célèbre croiseur *Aurore* ouvrit le feu sur le palais, une seule salve à blanc (il n'y avait pas de munitions à bord); vers vingt-trois heures, la forteresse Pierre-et-Paul commença à bombarder le palais, fort maladroitement. De plus en plus inquiets, désespérés surtout de l'absence de secours, les défenseurs commencèrent à se replier: à minuit, les bolcheviks prirent d'assaut la salle de malachite, sans véritable combat contrairement à ce qui est montré dans la célèbre et magnifique scène du film d'Eisenstein, *Octobre* — il n'y eut que cinq ou six morts. Ce fut alors seulement que la foule s'introduisit dans le palais désert et se livra à des pillages. Les ministres furent arrêtés; les bolcheviks empêchèrent la foule de les lyncher.

Ce fut vers six heures du matin, le 26, que Lénine rédigea les quatre fameux décrets destinés à être ratifiés par le congrès des soviets: ils le furent dans la soirée, sans discussion (à titre provisoire en attendant leur approbation par la Constituante, censée se réunir après les élections constituanes: les bolcheviks tenaient aux formes légales); mais il faut dire que tous les modérés avaient quitté la séance. Ce fut à cette occasion que Trotski les expédia verbalement « dans les poubelles de l'Histoire »: la formule est restée célèbre. Ne restaient, outre les bolcheviks, que les S.R. de gauche.

Le premier décret (dit "décret sur la paix"), destiné à gagner le soutien des soldats, n'était pas un acte législatif mais un appel à « tous les peuples et [à] leurs gouvernements », en vue de l'ouverture immédiate de négociations pour une paix "démocratique", sans annexions. Chaque nation aurait le droit à l'autodétermination; la diplomatie secrète serait mise hors la loi; les Empires coloniaux seraient démantelés. Le décret passa parfaitement inaperçu à l'étranger: il s'agissait d'un acte de propagande interne (par la suite, il servit à la propagande du régime, y compris à l'étranger, en tant qu'acte fondateur d'une utopie universaliste et pacifique).

Le deuxième décret (le "décret sur la terre"), destiné à gagner aux bolcheviks l'appui des masses rurales, était modelé sur diverses motions adressées au congrès des S.R. par des soviets paysans. Il ordonnait la "socialisation" des terres, lesquelles devraient être remises aux communes: la propriété privée des terres était abolie (elle n'existait pratiquement plus depuis l'été) mais il n'était pas question non plus de leur nationalisation. Pourtant celle-ci était prévue

par le programme des bolcheviks; mais Lénine, au moment crucial, choisit, par pure démagogie, de reprendre le programme des S.R., plus populaire que le sien dans les campagnes. C'était légitimer la "répartition noire" qui avait eu lieu durant le printemps et l'été: les paysans pouvaient être rassurés, ce pouvoir-ci ne leur chercherait pas noise, ils ne seraient pas punis pour la gigantesque jacquerie qui avait secoué la Russie — Lénine les laissait « organiser eux-mêmes leur propre vie ». Pendant quelques semaines, les bolcheviks jouirent d'un prestige inouï dans les campagnes... alors que la révolution y avait *déjà* eu lieu.

Le troisième décret attribuait "**tout le pouvoir aux soviets**": c'était la reprise en termes très généraux de l'un des points essentiels du programme des bolcheviks. Ce fut un trait de génie, car il rassura les autres socialistes: avec le décret sur la terre ce fut ce décret, largement, qui donna aux bolcheviks les quelques semaines de répit nécessaires pour organiser leur pouvoir. Le quatrième décret établissait un nouveau gouvernement provisoire, le Conseil (Soviet) des Commissaires du Peuple (**Sovnarkom**), chargé de diriger le pays jusqu'à la réunion de l'Assemblée constituante. Lénine en prit la tête, sans abandonner, bien entendu, la présidence du Comité central du parti bolchevik; Trotski était aux Affaires étrangères. Il n'y avait qu'un seul ministère nouveau, celui des Nationalités, qui fut confié à Staline. Tous les commissaires étaient des bolcheviks: les S.R., sollicités, refusèrent d'entrer au gouvernement si les mencheviks n'y entraient pas aussi.

Au soir du 26 octobre la situation restait extraordinairement volatile: c'étaient quand même les plus extrémistes des extrémistes qui venaient de prendre le pouvoir en l'absence de tout soutien populaire et à la suite d'une conjonction extraordinaire de hasards et de volontés. Tout le monde s'attendait à l'arrivée prochaine de Kerenski à la tête de renforts; un autre détachement de cosaques arriva d'ailleurs dans les faubourgs le 30, mais fut défait. Personne ne savait ce qui se passait dans les autres grandes villes: à Moscou, le putsch faillit échouer et ne réussit qu'à la toute fin du mois après plusieurs jours d'incertitude et des combats nettement plus sanglants qu'à Petrograd. Dans le reste de la Russie, dans certaines villes les bolcheviks s'emparèrent du pouvoir, seuls ou en collaboration avec d'autres socialistes, en général sous couvert de "soviets" (ainsi à Bakou et à Tachkent); ailleurs, les autorités locales proclamèrent leur neutralité; encore ailleurs, surtout à partir du début 1918, elles expulsèrent les bolcheviks. Dans les campagnes, les bolcheviks ne tenaient pratiquement aucune position, non plus que dans les régions périphériques.

En fait, sur le moment **le putsch ne fut pas perçu comme une rupture majeure**: on en retint essentiellement que les soviets avaient fini par conquérir tout le pouvoir, ce qui était dans la logique de la dyarchie bancaire instaurée en février. Les cours à la bourse de Petrograd se maintinrent: la Russie en avait vu d'autres, pensaient les spéculateurs, habitués à danser au

bord du ravin. Seul le rouble s'effondra en quelques jours. En fait, « **pour l'homme de la rue peu importait qui gouvernait**, tant il paraissait inimaginable que la situation empir[ât] encore » (Pipes): **le putsch fut perçu comme une étape supplémentaire de la plongée dans l'anarchie et non comme le premier signe de la restauration d'un pouvoir fort**. Quant aux bolcheviks, ils étaient les premiers conscients du caractère invraisemblable de leur aventure, et de leur peu de chances de parvenir à se maintenir au pouvoir. Il existait, dans l'hagiographie soviétique, une scène célèbre (d'authenticité fort incertaine, mais peu importe) qui montrait Lénine dansant dans la neige le jour de janvier 1918 où la révolution des bolcheviks eut duré un jour de plus que la Commune de Paris... Toutes les révolutions socialistes (ou réinterprétées comme telles) du passé avaient échoué en quelques jours ou en quelques semaines; les bolcheviks, dans les premières semaines, n'osaient pas espérer autre chose que durer assez pour laisser leur marque dans l'Histoire pour l'édification des générations futures, comme l'avaient fait les hommes de juin 1848 ou les communards.

III-La survie de la révolution bolchevique.

Je traiterai dans cette partie, d'une part les étapes finales de la prise de pouvoir par les bolcheviks, d'autre part l'incapacité des oppositions à l'empêcher, enfin la mesure d'urgence qu'a représenté le traité de Brest-Litovsk. Je laisserai pour la quatrième partie tout ce qui concerne la guerre civile. La distinction est largement artificielle: l'instauration de l'État-parti ne fut pas seulement une mesure d'urgence mais aussi l'application d'un élément essentiel de la doctrine bolchevique, prévu de longue date, tout comme l'ensemble de mesures connues sous le nom de "communisme de guerre" que je traiterai avec la guerre civile. Il est en fait très difficile de distinguer ce qui est dû à l'urgence et à la réaction à une situation politique particulière, de ce qui relève de la mise en place systématique d'un projet à long terme mûri depuis des années; ces points font du reste l'objet de débats tout à fait cruciaux pour l'interprétation de ces événements — je les présenterai à propos du "communisme de guerre".

On peut analyser la période que je vais étudier comme la victoire d'**une conception totalement nouvelle de la politique, entièrement assimilée à la violence**; selon Pipes, cette « militarisation de la politique » fait de Lénine « l'un des grands conquérants de l'Histoire, même si le pays qu'il a conquis était le sien propre ». C'est elle, très largement, qui explique la victoire finale des aventuriers d'Octobre, face à des adversaires moins bien organisés: elle leur permit notamment de lever des troupes et de piller les richesses du pays au service de leur

victoire. Mais la nature de cette victoire laissa des traces durables dans la manière dont la Russie bolchevique, puis l'U.R.S.S. furent gérées: le refus du compromis, la tendance à choisir toujours la solution la plus violente en quelque sorte par principe, le pays géré comme une caserne... Mais ces traits ne s'expliquent pas par les circonstances de la guerre civile: c'est elle qu'ils expliquent. La haine du monde tel qu'il existe et de celui qui est différent, le manichéisme, le rêve de la table rase et de l'utopie, la volupté de la destruction datent de bien avant novembre 1917.

A) L'instauration de l'État-parti.

En quelques mois (d'octobre 1917 à juillet 1918), le petit groupe qui s'était emparé du pouvoir mit en place **un type de régime politique tout à fait nouveau dans l'Histoire** (si l'on excepte un essai avorté en France à l'époque du club des Jacobins): une forme nouvelle de **dyarchie** où le parti dirigeant (unique) et l'État s'interpénétraient largement, notamment au niveau des personnels, sans pour autant être officiellement liés l'un à l'autre; où les bolcheviks prenaient les décisions en tant que représentants du Parti, puis les appliquaient en tant que responsables ou représentants de l'État. Ce type d'organisation, en apparence gaspilleuse de personnel, s'est révélé extrêmement efficace: il a été imité un peu partout au XXe siècle, de la Chine maoïste à l'Allemagne nazie et au Zaïre du maréchal Mobutu dans les années 1970-1980. Au départ, il y entra pourtant une large part d'improvisation, dans un contexte très difficile. Si les bolcheviks choisirent la dyarchie, c'était qu'ils n'avaient pas pris le pouvoir en leur propre nom, mais en celui des soviets; et qu'il n'était pas possible de se passer de la bureaucratie d'État russe, laquelle n'était pas bolchevique; ils savaient fort peu de choses de l'administration d'un grand pays.

Durant toute la période que couvre ce chapitre (et bien après), le **parti bolchevik**¹ resta un organisme privé: la première constitution soviétique à y faire allusion, indirectement,

¹ Le parti bolchevik fut rebaptisé "parti communiste (bolchevik) de Russie" en mars 1918, puis en 1923 "parti communiste (bolchevik) d'Union Soviétique" (P.C.(b.)U.S.). C'était pour le distinguer des partis socialistes modérés qui avaient choisi l'Union sacrée en 1914; jusque-là le mot "communiste", assez rarement employé, était en gros un synonyme de "socialiste collectiviste" (dans les années 1890, le sociologue français Émile Durckheim l'avait utilisé au sens de "socialisme utopique et collectiviste", par opposition aux socialistes réformistes et modérés de son temps). Mais par ailleurs, "Parti communiste" avait été, en 1846-1849 le nom d'une espèce de brouillon de la première Internationale, plus une centrale syndicale qu'autre chose, auquel Marx avait consacré un opuscule très connu dont les bolcheviks reprirent la formule finale: « prolétaires de tous les pays, unissez-vous ». — superbe exemple de manipulation du langage! On continua longtemps à parler couramment des "bolcheviks"; j'écris souvent en abrégé "le Parti", avec une majuscule, suivant l'usage des communistes français "de la grande époque".

fut celle de 1936. Dans son programme de 1919, le Parti se définissait comme l'"organisateur" et le "guide" du prolétariat, chargé de lui "expliquer" la lutte des classes; il n'y avait en revanche aucune allusion à son rôle gouvernant, qui avait pourtant le statut d'une évidence dans les discours de Lénine. C'était donc **un organisme qui ne rendait de comptes à personne**, qui ne reconnaissait aucune autorité supérieure à la sienne propre: il agissait *au nom* du peuple mais absolument pas sur mandat populaire! Or il commandait à l'ensemble de la société...

Ce groupe dirigeant grossit vite: il passa de dix-huit ou vingt-quatre mille membres en février 1917, à cent à deux cent mille déjà en octobre, et sept cent mille à la fin de la guerre civile en 1921; c'étaient essentiellement des militants d'origine paysanne, très brutaux (une brutalité exacerbée par la guerre, puis les luttes révolutionnaires) et indifférents aux subtilités de la théorie, qu'ils ne connaissaient guère; portés à l'action, aux solutions extrêmes, peu sensibles aux problèmes de tactique, ils n'avaient pas grand-chose à voir avec les intellectuels aguerris qui formaient l'essentiel du parti bolchevik avant 1917. La possession d'une carte du Parti présentait des avantages politiques évidents, mais aussi économiques (en matière de rationnement par exemple) et autres (ainsi seuls les membres du Parti avaient le droit de porter des armes). Cependant les postes dirigeants restaient aux mains de la "vieille garde", c'est-à-dire des bolcheviks d'avant 1917. À cette époque le Parti était tenu d'une main ferme par Lénine, lequel cependant répugnait toujours aux purges: il lui suffisait d'ailleurs de menacer de démissionner pour ramener l'ordre dans les rangs; mais lorsqu'il était mis en minorité, ce qui était rare (surtout après la fin 1918), il l'acceptait, quitte à se livrer à toutes sortes de manœuvres tortueuses pour récupérer la majorité. Ce fut en 1919 qu'apparurent un **Politburo** (pour définir la ligne politique) et un bureau d'organisation (l'Orgburo), en plus du secrétariat chargé de gérer le personnel du Parti.

L'Isполkom fut renvoyé dans les premiers jours du nouveau régime, et remplacé par un autre, élargi, où les bolcheviks avaient 58% des sièges. La minorité, cependant, était fort bruyante, y compris les S.R. de gauche; tous étaient furieux que les bolcheviks eussent monopolisé les portefeuilles ministériels. À l'issue de fortes tensions, et notamment sous la menace d'une grève générale des chemins de fer (dont les syndicats étaient mencheviks), à la mi-novembre Lénine dut nommer **commissaires du peuple** quelques **S.R. de gauche**, représentants du seul parti qui avait accepté le putsch; mais ils quittèrent le gouvernement dès mars 1918, après Brest-Litovsk. Après cette date, à nouveau le Sovnarkom fut exclusivement composé de bolcheviks; Lénine, président du Comité central du parti, était aussi président du Sovnarkom. Les décisions étaient prises par le bureau politique du parti bolchevik, le Sovnarkom ne faisait que les appliquer.

Quant à l'Isполkom, qui aurait dû être en principe une sorte d'organe législatif, il n'avait qu'un rôle de pure forme: **le gouvernement agissait systématiquement par décrets**, sans l'avertir. Lénine refusait tout partage du pouvoir, qu'il assimilait à du "formalisme bourgeois"; pour lui, sa propre signature suffisait pour tout acte gouvernemental. En décembre, Trotski expliqua aux S.R. de gauche que le gouvernement et les masses étaient liées par « un lien vital et organique » et concluait: « il se peut que nos décrets ne soient pas très réguliers, (...) mais la vitalité créative a ses droits qui ont priorité sur la perfection formelle ». Langage étonnamment mussolinien! En juin-juillet 1918, les non-bolcheviks furent éliminés de l'Isполkom.

Le dernier obstacle institutionnel important était constitué par l'**Assemblée constituante**: les bolcheviks avaient promis à maintes reprises de la réunir, accusant les autres partis de manœuvres dilatoires: aussi il fallut bien organiser les élections. Elles eurent lieu dans la seconde quinzaine de novembre, au suffrage universel masculin et féminin; il fallait être âgé de vingt ans. La participation semble avoir été assez élevée (elle fut de 70% dans la capitale); il y eut dans l'ensemble peu de pressions sur les électeurs, les bolcheviks n'avaient tout simplement pas les moyens d'en exercer. Comme prévu les Russes donnèrent la **victoire aux socialistes-révolutionnaires** (qui rassemblèrent 40% des suffrages): ils étaient très populaires dans les campagnes. Les bolcheviks réunissaient 25% des voix, plus 1% pour leurs alliés S.R. de gauche, un résultat qui n'était pas du tout mauvais en soi mais insuffisant pour s'assurer la totalité du pouvoir dans les formes légales; ils étaient très bien implantés en Russie centrale, la zone qui leur resta fidèle l'année suivante au plus fort de la guerre civile, ainsi que dans l'armée et dans la marine. Les mencheviks et les cadets, puissants en ville pourtant, étaient écrasés (avec 3% et 5% respectivement des voix; cependant les cadets talonnaient les bolcheviks à Moscou et à Petrograd). Les partis nationalistes des différents peuples allogènes (parmi lesquels beaucoup de S.R. et de mencheviks locaux) réunissaient 13% des voix à l'échelon national; de nombreux élus étaient sans étiquette partisane.

Face à ces résultats, les bolcheviks commencèrent par ajourner la réunion de l'Assemblée; début décembre, ils interdirent le parti cadet et arrêtaient ses représentants, ce qui ne souleva aucune protestation des autres socialistes, inquiets de bruits selon lesquels la contre-révolution était en train de s'organiser militairement, et toujours persuadés que les bolcheviks allaient finir par se rendre compte qu'ils ne pouvaient pas gouverner seuls et allaient partager le pouvoir avec eux. À la mi-décembre, Lénine proclama les élections "caduques" du fait de l'ampleur des bouleversements qui s'étaient produits depuis, et ajouta: « toute tentative, directe ou indirecte, de considérer la question d'un point de vue formel, (...) signifie la trahison de la cause du prolétariat et la transition vers le point de vue de la bourgeoisie ». Cela ne l'empêcha pas de convoquer l'Assemblée pour le **5/18 janvier**, à la

condition qu'elle acceptât l'autorité "soviétique" et que les députés fussent "révocables"... par lui-même.

Le ton monta. Le jour de la réunion de l'assemblée, la *Pravda* titrait: « aujourd'hui les hyènes capitalistes et leurs laquais veulent déposséder les soviets du pouvoir ». Un impressionnant déploiement de forces devait servir à décourager une manifestation organisée par un comité de défense de l'Assemblée. Il y eut tout de même cinquante mille manifestants, qui furent dispersés dans le sang. C'était la première fois que l'armée tirait sur la foule depuis février 1917; ces troupes étaient d'ailleurs largement constituées par les fameux fusiliers lettons, issus du prolétariat de Riga, non russes pour la plupart. Ce fut seulement après cette démonstration de force et de brutalité que Lénine ouvrit la séance; il fit soumettre aux députés une motion inacceptable, qui leur demandait notamment d'ajourner la séance. Devant leur refus, à dix heures les bolcheviks quittèrent la séance; à quatre heures du matin, sous la pression de gardes rouges ivres qui avaient envahi la salle, la séance dut être levée, et au matin le Sovnarkom déclara l'Assemblée dissoute.

Il n'y eut aucune réaction: le pays était épuisé; l'opposition socialiste n'était pas prête à prendre les armes (elle avait joué le jeu de la légalité depuis mars 1917) et il était bien tard; elle n'eut même pas l'énergie de lancer un appel au peuple, elle capitula purement et simplement, laissant aux "blancs" le monopole de la lutte contre les bolcheviks. En fait, il n'y eut aucune résistance politique active Petrograd (à part un attentat manqué contre Lénine début janvier, avant la réunion de la Constituante, dû à des éléments isolés issus des rangs S.R.). Les bolcheviks convoquèrent une contre-assemblée, le "troisième Congrès des soviets de Russie", qui reconnut et "légitima" l'autorité du Sovnarkom (il y eut deux autres de ces congrès-croupions dans le premier semestre de 1918). En mars 1918, le gouvernement promulgua une **constitution de la R.S.F.S.R.** (la République socialiste fédérative des Soviets de Russie: c'était le nouveau nom du pays); élaborée en grande partie par d'anciens S.R., elle s'inspirait assez largement, paraît-il, de proclamations du Comité central de la Commune de Paris; elle était particulièrement confuse dans les détails. Lénine ne s'en occupa guère: les choses sérieuses se passaient ailleurs.

B) L'impuissance des oppositions.

Nous avons vu que sur le moment il n'y eut aucune réaction au putsch ni à la dissolution de la Constituante. Dans le courant de l'hiver les bolcheviks durent cependant affronter des résistances, mais elles se limitèrent aux villes: la démagogie des bolcheviks leur permit de s'assurer la neutralité des paysans et d'une bonne partie des ouvriers.

Dans les premières semaines de leur pouvoir, tandis qu'ils s'emparaient méthodiquement de toutes les institutions à Petrograd et posaient les bases de la "militarisation de la politique", **les bolcheviks laissèrent les Russes** se dévouer, « **se partager le butin** » selon l'expression de Lénine dans l'un de ses premiers discours de chef d'État, fin octobre 1917. Ce recours tactique à la "spontanéité révolutionnaire des masses" permit aux bolcheviks de s'assurer que lesdites masses s'occuperaient peu de politique durant ces semaines cruciales; par ailleurs, tous les adversaires des bolcheviks qui tentaient de maintenir un peu d'ordre devenaient *ipso facto* impopulaires. L'ensemble des terres passa aux mains des communes. Mais les campagnes ne furent pas les seuls théâtres de ces dévouements. Les usines passèrent entre les mains de "comités d'usines" formés en général de syndicalistes, qui en prirent en main la gestion; ce qui revint souvent à un cambriolage collectif, à l'issue duquel les ouvriers rentrèrent chez eux (de toute façon, la production était arrêtée). Les militaires aussi se mirent à piller tranquillement arsenaux et garde-robes.

L'État continuait à s'effondrer: les peuples allogènes proclamaient leur indépendance les uns après les autres, se référant à une "Déclaration des Droits des Nations de Russie", signée de Lénine et de Staline et publiée en décembre 1917, qui incluait le droit à la sécession; de toute façon, pour tout le monde il n'y avait plus de pouvoir légitime en Russie, donc les liens historiques avec l'ancien Empire russe étaient caducs. Dans les provinces russes aussi le chaos était total: les soviets locaux s'étaient arrogés une autonomie absolue et ne se reconnaissaient pas les uns les autres, même lorsque leurs juridictions se recoupaient ou s'imbriquaient. L'autorité réelle ne dépassait pas le niveau du canton, ce "petit pays" dans le cadre duquel se déroulait la vie des paysans. Là aussi, les bolcheviks laissèrent faire dans un premier temps: ainsi les structures de l'État ne faisaient plus obstacle au Parti.

Au printemps 1918, cette anarchie avait déjà débouché sur **une situation dramatique**. Les paysans avaient achevé de bon cœur la "répartition noire", mais les terres cultivables n'étaient pas très abondantes en Russie centrale et les ruraux étaient nombreux: ils reçurent en fait d'assez petits lopins. On a calculé que chaque paysan gagna en moyenne environ un-demi hectare dans l'affaire; et une bonne partie de ces terres correspondait à ce qu'ils louaient déjà au seigneur avant la révolution. En réalité, leur gain essentiel fut la suppression des fermages. Mais dans le même temps l'inflation leur fit perdre leur épargne, sans parler de leurs terres privées: or, depuis la réforme de Stolypine, elles s'étaient multipliées et représentaient sans doute un tiers des terres cultivables, en comptant les terres des cosaques qui avaient toujours été privées. Et puis le matériel agricole "disparut", les communes répartirent les parcelles en dépit du bon sens, il y eut d'innombrables violences; ceux qui revinrent trop tard du front n'eurent rien, non plus d'ailleurs que les paysans sans

terre (ceux-là étaient exclus de la commune, laquelle en général fit preuve de peu de sollicitude à leur égard). Dans la province de Riazan,

« (...) les paysans avaient pillé les magasins de vins et spiritueux de l'État, et ils étaient en état d'ivresse perpétuelle. Ils se battaient au milieu de scènes d'orgie barbare auxquelles participaient des vieillards et de jeunes filles. Pour qu'ils ne pleurassent pas, on abreuvait les enfants de vodka. De peur de perdre leurs économies à cause de l'inflation ou par confiscation, les paysans jouaient avec frénésie, au vingt et un le plus souvent, avec des enjeux très élevés; il n'était pas rare qu'un simple moujik perdît mille roubles en une soirée. "Les vieillards (...) achètent des images du jugement dernier. Au plus profond de leur cœur, les paysans croient que la fin du monde est proche (...) et avant que l'enfer ne se déchaîne, tout ce qui existe sur terre et qui a été si récemment construit au prix de tant d'effort est jeté bas. Ils fracassent tout au point que le bruit en résonne dans toute la région" » (le résumé est de Pipes; le passage entre guillemets anglais est un extrait d'un journal local, daté de mars 1918).

L'anarchie n'empêchait pas les bolcheviks de pousser leur pions. Ils placèrent les comités d'usines sous l'autorité, pour l'instant toute théorique, d'un Conseil suprême de l'Économie nationale rattaché au gouvernement (le V.N.S.Kh. — j'en reparlerai). En décembre eurent lieu les premières nationalisations d'entreprises (elles touchèrent notamment toutes les banques de Petrograd): chacune était placée sous l'autorité d'un "directeur rouge", membre du Parti. Dès la fin octobre, toute la presse non bolchevique fut interdite. Dans un premier temps elle reparut sous d'autres noms; harcelés, les derniers organes indépendants disparurent en août 1918.

Très vite, **le soutien dont les bolcheviks avaient bénéficié** en ville à l'automne 1917 **s'évanouit**: il ne leur restait plus que la violence pour se maintenir au pouvoir. La population urbaine, spécialement les ouvriers (presque tous au chômage: seuls 10 à 15% des ouvriers de Petrograd avaient un emploi en mai 1918!), souffrait de l'aggravation de la situation alimentaire: l'anarchie avait provoqué un **retour général à l'autarcie**, donc un effondrement des revenus monétaires (et même des revenus tout court) à la campagne, et une **situation dramatique dans les villes**, où l'essentiel de la nourriture vendue avant la révolution venait des grands domaines ou des exploitations des paysans moyens (de plus, la Russie bolchevique avait perdu le contrôle de l'Ukraine et de la Sibérie, les régions agricoles les plus riches). Le gouvernement ayant interdit tout commerce privé des grains et payant aux paysans des prix ridicules, ceux-ci stockaient ou vendaient au marché noir. Des milliers de citoyens se réfugièrent à la campagne, où erraient des bandes de déserteurs aussi agressifs que faméliques.

Dès le début les bolcheviks eurent à affronter la **résistance des "cols blancs"**, fonctionnaires et employés de banques, des télégraphes, etc., qui firent grève tout novembre et

décembre 1917: il fallut militariser l'ensemble des administrations, et le commissaire du peuple aux Finances, sans un sou, dut se faire ouvrir les caisses de la banque centrale par la force, comme un malfaiteur! Ce fut pour briser la résistance des cols blancs qu'en décembre 1917 Lénine créa la Tchéka, sur laquelle je reviendrai également. La grève s'arrêta en janvier, lorsqu'après le renvoi de la Constituante il fut clair que le régime allait durer. Dégoûtés des soviets et des bolcheviks, **les ouvriers tentèrent de se doter de représentants indépendants du pouvoir** (à Petrograd entre janvier et mars 1918, à Moscou en juin), mais la répression fut brutale. En mai, juin et juillet 1918, trois **grèves générales** secouèrent l'ancienne capitale: la deuxième se solda par l'occupation militaire des usines; les plus turbulentes furent fermées. Aux élections soviétiques qui eurent lieu en mai-juin, les résultats furent catastrophiques: partout les bolcheviks furent battus par les mencheviks ou les S.R. Ils annulèrent les scrutins les uns après les autres, et en **juin 1918** ils finirent par exclure tous les autres partis des soviets: cette date marque l'**avènement du régime de parti unique**. Ce fut aussi à cette époque qu'ils organisèrent des "détachements de ravitaillement", autrement dit des bandes d'ouvriers chargés de piller les villages, sur lesquels je reviendrai aussi: c'était entre autres choses un intéressant dérivatif à la colère ouvrière. À nouveau les bolcheviks jouaient l'anarchie, excitaient la haine.

Il y eut encore un grand mouvement de grève en mars 1919: les bolcheviks durent prendre d'assaut les usines Poutilov, il y eut deux cent exécutions. En province, les insurrections ouvrières continuèrent jusqu'à la fin de la guerre civile: la plus grave eut lieu à Astrakhan en mars 1919 — les bolcheviks exécutèrent entre deux et quatre mille ouvriers, plus entre six cent et mille "bourgeois" pris dans la tourmente.

Ce ne fut qu'à la fin du printemps que **les S.R. de gauche** se réveillèrent et renouèrent avec leurs traditions terroristes: après avoir assassiné l'ambassadeur d'Allemagne, ils **tentèrent un coup d'État, en juillet 1918**; mais faute d'organisation ils échouèrent en quelques heures. Ils furent expulsés du Congrès des soviets, mais pas éliminés; cependant, ils étaient étroitement surveillés et ils ne jouèrent plus aucun rôle. Un certain nombre d'entre eux rejoignirent les rangs du parti bolchevik — dans les années 1930 on se servit de cette affaire pour les liquider.

Depuis le repli du gouvernement sur Moscou, en mars (voyez plus bas), Lénine vivait reclus au Kremlin, dans la terreur d'un attentat, gardé par les fusiliers lettons. Il sortait rarement en ville, sans jamais prévenir; il ne revint que deux fois à Petrograd jusqu'à sa mort; il se rendait parfois en Rolls-Royce dans une *datcha* de Gorki, un village près de Moscou. Cela n'empêcha pas un nouvel attentat qui eut lieu en août 1918, à la sortie d'une usine où il

venait de faire un discours. L'auteur de l'attentat était **Fanny Kaplan** (Fanny Roitblat), une ancienne anarchiste devenue S.R. dès avant 1917; elle voulait venger la dissolution de la Constituante et Brest-Litovsk, et avait agi parce que « tant qu[e Lénine] rester[ait] en vie, il repousser[ait] l'avènement du socialisme de plusieurs dizaines d'années ». Elle s'appuyait sur une "Organisation du Combat socialiste-révolutionnaire", un groupe dont les membres, dans la tradition de la *Narodnaïa Volia*, avaient fait le sacrifice de leur vie en échange de celle du tyran. Il avait vu le jour au printemps; son centre se trouvait à Samara où les S.R. étaient au pouvoir; il préparait plusieurs autres attentats, entre autres contre Trotski. Fanny Kaplan fut liquidée sans procès en septembre et les bolcheviks firent disparaître ses restes. Lénine, touché de deux balles (passées au curare!), sortit de l'hôpital fin septembre et reprit ses activités à plein temps fin octobre.

Ce rétablissement spectaculaire fut à l'origine des premières tentatives de **culte** "oriental" autour **de Lénine**: différentes brochures parues à l'époque, dont une signée de Trotski et Kamenev, en faisaient un être immortel, surnaturel. Il s'agissait pour l'instant d'initiatives isolées: Lénine leur était hostile, qui détestait autant le culte des individus que le luxe (célèbre était son unique cravate élimée). Comme tous les dictateurs du XXe siècle, il affectait la simplicité d'un homme ordinaire, d'un leader "populaire" issu des masses. Ce ne fut qu'en 1923, lorsque la maladie le força à se retirer de la vie politique, que les bolcheviks lâchèrent les vannes à l'hagiographie, avec des références de plus en plus insistantes au Christ. Lénine était l'« apôtre du communisme mondial »; « chef par la grâce de Dieu », pour Zinoviev; l'« invincible messenger de la paix, couronné des épines de la calomnie », pour un "poète" de l'époque; le slogan qui se répandit après sa mort: « Lénine est vivant! », était une allusion directe à la résurrection du Christ; il y eut enfin une production massive d'icônes léninistes. C'était que Lénine était l'incarnation de la Révolution, laquelle devait son succès à sa volonté toute-puissante; sans lui, pas de bolchevisme, car les bolcheviks n'avaient pas eu d'autre guide que sa volonté et son intuition — mais la Révolution ne pouvait s'arrêter à la mort d'un homme: il fallait donc affirmer la continuité en immortalisant le fondateur. Voilà pourquoi le culte de Lénine naquit, contre sa volonté, à un moment où on le croyait mourant, et prit toute son ampleur lorsqu'il disparut.

L'attentat de Fanny Kaplan, s'il avait réussi, aurait certainement eu dans l'Histoire de la Russie des conséquences aussi importantes que l'assassinat d'Alexandre II. Mais il était mal préparé; les comploteurs avaient trop compté sur le hasard — surtout, il resta isolé. Il n'y avait aucun lien entre l'Organisation du Combat S.R. et les employés grévistes ou les ouvriers dépossédés de leurs organes représentatifs; la logique du complot l'avait emporté sur celle du combat à long terme et de la recherche d'un soutien populaire. Jusqu'au bout, la gauche russe

resta enfermée dans les principes inefficaces hérités du XIXe siècle, principes que Lénine seul avait su dépasser. Du coup, jamais les bolcheviks n'eurent à affronter une opposition unie, structurée; cela explique largement leur survie.

C) Brest-Litovsk.

Depuis leur prise de pouvoir, les bolcheviks avaient multiplié les proclamations pacifistes du genre de celle du 26 octobre, destinées autant à satisfaire l'opinion publique russe qu'à mettre dans l'embarras les gouvernements "bourgeois" d'Europe centrale et occidentale. Cela n'empêchait pas les Empires centraux de continuer la guerre. Mais l'Allemagne souhaitait être débarrassée au plus vite de la Russie pour pouvoir attaquer sur le front occidental avant l'arrivée en Europe des chars américains. Les négociations commencèrent en **novembre 1917** à **Brest-Litovsk**¹; immédiatement les deux délégations convinrent d'un **cessez-le-feu**, qui fut **rompu en février** par les Allemands exaspérés: début mars 1918, leurs armées étaient à Rostov et aux portes de Petrograd qu'elles commencèrent à bombarder, ce qui fait **qu'en mars 1918 le gouvernement bolchevik dut se replier à Moscou**. Durant les négociations, très animées (notamment à partir du moment où Trotski dirigea la délégation russe), la propagande pacifiste des bolcheviks auprès des soldats allemands et austro-hongrois ne cessa pas un instant, ce qui de l'autre côté provoqua des soupçons de duplicité. Les Allemands n'étaient pas en reste: ils négociaient parallèlement avec les indépendantistes ukrainiens.

En mars 1918, les négociateurs parvinrent enfin à un accord: **la Russie signa un traité de paix séparé** avec les puissances centrales. Il fut ratifié dix jours après par le Congrès des soviets et entra immédiatement en vigueur. Les **conditions** étaient **léonines**². La Russie perdait la Finlande, les provinces baltes, la Pologne (au sens large, Lituanie et Biélorussie comprises), la Transcaucasie (et son pétrole) qui passaient à l'Allemagne: celle-ci triplait sa superficie. La région de Kars passait à l'Empire ottoman, allié des Empires

¹ Brest était une ville située dans la partie de la Russie occupée par l'Allemagne, et où se trouvait le quartier général du haut commandement allemand pour le front de l'est; elle se trouve aujourd'hui à la frontière de la Biélorussie et de la Pologne. Litovsk signifie "en Lituanie", ces régions ayant longtemps été lituaniennes: c'est un usage français destiné à éviter les confusions avec le chef-lieu du Finistère. L'homonymie n'est pas fortuite: d'après le linguiste André Martinet les deux mots semblent connoter, dans deux dialectes indo-européens différents, l'idée de limite, de frontière, de bout du monde — la Brest biélorusse n'est pas au bord de l'océan mais à la limite de l'un des marécages les étendus et les plus impénétrables d'Europe, et l'un des obstacles majeurs aux communications dans la plaine d'Europe du nord, le bassin du fleuve Pripet.

² Bien plus que celles du traité de Versailles l'année suivante! Ce qui amène à relativiser les plaintes des Allemands concernant le *Diktat* dans les années 1920: s'ils avaient gagné, ils auraient sans doute fait pire. Bien entendu, cela n'excuse rien des maladroites commises par les vainqueurs.

centraux¹. La Russie devait reconnaître l'indépendance de l'Ukraine, promise au destin de protectorat allemand; au total, elle perdait un tiers de sa superficie en Europe et 26% de sa population (les frontières occidentales prévues à Brest-Litovsk correspondent en gros à celles de 1991). De plus, aux termes du traité, la Russie n'avait plus d'armée; les biens ayant appartenu à des Allemands devaient être dénationalisés et rendus à leurs propriétaires, ce qui faisait des Allemands les seuls maîtres du secteur privé en Russie, et les ressortissants allemands disposaient de privilèges d'exterritorialité sans précédent (modèles sur les privilèges dont jouissaient les Occidentaux en Chine) qui leur permettraient de dominer complètement l'économie russe. La Russie soviétique, qui avait refusé de reconnaître les dettes du régime tsariste, revenait sur cette décision concernant les engagements envers l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie; elle devait enfin payer six milliards de marks d'indemnités de guerre.

En fait, **c'était la Russie toute entière qui passait sous protectorat allemand**, qui menaçait d'être transformée en « une sorte d'Afrique eurasiennne » (selon Pipes). Brest-Litovsk confirma l'opinion de tous ceux, à l'étranger, pour qui la victoire des bolcheviks en Russie était avant tout une victoire de l'Allemagne, laquelle n'avait pas peu contribué à l'effondrement du régime Kerenski en finançant les bolcheviks et d'autres extrémistes. Et ce même si certains en Allemagne commençaient à s'inquiéter de « la démence au pouvoir », selon l'expression de l'amiral von Keyserlingk, et à s'agacer de voir trop de Juifs au pouvoir à Moscou².

On comprend que les bolcheviks aient été très divisés sur le traité; Lénine eut même du mal à trouver des émissaires pour aller le signer. Accepter les conditions allemandes apparaissait d'abord comme **une trahison des intérêts du pays** et de ses alliés; en principe cela chaloit peu aux bolcheviks (pour eux, qu'importaient les chiffons de papier, qu'importait même la Russie? Il fallait d'abord sauver à tout prix la Révolution), mais tous n'avaient pas complètement perdu la tête et certains s'inquiétaient de leur place dans l'Histoire... et des réactions de la population. Surtout, pour beaucoup de bolcheviks Brest-Litovsk apparaissait comme **un pas vers la défaite de la Révolution**: le moignon de Russie révolutionnaire survivant au traité serait-il assez fort pour résister à la pression de ses ennemis? La vassalisation de la Russie révolutionnaire au militarisme allemand n'allait-elle pas désespérer les prolétariats occidentaux? Ne valait-il pas mieux continuer une guerre de partisans tout en

¹ Elle se trouve toujours en Turquie. C'est la seule région perdue à Brest-Litovsk que Staline n'est pas parvenu à récupérer en 1945, sous la forme d'une annexion ou d'un protectorat.

² Durant toute l'entre-deux-guerres, une bonne partie de la droite occidentale se demanda s'il ne fallait pas interpréter 1917 comme "une révolution juive". Henri Béraud y consacra tout un chapitre, assez malodorant, de son livre *Ce que j'ai vu à Moscou*, paru en 1925, que j'évoquerai plus longuement au chapitre 3. Ces interrogations ont eu une postérité inattendue: dans les années 1960, l'historien allemand Ernst Nolte a cherché à faire de la forte présence de Juifs parmi les cadres du mouvement communiste international, la matrice de l'antisémitisme nazi; une thèse douteuse qui a soulevé une belle tempête en Allemagne (voyez le cours sur ce pays, au chapitre 3).

essayant d'embraser le continent? Ainsi s'exprimait entre autres Nikolai Ivanovitch Boukharine (1888-1938), alors l'un des bolcheviks les plus extrémistes. Trotski, qui pourtant menait la négociation, était réticent aussi à accepter toutes les exigences allemandes et surtout à signer un traité en bonne et due forme: il eût préféré laisser l'armée allemande se perdre dans l'immensité russe, qu'elle n'avait pas les moyens de contrôler, et en profiter pour essayer de soulever les prolétariats occidentaux (Trotski appelait cette tactique: « ni paix ni guerre »). L'un et l'autre allèrent jusqu'à démissionner de leurs fonctions ministérielles.

En outre les plus intelligents des bolcheviks, Trotski notamment, ont sans doute compris très vite que Brest-Litovsk représentait un début de "matérialisation" de la Révolution, d'identification de celle-ci à un pays, même croupion, et non à une classe sociale. Avec le traité de paix, un État du nom de "République socialiste de Russie" avait reçu un embryon de reconnaissance internationale, puisque l'Allemagne avait traité avec elle. On sait avec quel acharnement Trotski s'opposa par la suite au "socialisme dans un seul pays"... sans jamais toutefois accuser Lénine d'en avoir posé le premier jalon.

Il fallut toute l'influence de Lénine pour imposer la signature du traité: en minorité jusqu'au bout, seul souvent contre tous, il dut menacer plusieurs fois de démissionner. Il trancha avec son pragmatisme et son réalisme habituels: pour lui cette guerre n'était pas celle des bolcheviks, il n'y avait donc aucune raison de la prolonger (on reprendrait la guerre révolutionnaire au moment opportun); la poursuite n'en était pas possible car la Russie n'avait plus d'armée; la guérilla prônée par Boukharine avait toutes chances d'échouer faute d'organisation et de préparation; signer une paix, si désastreuse fût-elle, était encore la meilleure manière d'éviter que les troupes allemandes n'envahissent toute la Russie "utile" (on était au début du printemps, elles avaient six mois devant elles) et ne plaçassent à Moscou un gouvernement contre-révolutionnaire à leur botte, qui eût pu prendre le dessus. Et puis la Révolution était censée éclater sous peu en Allemagne... Cela dit, donner aux *Junkers* des chances de gagner la guerre n'était pas forcément la meilleure manière d'aider le prolétariat allemand! Lénine croyait-il encore autant que ses camarades à l'éclatement imminent de la Révolution mondiale? On peut en douter... Finalement, **ce fut non pas une révolution, mais la défaite de l'Allemagne qui évita un démembrement de la Russie** d'Europe (encore que la Pologne ressuscitée se tailla, en 1920, des frontières qui dépassaient très largement à l'est les limites du peuplement proprement polonais). **Dès le 13 novembre 1918, la Russie dénonça le traité de Brest-Litovsk.** Lénine y gagna parmi ses compagnons une réputation usurpée de prescience infaillible.

Les bolcheviks, qui voulaient mettre fin à la diplomatie traditionnelle, y réussirent indéniablement. A Brest-Litovsk ils inventèrent **une diplomatie nouvelle**, qui, elle aussi, fit de nombreux émules au XXe siècle: une diplomatie qui ne reconnaissait aucune sorte de droit international, aucune morale transcendante à l'action politique, mais seulement des rapports de force; qui ne concevait la paix que comme « un moment de répit pour la guerre », « la possibilité de reprendre des forces » (Lénine); où les protestations de respect des traités et l'indignation de commande face aux "ingérences" étrangères, un formalisme maniaque dès qu'il s'agissait de défendre les clauses favorables, s'accompagnait systématiquement de la mauvaise foi la plus absolue, de tentatives incessantes de subversion de l'adversaire...¹ Les principes de cette diplomatie étaient qu'aucun gouvernement non bolchevik n'a le droit d'exister, qu'un État révolutionnaire ne doit de loyauté qu'à la Révolution, que le seul type de rapport envisageable avec le capitalisme est la confrontation, pacifique ou non selon la stratégie du moment; mais qu'en même temps, puisque durant un temps de transition des rapports avec les puissances capitalistes sont inévitables, il faut utiliser toutes les ressources de la diplomatie la plus traditionnelle pour le bien de la Révolution (ce fut ainsi que les bolcheviks récupérèrent les ambassades russes et se mirent sans complexes à la redingote et aux petits fours...), quitte à les abandonner dès que nécessaire (par exemple en refusant d'assumer les dettes de la Russie tsariste, en janvier 1918).

Ce type de rapport à l'étranger dura jusqu'à la *perestroïka*: jamais l'U.R.S.S. ne se perçut comme une puissance "normale", comme un membre ordinaire du concert des nations; son but affiché fut toujours la destruction de l'adversaire par tous les moyens, la guerre de classe (c'est-à-dire concrètement, depuis les années 1920, la guerre tout court). De plus, elle percevait l'adversaire comme animé d'une mentalité semblable à la sienne, et vécut jusqu'au bout dans une paranoïa qui finit par aboutir, par exemple, à fausser systématiquement les cartes topographiques, alors même que les satellites-espions américains étaient capables de faire des relevés précis du territoire soviétique, et ne s'en privaient pas... Je développerai tous ces points dans le chapitre 6, où j'étudierai le rapport de la Russie soviétique, puis de l'U.R.S.S. au monde à partir de la fin de la guerre civile.

IV) La guerre civile et le "communisme de guerre".

« Grande et terrible fut l'année 1918, mille neuf cent dix-huitième depuis la naissance du Christ, deuxième depuis le début de la révolution. L'été, il y eut abondance de soleil et l'hiver abondance de neige, et deux astres brillaient

¹ On prêtait plaisamment à Gromyko, le ministre des Affaires étrangères de Brejnev dans les années 1970, une formule qui résume parfaitement ce que j'essaie de dire: « ce qui est à nous est à nous, ce qui est à vous est négociable ».

particulièrement haut dans le ciel: l'étoile du berger, Vénus, la vespérale, et Mars, rouge et tremblant » (Mikhaïl Boulgakov, *incipit* de *La garde blanche*¹).

A) Les blancs.

Dès les lendemains du putsch, des pouvoirs hostiles aux bolcheviks avaient émergé à l'échelle locale, souvent à partir des soviets. Parmi les régions où le rejet du nouveau pouvoir fut général, il faut noter (outre les régions allogènes, que je traiterai au chapitre 5), le **bassin méridional du Don** (situé aujourd'hui en partie en Ukraine, mais russophone), terre cosaque où les paysans avaient une tradition d'indépendance inconnue de la Russie centrale: il n'y avait jamais eu de servage². Dans les semaines suivantes des officiers, souvent eux-mêmes cosaques, tentèrent d'organiser la révolte. Ce fut ainsi qu'apparut une "armée des volontaires" commandée à partir d'avril 1918 par le général Anton Ivanovitch **Denikine** (1872-1947), tandis que les cosaques, renouant avec d'anciennes traditions, élisaient en avril 1918 un Ataman (ou Hetman, sorte de chef suprême), le général **Krasnov**. En juillet, un dénommé Savinkov, un ancien terroriste S.R., un moment stipendié par la France et les nationalistes tchèques pour qu'il constituât une armée antiallemande et antiautrichienne mais non bolchevique, souleva une partie du nord de la Russie (Iaroslav, Mourom, Rybinsk) — ce fut un échec sanglant; en août, Savinkov rallia Koltchak, dont je parlerai un peu plus bas.

En **Sibérie**, le même type de phénomène se reproduisit. Dans l'un des épisodes les plus échevelés de la révolution russe, trente mille prisonniers de guerre austro-hongrois de nation tchèque ou slovaque, qui étaient censés prendre le transsibérien, puis faire le tour de l'Asie afin d'aller combattre sur le front occidental pour l'indépendance de leur patrie (ou pour la Révolution, en tout cas contre les Habsbourg), se révoltèrent en mai 1918. La "**légion tchécoslovaque**" s'empara de plusieurs villes le long de la voie, et même en août de Kazan, en Europe, sur la Volga. Les S.R. de Sibérie profitèrent de l'aubaine pour réunir des députés de la Constituante en une assemblée, le Komouch; ils levèrent une autre armée (ce qui ne fit qu'exaspérer les paysans, lesquels voyaient réapparaître la conscription forcée) et formèrent un gouvernement provisoire. Un autre gouvernement, plus conservateur, se constitua à Omsk

¹. Publié en 1929, ce roman raconte la période qui va de décembre 1918 à février 1919, à Kiev, vue du point de vue des blancs.

² Un cosaque est un paysan-soldat chargé de défendre une frontière (*oukraïnia* en russe, *krajina* en serbo-croate) en échange d'un lot de terres et de sa liberté. Le mot vient du nom d'une des hordes turques frontalières de la Russie depuis le Moyen Âge; c'est la même racine que le mot qui désigne aujourd'hui l'un des peuples d'Asie centrale, les Kazakhs. Au XIXe siècle les cosaques du Don, de l'Oural ou du Terek (au nord au Caucase) n'avaient plus de frontières à garder, mais ils fournissaient une part notable des cadres de l'armée. Les cosaques ne représentaient donc pas à proprement parler un groupe ethnique, même si certains étaient d'origine non russe (mais tous étaient russifiés); en revanche ils avaient une très forte cohésion, de très fortes traditions collectives, qui se retournaient parfois contre l'État qu'ils étaient censés servir.

en Sibérie (en fait, les deux organes avaient des membres communs). Ces deux organes furent très vite débordés par les officiers tsaristes qui s'organisaient en Extrême-Orient autour de l'amiral Alexandre Vassilievitch **Koltchak** (1873-1920), et dont le but était d'en revenir franchement à l'Ancien Régime: en novembre 1918, il s'en débarrassa. De nombreux autres groupes armés s'organisèrent à l'échelon local; presque tous se comportaient aussi brutalement que les bolcheviks. Il faudrait aussi évoquer les révoltes paysannes contre les réquisitions, que je traiterai en détail plus bas.

À l'été 1918, les bolcheviks ne contrôlaient plus que la Moscovie historique. De plus, les **interventions étrangères** se multipliaient. Au départ, mis à part en Allemagne, la prise de pouvoir par les bolcheviks avait suscité assez peu d'intérêt: la Russie était un pays lointain, perdu pour l'Entente depuis le printemps 1917. Les bolcheviks étaient regardés comme de simples créatures de l'Allemagne: on crut qu'ils allaient s'effondrer avec celle-ci; quant à la propagande de Lénine en direction des travailleurs d'Europe occidentale, on n'en mesura vraiment le potentiel subversif qu'en 1919, une fois la paix signée — ainsi, contrairement aux mythes entretenus à ce sujet par le P.C.F., les mutineries de 1917 sur le front franco-allemand n'ont guère été inspirées par l'exemple bolchevik, mais essentiellement par des problèmes locaux (une discipline trop sévère, l'impression que l'on envoyait les soldats à la boucherie pour rien, etc. — voyez le cours sur la France, au chapitre 9). Les interventions des Occidentaux en Russie à partir d'avril 1918 n'avaient pas pour but de renverser le bolchevisme, mais plutôt d'éviter la disparition du front oriental. Elles furent contemporaines de la dernière grande offensive allemande à l'ouest, l'offensive Ludendorff.

Elles commencèrent du reste à l'instigation des bolcheviks, qui réclamèrent une intervention des Alliés pour "tenir" face à l'Allemagne en attendant que l'Armée rouge fût opérationnelle (on était au moment où les négociations de Brest-Litovsk étaient au point mort et où les troupes allemandes, ayant dénoncé le cessez-le-feu, recommençaient à avancer). Les premiers à débarquer furent les Français et les Britanniques, à Mourmansk en mars 1918, puis à Arkhangelsk; mais il s'agissait de contingents symboliques. À la même époque, des officiers français collaboraient discrètement avec Trotski pour mettre sur pied la nouvelle Armée rouge... et en avril les bolcheviks eurent même le front d'adresser une demande d'assistance économique aux États-Unis et au Royaume-Uni, en tant que "leurs alliés", à un moment où l'encre du traité de Brest-Litovsk était déjà en train de sécher. Puis les Japonais s'installèrent à Vladivostok, toujours en avril; eux étaient fermement déterminés à profiter de l'anarchie pour mettre la main sur l'Extrême-Orient russe.

Les choses se gâtèrent assez vite lorsqu'il fut évident que Lénine, malgré ses promesses en tous sens, jouait de plus en plus exclusivement la carte allemande, notamment lorsqu'en juin les Allemands donnèrent aux Russes des assurances concernant Petrograd, ce qui permit à Trotski de transporter les fusiliers lettons jusqu'à l'Oural et de stopper l'avancée

des Tchécoslovaques. **La neutralité bienveillante de l'Allemagne** durant ces semaines cruciales de l'été 1918 **sauva les bolcheviks** d'une défaite qui semblait inéluctable. Début septembre, les Tchécoslovaques perdirent Kazan et Simbirsk; coupés des Occidentaux, ils durent se résoudre à évacuer la Russie par l'Extrême-Orient.

Tandis que les Allemands envahissaient la Crimée et la Géorgie (toutes deux hors du contrôle de Moscou et des régions prévues pour demeurer russes aux termes du traité), menaçant d'acquiescer à l'est une "profondeur stratégique" inquiétante pour l'Entente, **les Franco-Britannico-Américains s'emparèrent d'Arkhangelsk** en août, puis de Mourmansk, officiellement pour organiser le rapatriement des Tchécoslovaques (des troupes britanniques venues de Mésopotamie s'emparèrent aussi de Bakou, d'où elles expulsèrent les bolcheviks locaux — l'intervention allemande en Géorgie visait en fait le pétrole de Bakou). Mais il était trop tard pour établir le contact avec les Tchécoslovaques, à cause des Lettons. Les Occidentaux espéraient-ils réellement renverser les bolcheviks avec une vingtaine de milliers d'hommes, dont moitié de Russes recrutés sur place? Il semble plus probable qu'ils craignaient simplement que les Allemands ne s'emparassent des ports de l'Arctique, et voulaient maintenir à tout prix un front à l'est; de toute façon, personne n'envisageait sérieusement la survie à long terme du régime bolchevik.

Les débarquements occidentaux eurent pour résultat essentiel de pousser encore davantage les bolcheviks dans les bras de l'Allemagne: à la fin du mois d'août celle-ci et la Russie, représentée à Berlin par l'ambassadeur Adolf Abramovitch Ioffé (1883-1927), signèrent un accord commercial, avec des clauses militaires secrètes: le **Traité additionnel** (à celui de Brest-Litovsk). Ainsi les Allemands, sous un commandement russe fictif, se voyaient confier la tâche d'expulser les Occidentaux de Mourmansk et d'intervenir contre Denikine. Autrement dit, les bolcheviks donnaient mandat aux Allemands pour intervenir contre d'autres Russes... En septembre, l'Allemagne commença à approvisionner la Russie bolchevique en combustible et en armes, contre de l'or pillé dans le trésor de l'État russe. Cette collaboration avec les bolcheviks s'interrompit avec l'arrivée de Max de Bade à la chancellerie du *Reich*, puis la capitulation — à cette date l'ambassade russe en Allemagne, qui dès le printemps avait établi des liens avec l'extrême-gauche locale, s'occupait déjà essentiellement de subversion (Ioffé avait été expulsé d'Allemagne le 5 novembre).

Du coup, dans l'été, les Occidentaux, faisant feu de tout bois contre l'Allemagne, se mirent à soutenir les armées blanches: ainsi des troupes françaises se portèrent au secours de Denikine. Lorsque l'Allemagne capitula et que les bolcheviks dénoncèrent le traité de Brest-Litovsk, les interventions européennes changèrent de sens: les Français et les Britanniques n'évacuèrent pas leurs troupes, une croisade antibolchevique semblait se dessiner. Seuls les Américains se retirèrent des différents corps expéditionnaires, non parce qu'ils désapprouvaient les modalités de l'intervention des Européens de l'ouest, mais par réticence à

demeurer engagés dans le borbier européen dès lors que les Empires centraux, l'ennemi contre lequel ils étaient entrés en guerre, avaient capitulé.

B) Un projet de société.

Pour désigner la politique des bolcheviks durant la période de guerre civile, l'expression "**communisme de guerre**" est apparue au printemps 1921, c'est-à-dire au moment même où cette politique fut abandonnée pour la N.E.P. Il s'agit d'un superbe exemple de manipulation du langage, destiné évidemment à repousser sur les circonstances la responsabilité des drames de cette période: ce que sous-entend l'expression "communisme de guerre", c'est que les mesures prises par les bolcheviks entre 1918 et 1920 représentèrent **une politique provisoire improvisée dans l'urgence**, et justifiable par les multiples menaces qui pesaient sur la Révolution.

Pipes démontre longuement que ce n'est pas le cas, que la politique des bolcheviks à cette époque alla bien plus loin qu'une simple réaction aux circonstances: ce fut « **une tentative ambitieuse** et, cela se révéla par la suite, prématurée, **pour instaurer le communisme à part entière** ». Bien sûr des facteurs conjoncturels jouèrent aussi: les bolcheviks avaient admiré la mobilisation presque totale de l'économie allemande au service de la guerre, ce qu'on appelait en Allemagne le *Kriegssozialismus*, et ils s'en inspirèrent largement. Mais Pipes souligne par exemple que les attaques contre la propriété privée furent systématiques, alors que cela ne pouvait aider en rien à la victoire des bolcheviks: bien au contraire cela ne pouvait que les rendre encore plus impopulaires, si possible. Ce fut en mai 1918 que l'héritage fut déclaré illégal, en août de la même année que tous les biens immeubles urbains furent expropriés. La liquidation du commerce privé ne pouvait, elle non plus, que désorganiser un peu plus l'économie et accroître l'impopularité du régime. Du reste, ces deux mesures (et beaucoup d'autres du même style) ne furent pas réellement appliquées: les bolcheviks n'en avaient pas les moyens, et durent fermer les yeux sur des pratiques qu'ils avaient déclarées illicites. Il s'agissait bien de tentatives (avortées pour l'instant) d'appliquer un programme idéologique, de réaliser l'utopie, et absolument pas de rechercher une popularité, ni une rationalité économique dans le but de remporter la victoire¹. Une politique du type de la N.E.P. aurait été beaucoup plus "rentable"!

¹ L'expression "rationalité économique" peut paraître saugrenue concernant les bolcheviks. Cependant l'épisode de la N.E.P. a prouvé que Lénine était parfaitement capable de la saisir: entre 1921 et 1925 les bolcheviks respectèrent la rationalité économique... parce que cela les arrangeait provisoirement. Cela ne les empêchait pas d'avoir, à long terme, des projets d'essence politique et sociale qui excluaient complètement cette rationalité — ce malgré l'économisme affiché jusqu'à la fin par le régime soviétique.

Cette politique, dont il ne fait aucun doute qu'elle est due à Lénine, seul maître de la Russie entre 1917 et 1921, fut reprise dix ans après par Staline, dans un contexte plus favorable et avec plus de succès; Staline ne fit que reprendre les principes et les idées de Lénine, que prolonger ce que Lénine n'avait eu le temps que d'esquisser. Encore une fois, le stalinisme n'est pas une déviation du bolchevisme: il est l'accomplissement du projet de Lénine par l'un de ses plus fidèles disciples.

La propagande sur le "communisme de guerre" ne trompa que ceux qui voulaient bien être trompés; en Russie dès cette époque certains avaient parfaitement perçu le caractère fondamentalement utopique du communisme de guerre, et du projet léniniste. Ce fut en 1920 que l'écrivain Evguéni Zamiatine (1887-1937) commença de rédiger *Nous autres*, un étonnant roman d'anticipation¹ dont Aldous Huxley et surtout George Orwell se sont étroitement inspirés, et dont voici l'incipit:

« Je ne fais que transmettre, mot pour mot, ce que publie ce matin le *Journal national*:

La construction de l'Intégral sera achevée dans 120 jours. Une grande date historique est proche: celle où le premier Intégral prendra son vol dans les espaces infinis. Il y a mille ans que nos héroïques ancêtres ont réduit toute la sphère terrestre au pouvoir de l'État unique, un exploit plus glorieux encore nous attend: l'intégration des immensités de l'univers par l'Intégral, formidable appareil électrique en verre et crachant le feu. Il nous appartient de soumettre au joug bienfaisant de la raison tous les êtres inconnus, habitants d'autres planètes, qui se trouvent peut-être encore à l'état sauvage de liberté. S'ils ne comprennent pas que nous leur apportons le bonheur mathématique et exact, notre devoir est de les forcer à être heureux. Mais, avant toutes autres armes, nous emploierons celle du verbe.

Au nom du Bienfaiteur, ce qui suit est annoncé aux numéros de l'État unique:

Tous ceux qui s'en sentent capables sont tenus de composer des traités, des poèmes, des proclamations, des manifestes, des odes, etc., pour célébrer les beautés et la grandeur de l'État unique. Ce sera la première charge que transportera l'Intégral. Vive l'État unique. Vive les numéros. Vive le Bienfaiteur!

J'écris ceci les joues en feu. Oui, il s'agit d'intégrer la grandiose équation de l'univers; il s'agit de dénouer la courbe sauvage, de la redresser suivant une tangente, suivant l'asymptote, suivant une droite. Et ce, parce que la ligne de l'État unique, c'est la droite. La droite est grande, précise, sage, c'est la plus sage des lignes.

Moi, D-503, le constructeur de *l'Intégral*, je ne suis qu'un des mathématiciens de l'État unique. Ma plume, habituée aux chiffres, ne peut fixer la musique des assonances et des rythmes. Je m'efforcerai d'écrire ce que je vois, ce que je pense, ou, plus exactement, ce que nous autres nous pensons (précisément: NOUS AUTRES sera le titre de mes notes²). Ces notes seront un produit de notre vie, de

N.B. Voyez, pour comparaison, les passages du cours sur l'Allemagne (aux chapitres 3 et 4) consacrés à l'irrationalité de la "solution finale".

¹ Inspiré de Wells, le maître du genre à l'époque. *Nous autres* a commencé de circuler sous le manteau en Russie en 1922,

² « La grammaire de l'humanisme implique la distinction de trois personnes: le *je* qui exerce son autonomie; le *tu*, à la fois distinct de lui et placé sur le même plan que lui chaque *tu* devient à son tour *je*, et inversement); (...) enfin les *ils*, la communauté dont on fait partie, voire l'humanité toute entière conçue en-dehors des rapports personnels, où tous les individus sont pourvus de la même dignité. La grammaire du totalitarisme, elle, ne connaît que deux personnes: le *nous* qui a absorbé les différences entre *je* individuels; et le

la vie mathématiquement parfaite de l'État unique. S'il en est ainsi, ne seront-elles pas un poème par elles-mêmes, et ce malgré moi? Je n'en doute pas, j'en suis sûr ».

Lénine exposa pour la première fois son programme économique dans les *Izvestia* fin octobre 1917: il s'agissait d'organiser obligatoirement en "consortiums" (imités des trusts de guerre allemands) toute la production de matières premières, les industries de consommation, les transports et les banques; le tout serait subordonné à un plan d'ensemble national; il y aurait également "municipalisation" du commerce de détail et du négoce immobilier, et "regroupement" des paysans. Dans un premier temps, il ne fut pas question d'abolir la propriété privée et il y eut même des négociations avec des industriels pour la formation de trusts (il y étaient tout à fait consentants); après Brest-Litovsk, le vent tourna et Lénine, sous la pression des bolcheviks les plus extrémistes (notamment un certain Nicolas Osinski), se prononça en faveur de ce qu'il appelait "**le capitalisme d'État**", une forme d'organisation de l'économie qui laissait fort peu de place à la propriété privée¹. La référence à l'Allemagne était explicite, ainsi dans ce texte d'avril 1918:

« Nous avons en Allemagne un exemple de capitalisme d'État (...). Nous savons que l'Allemagne a fait la preuve de sa supériorité par rapport à nous. (...) J'ai dit que le capitalisme d'État serait notre salut: si nous avons un tel régime en Russie, la transition qui mène à un socialisme vrai serait facile, à notre portée, parce que le capitalisme d'État est quelque chose de centralisé, de calculé, de dirigé, de socialisé, et c'est exactement ce qui nous manque ». (Lénine).

Mais Lénine alla bien plus loin. L'**abolition de l'argent**, l'un des rêves les plus vains des socialistes du XIXe siècle (Marx entre autres)², était inscrite dans le programme du parti bolchevik de mai 1919. Dans l'immédiat elle n'eut pas lieu, mais à vrai dire c'était tout comme. La **nationalisation des banques** (effective au printemps 1918 dans tout le pays), l'émission massive de billets sans aucune garantie et la désorganisation générale de l'économie firent que le rouble perdit toute valeur (de 1918 à 1923 les prix furent multipliés par six

eux, les ennemis à combattre, voire à abattre. Dans l'avenir lointain, lorsque sera réalisée l'utopie totalitaire, *eux* ne seront pus que des esclaves soumis (ainsi dans le nazisme), ou finiront par être éliminés (dans le communisme — c'est une grammaire à une seule personne » (Tzvetan Todorov, *Mémoire du mal, tentation du bien*). N.B. le titre russe du roman est simplement: *MY (NOUS)*).

¹ Pour Lénine, le capitalisme monopoliste d'État était la plus haute réalisation du capitalisme, « la préparation matérielle la plus complète du socialisme, l'antichambre du socialisme, l'étape de l'Histoire qu'aucune étape intermédiaire ne sépare du socialisme ».

² Les socialistes du XIXe siècle avaient une forte tendance à confondre les signes monétaires, qui servent à mesurer les échanges et sont indispensables à toute économie d'échanges (et qui peuvent être de toute sorte: en Afrique précoloniale, on utilisait du sel, en Nouvelle-Guinée des coquillages ou des cochons, etc.) avec le capital, identifié comme l'instrument privilégié de l'oppression des prolétaires par leurs exploiters. Un seul régime communiste a officiellement aboli l'argent: celui des Khmers rouges, au Cambodge entre 1975 et 1979 (voyez le cours sur la Chine, au chapitre 2); mais toutes les communautés utopiques du XIXe siècle eurent pour trait commun de prétendre fonctionner sans argent, ce qui les condamnait à l'autarcie et à l'autoconsommation (en réalité, la plupart finirent par élaborer un système de signes pour mesurer les échanges, signes qu'elles se refusaient à désigner du nom de monnaie, mais qui en réalité constituaient une monnaie).

millions trois cent cinquante mille): l'**hyperinflation** élimina la monnaie russe plus sûrement qu'une mesure autoritaire, et l'on en revint à utiliser le pain et le sel pour mesurer les échanges. Ce fut alors que les bolcheviks, privés de ressources et incapables de tenir la comptabilité des entreprises nationalisées, se rendirent compte qu'une unité de compte est nécessaire à toute économie, capitaliste ou non... Vers 1920 cela n'empêchait pas certains d'entre eux (dont Osinski) de préparer l'abolition générale et simultanée de l'argent et des impôts. Les loyers furent effectivement abolis en janvier 1921.

Un autre projet de Lénine était de doter la Russie bolchevique d'un organisme central de **planification de l'économie**; les bolcheviks, tout comme Marx, haïssaient le marché, le libre échange des produits, qu'ils tenaient pour la racine de l'oppression capitaliste. La politique des bolcheviks en cette matière ne fut pas le fruit des circonstances, mais bien celui de l'idéologie: ils allèrent bien plus loin que ne l'exigeait la situation de guerre civile où le pays se trouvait plongé.

L'organisme central de planification rêvé par les bolcheviks apparut dès décembre 1917 sous le nom de **Conseil suprême de l'Économie nationale** (V.N.S.Kh.). Un certain Youri **Larine** en était la figure majeure; il demeura le principal conseiller économique de Lénine jusqu'en 1920. C'était l'une des figures les plus délirantes de cette époque pourtant prodigue en la matière: ancien révolutionnaire professionnel (menchevik), autodidacte complet en matière d'économie comme de politique, invalide à demi-paralysé et perclus de douleurs, extrémiste toujours prêt à adopter les solutions les plus radicales qu'on lui proposait (et cela se savait: les délégations les plus improbables défilaient à son bureau). Très vite, Larine plaça sous son autorité l'ensemble des entreprises nationalisées. Dans un premier temps il s'agit essentiellement de nationalisations "sauvages", décidées souvent à l'initiative de centres de pouvoirs locaux, et motivées par la fuite des patrons ou leur mauvaise volonté: ce fut ainsi que les usines Poutilov furent nationalisées en décembre 1917. Les **nationalisations systématiques** commencèrent en juin 1918, sous l'impulsion de Larine (et en grande partie pour que les usines russes ne fussent pas vendues à des Allemands, qui aux termes de Brest-Litovsk avaient le droit de conserver leurs propriétés — les chefs d'entreprises russes auraient pu s'en servir comme prête-noms). Les premières touchées furent les grandes entreprises; les petites suivirent à partir de 1920 (mais la N.E.P. arrêta le processus avant qu'il ne fût totalement consommé).

Larine organisa les entreprises nationalisées en trusts supervisés par des bureaux de branche et des bureaux régionaux; la propagande parlait d'une "rationalisation" de l'économie, mais cette première tentative de planification centrale se solda au contraire par une désorganisation totale de la production: les bureaucrates aux ordres de Larine, de plus en plus

nombreux (le V.N.S.Kh. avait trois cent dix-huit employés en mars 1918, six mille en septembre 1918 et trente mille en 1920, date à laquelle il prit le nom de Gosplan — il absorbait alors 75% du budget de l'État), donnaient des ordres incohérents et contradictoires, compliquaient tout, embrouillaient tout. La seule chose à laquelle servit le V.N.S.Kh., ce fut à imposer aux ouvriers le retour des "spécialistes bourgeois" (ingénieurs et cadres) expulsés par les comités d'usine lors du grand défolement de l'hiver 1917-1918. Les résultats de la politique de Larine se laissent résumer en trois chiffres: la **production industrielle** passa de l'indice 77 en 1917 (l'indice 100 correspond à la situation de 1913) à l'indice 18 (ou 13, selon Werth) en 1920; pour le fer et la fonte on en était à l'indice 2,5. La productivité des ouvriers russes passa de l'indice 85 à l'indice 26; le nombre d'ouvriers employés dans l'industrie, de l'indice 88 à l'indice 49 — c'est-à-dire qu'il y avait deux fois moins d'ouvriers qu'en 1913! En fait, Larine était en train de faire disparaître le prolétariat, de faire retourner la Russie au Moyen Âge. Pourtant Boukharine, alors l'un des porte-parole des extrémistes, était très fier de cette évolution, car pour lui c'était l'héritage du capitalisme qui disparaissait: « une si vaste débâcle ne s'était jamais produite auparavant », nota-t-il avec satisfaction dans un ouvrage publié en 1920. La production agricole, malgré la brutalité des bolcheviks, diminua moins: de moitié environ semble-t-il; mais la part commercialisable avait baissé de 92%, c'est-à-dire que les paysans ne produisaient plus que le strict nécessaire pour l'autoconsommation.

Le **commerce privé** fut aboli lui aussi; un commissariat à l'Approvisionnement, créé en mai 1918, fut chargé de l'ensemble de la distribution des biens, bien au-delà de ce qu'exigeait une économie de guerre. Les Russes durent adhérer à des "communautés de consommateurs" à l'intérieur desquelles les aliments étaient répartis grâce à des cartes de **rationnement**, ce qui donna lieu à toutes les injustices (les rations variaient selon des "critères de classe": on affama volontairement les "ci-devant" et les bourgeois) et à tous les trafics possibles (à Petrograd, on édita un tiers de cartes de plus que la ville n'avait d'habitants). Un petit commerce privé continua cependant de subsister, seulement toléré; mais ce fut grâce à lui que la famine fut évitée; grâce aussi au fait que les bolcheviks reprirent peu à peu le contrôle de zones où les contre-révolutionnaires avaient un peu moins saccagé l'économie: le pillage progressif et systématique de ces zones permit d'approvisionner la Russie centrale.

Les bolcheviks entreprirent également de libérer le prolétariat par le moyen du **travail obligatoire**. Il ne s'agissait pas non plus d'un expédient imposé par la situation du moment, d'une mesure destinée à mener la guerre civile, mais bien d'une prédiction de Marx: en 1847, le *Manifeste communiste* réclamait déjà « l'établissement d'une discipline militaire dans toutes

les activités, en particulier l'agriculture »¹. C'était aussi l'une des idées fixes de **Trotsky**, comme le montrent ces trois citations (les deux dernières sont de 1920) dont la dernière contient une référence explicite au servage présenté comme un idéal à imiter:

« On peut dire que l'homme est une créature assez paresseuse. En règle générale, l'homme s'efforce d'éviter le travail (...). La seule façon d'obtenir la main-d'œuvre nécessaire à l'accomplissement des tâches économiques est d'introduire un service du travail obligatoire (*sic*) ».

« Nous sommes en train de réaliser pour la première fois dans l'Histoire du monde une tentative d'organisation du travail dans l'intérêt de la majorité laborieuse. Mais bien sûr, cela ne signifie pas qu'il faille supprimer l'élément de contrainte. celui-ci ne disparaîtra pas des annales. Non, la contrainte joue et jouera encore un grand rôle pendant une longue période de l'Histoire ».

« À l'ère du servage, ce n'était pas comme si un gendarme était posté à côté de chaque serf. Il y avait certaines formes d'économie auxquelles les paysans s'étaient habitués et qu'à l'époque ils considéraient comme justes, et ils ne se révoltaient que de temps à autre (...) Le travail obligatoire a la réputation d'être improductif. Cela signifie que l'économie socialiste toute entière est bonne pour le rebut, parce qu'il n'y a pas d'autre moyen de parvenir au socialisme sinon par une répartition autoritaire de la main-d'œuvre dans son ensemble imposée par la direction centrale de l'économie, la répartition de cette main-d'œuvre devant se plier aux besoins d'un plan économique à l'échelle nationale ».

Dès le 25 octobre 1917, devant le deuxième congrès des soviets, Trotsky évoquait « l'instauration du travail obligatoire universel ». Il persistait en 1926, bien après la fin du "communisme de guerre", assurant que « le travail obligatoire des serfs n'eut pas pour origine une intention perverse de la classe féodale: ce fut un phénomène de progrès ». **Si le travail forcé menait au socialisme, il serait à nouveau un progrès.** À ces principes esclavagistes s'ajoutait **le mépris profond des bolcheviks pour le prolétariat russe.** Ainsi Lénine affirmait en 1922: « avons-nous les conditions économiques et sociales qui incitent les vrais prolétaires à aller travailler dans les usines et les manufactures? (...) Ceux qui vont à l'usine ne sont pas du tout des prolétaires, mais des éléments instables de toutes sortes ». Ce qu'un autre bolchevik, Chliapnikov, eut le courage de relever (on ne risquait pas encore sa peau

¹ Dès le XIXe siècle, ces idées avaient provoqué des polémiques entre socialistes. On en trouve par exemple un écho dans un petit opuscule tout à fait passionnant d'Oscar Wilde, *L'âme de l'homme sous le socialisme* (publié en 1895 hors commerce, en 1912 seulement dans une édition accessible au grand public), où apparaît déjà l'expression de « socialisme de caserne », si souvent employée au XXe siècle pour dénoncer la réalité du communisme dans sa version soviétique. En voici quelques lignes: « en changeant la propriété privée en richesse publique et en substituant à la concurrence la coopération, le socialisme, le communisme — quelle que soit l'appellation qu'on retienne — rendra à la société sa condition normale, celle d'un organisme fondamentalement sain, et assurera le bien-être de chacun des membres de la collectivité. En fait, il donnera à la vie la base qu'il lui faut et l'environnement qu'il lui faut. Mais pour que la vie se développe pleinement et atteigne sa perfection la plus haute, il faut quelque chose de plus. Ce qu'il faut, c'est l'individualisme. *Si le socialisme est autoritaire; si les gouvernements sont armés du pouvoir économique comme ils le sont actuellement du pouvoir politique; si, en un mot, nous devons avoir des tyrannies industrielles, alors ce stade suprême de l'humanité sera pire que son stade initial* ». Il faut dire que Wilde avait une définition très anglo-saxonne du socialisme: « le socialisme (...) n'aura de valeur qu'en ce qu'il conduira à l'individualisme » (c'est-à-dire au libre épanouissement des individus — pas question d'une mystique de l'égalité à toute force!).

pour s'être opposé au leader): « permettez-moi de vous féliciter d'être à l'avant-garde d'une classe qui n'existe pas »...

En janvier 1918 **le travail obligatoire fut instauré pour tous**; le principe en fut inscrit dans la constitution de mars 1918. Les premiers touchés furent les bourgeois, "ennemis du peuple". Ce fut à cause de l'avance allemande, en février 1918, que Lénine prit un décret créant des **bataillons de travaux forcés** où seraient enrôlées « toutes les personnes valides appartenant à la classe bourgeoise » pour creuser des tranchées. D'autres "ennemis de classe" furent obligés à des travaux manuels humiliants et épuisants, comme de faire le ménage chez les révolutionnaires, de nettoyer les latrines des casernes, etc. C'était le rétablissement de l'esclavage; avec le temps, le système allait reposer de plus en plus sur ce principe (nous verrons que ce furent les esclaves du Goulag qui menèrent à bien la plupart des grands travaux d'infrastructures des années staliniennes). Par ailleurs l'Armée rouge en cours de constitution mobilisa des travailleurs, qui se trouvèrent militarisés pour une durée laissée à l'appréciation des nouveaux maîtres de la Russie: les cheminots (l'ensemble des chemins de fer furent militarisés), des médecins, des mineurs, des métallos, des électriciens, etc. C'était le retour à des relations sociales qui avaient disparu des principautés moscovites depuis le XVe siècle: comme au Moyen Âge l'ensemble de la population était taillable et corvéable à merci... si ce n'est qu'alors la corvée n'était pas permanente! Il est vrai que les maîtres étaient censés être "le peuple" — nous avons vu que les bolcheviks en avaient une conception bien spéciale.

Vers 1920, au moment de la victoire sur les blancs, Trotski rêvait à une militarisation de l'ensemble de la population; il voulait que l'Armée rouge victorieuse ne fût pas démobilisée mais se transformât en des "**armées du travail** en temps de paix", qui eussent peu à peu encadré l'ensemble de la population, avec, bien entendu, une discipline militaire: des conseils de discipline, la peine de mort pour "désertion" du poste, etc. Ce sympathique programme connut un début d'exécution, notamment dans le cadre de la IIIe armée de l'Oural qui avait combattu Koltchak; en mars 1921, un quart des soldats de l'Armée rouge étaient utilisés dans la construction et le transport. L'expérience se traduisit par une spectaculaire baisse de productivité, les compétences des travailleurs étant utilisées en dépit du bon sens, et des désertions (les soldats, après la victoire, voulaient rentrer chez eux). De plus, l'expérience inquiétait les autres bolcheviks: Trotski se vit accuser de "bonapartisme". Les "armées du travail" disparurent en octobre 1921.

C'est également de cette période (de 1919) que datent les fameux "**samedis communistes**" (les *subbotniki*) qui sont restés en vigueur jusqu'à la fin de l'époque soviétique: il s'agissait de travailler gratuitement, certains samedis, pour l'État (officiellement: "pour le peuple").

Toute forme d'organisation autonome de la classe ouvrière disparut évidemment; c'était contradictoire non seulement avec l'idée que la nouvelle Russie était l'État des prolétaires, mais aussi avec l'existence d'une planification centralisée, d'une économie entièrement dirigée d'en haut. Les **comités d'usine** subsistèrent, mais ils perdirent tout pouvoir au profit de la bureaucratie du parti et des **syndicats**. Ceux-ci peu à peu furent repris en main, notamment à l'occasion d'un congrès qui se tint en janvier 1918; mais les mencheviks n'en furent définitivement expulsés qu'en 1921-1922. Le Parti s'arrogea le droit de nommer les responsables syndicaux, et très vite les syndicats devinrent de simples courroies de transmission des ordres venus d'en haut. Les **grèves** furent interdites dans les entreprises d'État, c'est-à-dire potentiellement, en 1921, toutes les entreprises. Les prolétaires russes avaient perdu la totalité de leurs droits. En revanche, le régime introduisit en juin 1919 un "livret de travail", document analogue au "livret ouvrier" de la France du XIXe siècle: il permettait de limiter la mobilité des ouvriers.

C) Printemps orageux dans la campagne russe.

Au printemps 1918, **les bolcheviks changèrent radicalement d'attitude envers la paysannerie** et les villages. Cette politique nouvelle déboucha sur les plus grandes révoltes rurales de l'Histoire de la Russie; mais elle réussit, grâce à un déchaînement de terreur sans précédent dans l'Histoire tout court.

Les socialistes du XIXe siècle n'étaient guère d'accord sur **la place à accorder aux paysans** dans leurs schémas de classes. Pour Marx, ils étaient les ennemis de classe des ouvriers et même plus: un « rempart de la société d'Ancien Régime ». Pour Kautsky, leurs objectifs (la propriété privée de la terre) étaient forcément contraires au socialisme. Les S.R., au contraire, dans la tradition de Proudhon, en faisaient des "travailleurs", comme les ouvriers de l'industrie, et donc des moteurs potentiels de la Révolution, à égalité avec les ouvriers. **Lénine**, sur ce point, suivait Engels: sa théorie du monde rural se distinguait des autres par les oppositions de classes qu'il introduisait à l'intérieur de la paysannerie: tandis que les travailleurs ruraux sans terres étaient pour lui des prolétaires, les autres étaient des "bourgeois", ennemis du prolétariat; mais il était possible d'envisager que certains de ces groupes appuyassent la cause des prolétaires; il suffisait de bien s'y prendre. Du reste la Russie n'avait pas le choix, c'était encore un pays féodal; tous les mécontentements étaient bienvenus pour la Révolution. C'est pourquoi en novembre 1917 les bolcheviks avaient carrément adopté le programme des S.R., celui qui plaisait le plus aux paysans.

Mais **une fois qu'ils eurent obtenu l'effondrement de l'ancien ordre social, il ne fut plus question de ménager les paysans**; au contraire, Lénine craignait le rôle qu'ils pouvaient éventuellement jouer pour "enliser" ou pour réprimer la Révolution: il connaissait son Histoire de France, notamment les épisodes de la Vendée et de la Commune. Les révolutions d'Europe avaient toujours échoué parce qu'elles n'avaient pas su briser la paysannerie, maîtresse du ravitaillement des villes. À long terme, la seule solution était de collectiviser les terres, et de transformer les paysans en des salariés dont le mode de vie et le rapport à la propriété serait identique à celui des ouvriers; cela, Lénine l'avait programmé dès avant 1917, et il s'y essaya en 1918-1919, annonçant une fois encore la politique menée à bien, dix ans plus tard, par Staline. À court terme, l'urgence était de contrôler le ravitaillement des villes et d'établir des centres de pouvoir révolutionnaire dans les campagnes.

En 1918 **les bolcheviks lancèrent une grande campagne destinée, officiellement, à contraindre les koulaks à livrer de la nourriture aux villes** affamées. Le but essentiel, selon un rapport du parti bolchevik de l'époque, était d'« établir une stratification sociale dans le village, [de] susciter une vie politique active au sein de ces strates qui sont capables d'assimiler et de réaliser les tâches de la Révolution socialiste prolétarienne et même d'entraîner sur ce chemin ardu la paysannerie moyenne laborieuse en la libérant de l'influence économique et sociale des koulaks et des paysans riches qui se sont emparés des soviets ruraux et les ont transformés en foyers d'opposition à la construction du socialisme soviétique ». Autrement dit, d'attiser les rancœurs sociales au sein des villages pour diviser et briser la paysannerie, de « diviser les villages en deux camps hostiles et irréconciliables, (...) [de] fomenter la guerre civile » (selon Iakov Mikhaïlovitch Sverdlov, 1885-1919, l'une des grandes figures du régime). **L'ennemi désigné était** l'usurier, le profiteur de la famine, "l'homme au sac"; mais surtout **le koulak, catégorie sociale dont il n'existait aucune définition** (les paysans indépendants d'avant 1917, qu'on désignait par ce nom, avaient disparu); mais il fallait à Lénine un ennemi de classe en milieu rural. En pratique, on s'attaqua aux paysans les plus dynamiques, aux plus courageux et durs à la tâche, à ceux qui, par leur intelligence ou leur charisme, avaient tendance à dominer les assemblées des communes, et, même en ces circonstances difficiles, à s'en sortir mieux que les autres; et qui même donnaient du travail aux autres, faisaient travailler les autres, crime inexpiable pour les bolcheviks.

La première étape du processus commença en mars 1918, lorsque **le gouvernement établit un monopole d'État sur le commerce des grains**, avec un prix fixé par l'État; le grain non livré pouvait être réquisitionné (à l'exception en principe de celui dont les paysans avaient besoin pour se nourrir et pour semer). Les prix officiels devinrent vite dérisoires à cause de l'inflation; **la Tchéka** poursuivait les paysans qui tentaient de vendre en ville leur grain (ou d'autres produits pourtant théoriquement non soumis au monopole, comme les

pommes de terres, qui avaient remplacé le blé dans de nombreux champs), sans pouvoir cependant les arrêter tous car on en avait besoin pour la survie de la population urbaine. Mais elle **en faisait assez pour entretenir tout à fait sciemment la faim dans les villes**: les bolcheviks savaient que la faim énerve et sape le moral, ôte l'envie de se révolter. Jamais il ne fut question de rétablir le marché libre des grains dans cette période atroce, mais où il fallait avant tout briser les volontés... alors que les bolcheviks le firent dès 1921, dès qu'ils eurent gagné la guerre civile. Ce qui montre bien que la décision était d'ordre politique et pas d'ordre économique! Avec le marché libre, la disette aurait immédiatement cessé dans les villes, comme ce fut le cas en 1921: les paysans ne demandaient qu'à produire et à vendre.

Par ailleurs **les convois de ravitaillement officiels n'arrivaient que très irrégulièrement dans les grandes villes**: quand on était arrivé à remplir les camions, ils étaient souvent attaqués en route, par des déserteurs ou par des paysans. Voilà pourquoi les villes se vidaient de leur population... tandis que le V.N.S.Kh., toujours à ses rêves délirants, envisageait en avril de construire une nouvelle ligne de chemin de fer pour joindre les régions excédentaires!

En mai 1918, comme même les ouvriers et les membres du Parti commençaient à souffrir de la faim, et comme il n'était pas question de rétablir la liberté du commerce des grains, les bolcheviks passèrent à une seconde étape, celle des réquisitions autoritaires. La campagne fut organisée tout à fait militairement, lors de deux réunions du Sovnarkom: il s'agissait d'**organiser** à la fois **des détachements ouvriers "de ravitaillement" pour aller envahir et piller les villages** (en fait, dans l'hiver des détachements de gardes rouges avaient commencé à faire des razzias) **et des "comités des pauvres" (kombedy) dans les villages, pour** aider les détachements ouvriers, remplacer les soviets ruraux jugés peu fiables et **briser les koulaks**. On eut du mal à former de tels détachements, qui comptaient quand même environ quatre-vingt mille membres à leur apogée en 1920; encore plus de mal à leur faire ramener en ville le produit de leurs pillages! Dès le début, l'Armée rouge dut s'engager pleinement dans cette tâche exaltante. En janvier 1919, le système des réquisitions fut rationalisé, avec un plan de réquisitions à l'échelle nationale (*prodrazvertska*).

Les paysans répondirent à la force par la force; ils **se montrèrent dans l'ensemble unis devant l'agression** venue des villes, et les bolcheviks, malgré tous leurs efforts, ne parvinrent pas à les dresser les uns contre les autres: ils n'avaient rien compris à la structure réelle des villages russes, lesquels étaient parmi les communautés rurales les plus soudées qui fussent. Les catégories sociales antagonistes imaginées par Lénine n'étaient que des fantasmes d'intellectuel urbain. De plus, personne jamais n'avait obligé les paysans à céder l'ensemble de leur récolte, même à l'époque du servage.

Cela n'empêcha pas les bolcheviks de créer un peu partout, grâce à des agitateurs venus des villes, des *kombedy*, qui pour l'instant ne fonctionnaient que sur le papier, mais étaient prêts à assumer le pouvoir, le moment venu, à la place des soviets ruraux, en pleine déliquescence ou passés aux mains des révoltés. Ce fut aussi à la fin de la guerre civile, vers 1919, qu'apparurent les premières **fermes collectives** (sovkhozes) directement prises en main par l'État et théoriquement administrées par les "paysans pauvres"; en octobre 1920 elles étaient au nombre de quinze mille, et regroupaient près de huit cent mille paysans. Les plus productives servaient à l'approvisionnement de l'Armée rouge.

Ce fut une véritable guerre, dont l'apogée se situa en 1920-1921, soit un peu après la défaite des blancs, lors du triomphe définitif du régime — pour une bonne description de ces violences, voyez le recueil de nouvelles *Cavalerie rouge*, d'Isaac Babel (1894-1940), publié en 1926; pour le détail des opérations voyez le *Livre noir du communisme*, aux pages 105 *sqq.* Des travaux soviétiques des années 1980 ont estimé le chiffre des victimes à quinze mille dans le camp des bolcheviks en Russie centrale de juillet à septembre 1918 — on n'a pas de chiffres précis concernant les insurgés, même le *Livre noir* ne s'y risque pas.

Lénine, qu'enrageait la résistance des paysans et la faiblesse des quantités récoltées (un centième de la récolte au maximum!), donna des ordres de plus en plus radicaux: « désignez nominativement dans chaque district (désignez, ne prenez pas) des otages choisis parmi les koulaks, les gens riches et les exploiters; vous leur donnerez la responsabilité de la collecte et de la livraison. (...) Ils seront garants sur leur vie du paiement exact et rapide... ». Cette méthode des otages était exactement celle qu'utilisaient les Mongols au Moyen Âge. Un autre discours de l'époque, un "appel aux travailleurs" d'août 1918, **appelait directement à l'équivalent social d'un génocide**; d'après Pipes, ce fut la première fois de toute l'Histoire humaine qu'on entendit, dans la bouche d'un chef d'État, un appel au meurtre d'une catégorie entière de sa propre population. Ce discours, qu'évidemment l'urgence de la situation n'excusait nullement car il était bien plus qu'une réaction et une défense, est au cœur de ma démonstration; il éclaire notamment ce qu'au chapitre 1 j'ai écrit de la personnalité et de la *Weltanschauung* de Lénine, et vaut donc la peine d'être cité assez longuement:

« Le koulak déteste maladivement l'autorité soviétique et est prêt à étouffer, à massacrer des centaines de milliers de travailleurs. (...) Soit les koulaks tailleront en pièces un nombre illimité de travailleurs, soit les travailleurs écraseront sans pitié les soulèvements de la minorité qui vole le peuple et se rebelle contre le pouvoir des travailleurs. En l'occurrence, il n'y a pas de moyen terme. (...) Les koulaks sont les plus abominables, les plus grossiers, les plus féroces exploiters. (...) Ces buveurs de sang ont prospéré pendant la guerre, aux dépens du peuple, ils ont amassé des millions et des centaines de millions. (...) Ces araignées se sont engraisées sur le dos des travailleurs affamés et des paysans appauvris par la guerre. Ces sangsues ont sucé le sang des travailleurs, devenant d'autant plus riches que les ouvriers, dans les villes et dans les usines, mouraient de faim. Ces

vampires ont amassé et continuent d'amasser les terres (...), transformant, à maintes et maintes reprises, les paysans pauvres en esclaves. **Guerre à outrance aux koulaks! À mort!** ».

Fragment d'idéologie: particulièrement intéressant est le vocabulaire, qu'on croirait sorti de la bouche de Hitler: Lénine assimilait les koulaks à des espèces animales parasites ou nuisibles à exterminer (dans d'autres textes on trouve des formules de la même farine: « débarrasser le sol russe de tous les insectes nuisibles, des puces scélérates, des punaises — les riches, etc. »; en février 1920, Lénine traita des grévistes de « moustiques jaunes et nuisibles »). On pense évidemment à la "vermine (*Ungeziefer*) juive" des discours de Hitler. Le cafard n'est ni coupable ni innocent: il est nuisible. L'innocence ou la culpabilité individuelles n'intéressaient pas Lénine; seules les classes sociales comptaient, et certaines devaient être éliminées car leur survie était nuisible au déroulement harmonieux de l'Histoire. Il n'y avait plus d'unité de l'humanité; à vrai dire, il n'y avait plus d'espèce humaine¹. Voici encore une autre formule de Lénine, qui date de 1919: « mes jugements sont lucides et catégoriques. Vaut-il mieux emprisonner quelques douzaines, quelques centaines de provocateurs, *coupables ou non*, délibérés ou non, ou perdre des milliers de gardes rouges et d'ouvriers? ».

N.B. Ce qui précède est à rapprocher du fait que la constitution de 1918 créait **une catégorie de parias** pour raison d'origine sociale impure, les *lichentsy*: y entraient les "oisifs" ecclésiastiques, les anciens "bourgeois", et "nobles", tous ceux "dont les revenus ne provenaient pas directement de leur travail". Ils étaient privés du droit de vote et n'étaient pas éligibles. Durant toute la période de l'U.R.S.S., les "ci-devants" (*byvchie lioudi*) d'origine "non prolétarienne" demeurèrent des citoyens de seconde zone; leurs enfants héritaient de leur tare, tandis que les Soviétiques "d'origine prolétarienne", même si ce n'étaient plus des prolétaires depuis plusieurs générations, se voyaient traités en privilégiés. *Fragment d'idéologie:* on n'était plus ici dans le domaine des classes sociales définies par Marx selon les relations de travail (on peut sortir de sa classe sociale en changeant d'activité), mais dans le domaine des classifications génétiques, d'une espèce d'"ethnisation du social" (l'expression est mienne). On voit bien à nouveau que la mentalité de Lénine était tout à fait comparable à celle de Hitler, la seule différence étant que l'un recourait à la biologie et l'autre à la théorie marxiste pour définir les catégories à exterminer; mais cette nuance n'est rien face à la

¹ Réflexion suggérée par Pierre Teitgen (Kh 1995-1998), retrouvée chez Tzvetan Todorov (*Mémoire du mal, tentation du bien*): « **en réalité, le communisme est aussi "particulariste" que le nazisme, car il affirme, de manière explicite, que l'humanité toute entière n'est pas concernée par [son] idéal:** (...) l'élimination d'une partie de l'humanité est toujours exigée (...) ». Et aussi chez Grossman, dans *Tout passe*: « **tout comme les Allemands disaient: les juifs, ce ne sont pas des êtres humains. C'est ce qu'ont dit Lénine et Staline: les koulaks, ce ne sont pas des êtres humains.** Mais ce n'est pas vrai, c'étaient des hommes. C'étaient des hommes! Voilà ce que j'ai compris peu à peu. Nous sommes tous des êtres humains... ».

communauté d'attitude face au monde, à la frénésie exterminatrice au service d'un projet idéologique.

D) Moiteur des nuits d'été dans l'Oural.

Les bolcheviks ne se contentèrent pas de liquider les paysans. Ils commirent aussi un acte inédit dans l'Histoire: **l'assassinat du tsar et de toute la famille impériale**. Les auteurs matériels furent des tchékistes; le crime eut lieu à Iékaterinburg (Sverdlovsk à l'époque soviétique), sur le versant sibérien de l'Oural, où les Romanov étaient en résidence surveillée: ils y avaient échoué fin avril à l'issue d'un périple compliqué. Ce fut une nuit de juillet 1918, dans les caves de la maison Ipatiev, une ancienne demeure bourgeoise où ils avaient passé les dernières semaines¹. Les corps furent brûlés, puis passés à l'acide. Les bolcheviks mirent dix ans à reconnaître le meurtre de la tsarine et des quatre enfants (au départ, ils y rechignèrent parce que la tsarine était allemande, et à l'été 1918 ils avaient désespérément besoin de l'aide allemande). Le bruit courut que l'une des princesses, Anastasia, avait échappé au massacre; un certain nombre d'hypothétiques Anastasias se sont manifestées dans divers pays occidentaux, jusqu'à extinction naturelle à la fin des années 1980. Le grand-duc Michel avait été assassiné en juin, dans une forêt près de Perm, d'une balle dans le dos, par la Tchéka également. D'autres membres de la famille impériale, dont le grand-duc Constantin, furent jetés dans un puits de mine où ils moururent de faim.

N.B. On n'est pas sûr du détail des événements précédant la nuit du meurtre (pour celle-ci, on a plusieurs témoins oculaires, notamment celui du chef du peloton d'exécution): on dispose uniquement d'un récit communiste publié dans les années 1920, des travaux du juriste nommé par les blancs après la prise de la ville, ainsi que des journaux intimes de l'Empereur et de l'impératrice, qui ne s'interrompent que la veille; ils se trouvent dans les archives soviétiques, mais elles n'ont été ouvertes qu'en partie, à la fin de la Perestroïka. En particulier, on ne dispose pas de documents permettant de déterminer avec certitude le degré réel d'implication de Lénine dans le processus décisionnel.

Je ne souhaite pas m'attarder sur les détails de ce crime, et notamment sur le calvaire de la famille impériale; je me contenterai d'en souligner les caractères particuliers et d'essayer d'en éclaircir les raisons.

¹ Parce qu'elle était en train de devenir un lieu de pèlerinage, la maison Ipatiev a été détruite en 1977 sur l'ordre de Boris Eltsine, alors premier secrétaire du P.C.U.S. de Sverdlovsk, futur premier président de la Russie post-communiste. Les restes de Nicolas II ont été retrouvés dans les années 1990. Une basilique est en cours de construction à l'emplacement de la maison Ipatiev (2001).

Deux monarques européens avaient déjà été exécutés par des révolutionnaires: Charles Ier d'Angleterre en 1649 et Louis XVI de France en 1793. Mais l'un et l'autre furent jugés et exécutés en public; Nicolas II ne fut ni officiellement condamné, ni jugé, on exécuta avec lui ses enfants, dont un jeune garçon grabataire, et même cinq des six domestiques qu'ils avaient conservés (un marmiton échappa à la mort). Le crime eut lieu de nuit, comme un massacre commis par des gangsters; on l'a vu, les bolcheviks ne s'en vantèrent guère. Pourtant en avril **Lénine avait envisagé un procès du Tsar**; mais il semble qu'il se révéla risqué de le ramener à Moscou, car les blancs étaient partout; de plus le tsarévitch était intransportable. Puis, dans l'été 1918, les Tchécoslovaques se rapprochèrent dangereusement d'Iékaterinburg (effectivement, ils prirent la ville dix jours après le meurtre); Lénine autorisa alors la Tchèque à préparer l'exécution, qui devait être maquillée en tentative de fuite (en fait la famille impériale ne tenta jamais de s'échapper; avec Alexis incapable de marcher, elle ne le risquait pas). Il semble qu'**il donna l'ordre définitif début juillet, personnellement** (plus tard, on prétendit que la décision avait été prise par les bolcheviks locaux); on n'a pas les documents mais on a un témoignage très clair de Trotski, rapportant en 1935 la conversation avec Sverdlov par laquelle il apprit l'assassinat: « Ilitch pensait qu'il ne fallait pas laisser aux blancs un étendard vivant ». Faute de temps, la mise en scène prévue ne put avoir lieu.

Les choses allaient plus loin que la simple pression des circonstances (du reste il semble bien qu'il était encore possible, à la mi-juillet, de transporter les prisonniers à Moscou si Lénine l'avait vraiment voulu). **Le meurtre n'était pas nécessaire**: les Romanov s'étaient complètement retirés de la vie politique, ils n'avaient opposé aucune résistance aux tribulations que les républicains leur avaient fait subir. Ils auraient peut-être accueilli avec joie leur libération par les blancs: mais était-ce un cas de condamnation à mort? Le crime fut totalement prémédité: il s'agissait en fait d'**un pacte de sang passé entre les bolcheviks**, comme l'explique clairement Trotski: « l'exécution de la famille du tsar était nécessaire non seulement pour effrayer, horrifier et désespérer l'ennemi, mais aussi pour provoquer un effet de choc dans notre propre camp, montrer qu'il n'y avait aucun moyen de reculer, que devant nous se trouvait soit la victoire totale soit la chute irrémédiable ». Bref, **un acte terroriste à l'état pur**, un acte qui marquait la disparition de tout souci d'humanité devant les passions politiques.

Fragment d'idéologie: avec le crime d'Iékaterinburg, comme avec le massacre des koulaks, le monde entra dans un siècle où les gouvernements « s'arrog[èrent] le droit de tuer des personnes non pas à cause de ce qu'elles [avaient] fait, mais parce que leur mort [était] un "besoin" » théorisé à l'avance (la citation est de Pipes): **c'était le siècle d'Auschwitz** et de Treblinka, le siècle de la Grande Révolution culturelle prolétarienne et des Khmers rouges, un siècle où l'ennemi était coupable d'être ce qu'il est et non de faire ce qu'il faisait, où la cité idéale ne pouvait accueillir que les "bons", les "mauvais" n'étant en aucun cas susceptibles

d'être améliorés, transformés, mais devant être éliminés. Ce siècle, ce fut bien Lénine qui en fut l'inventeur, ce furent bien les bolcheviks qui firent entrer l'humanité. Les nazis ne vinrent qu'après et n'inventèrent rien de fondamental; excellents disciples, ils se contentèrent d'employer des techniques industrielles plus élaborées.

E) Fraîcheur de l'arrière-saison à Moscou.

« — Un bourreau? (...) Vous croyez que ce mot me fait peur?¹ Avez-vous essayé d'ouvrir sa coquille pour voir ce qu'il y avait à l'intérieur? Je vais vous le faire voir. Rappelez-vous la croix sur la colline avec la foule tout autour. Les uns, au sommet, couverts de sang, clouent un corps sur une croix. D'autres, en bas, aspergés de larmes, regardent. Ne croyez-vous pas que le rôle de ceux d'en haut était le plus difficile et le plus important? S'ils n'avaient pas été là, toute cette grandiose tragédie n'aurait pu être montée. Ils ont été sifflés par la populace, mais l'auteur de la tragédie, Dieu, ne les a récompensés que davantage. Et ce Dieu chrétien et très compatissant n'était-il pas lui-même un bourreau lorsqu'il brûlait à petit feu tous les infidèles? (...) Et malgré tout, ce Dieu a été glorifié pendant des siècles comme le Dieu d'amour. Vous direz que c'est absurde? Non, au contraire, c'est une preuve, signée de sang, de la sagesse indéclinable de l'homme. Dès cette époque il avait compris, tout sauvage et velu qu'il était, que le véritable amour envers l'humanité doit être inhumain et que **le signe indéniable de la sincérité, c'est la cruauté**. Le meilleur indice auquel on reconnaît le feu, c'est qu'il brûle ».

(Evguény Zamiatine, *Nous autres*, 1920).

« Nous rejetons les vieux systèmes de moralité et d'"humanité" inventés par la bourgeoisie dans le but d'opprimer et d'exploiter les "classes inférieures". Notre moralité n'a pas de précédent, notre humanité est absolue car elle repose sur un nouvel idéal: détruire toute forme d'oppression et de violence. Pour nous, tout est permis car nous sommes les premiers au monde à lever l'épée non pas pour opprimer et réduire en esclavage, mais pour libérer l'humanité de ses chaînes (...). Du sang? Que le sang coule à flots! Puisque seul le sang peut colorer à tout jamais le drapeau noir de la bourgeoisie pirate en étendard rouge, drapeau de la Révolution. Puisque seule la mort finale du vieux monde peut nous libérer à tout jamais du retour des chacals! » (*Le Glaive rouge*, journal de la Tchéka de Kiev, août 1919).

L'assassinat de la famille impériale ne fut que le prélude à la **terreur rouge**, qui se déchaîna à l'automne 1918. Il existe sur la terreur en Russie le même débat que sur celle des jacobins en France²: les défenseurs des deux régimes, dans leurs tentatives pour sauver ce qu'ils tiennent pour l'"idéal révolutionnaire", soutiennent que les deux terreur n'ont été que des réactions, certes déplorables mais obligées, à des agressions; et, ajoutent-ils en général,

¹ Celui qui parle est le "Bienfaiteur", le chef de la cité utopique inventée par Zamiatine.

² La parenté entre la terreur bolchevique et la terreur révolutionnaire française était revendiquée par Lénine, grand connaisseur de l'Histoire.

des expédients lamentables mais justifiés, en dernière analyse, par la nécessité de faire triompher le "progrès" révolutionnaire sur les forces de la "réaction", infiniment plus détestables.

Ce débat appelle deux types de commentaires — dans le premier paragraphe il s'agit de prises de position strictement personnelles, dans le second, d'un exposé de l'état du débat historiographique.

Fragment d'idéologie: sur l'idéal révolutionnaire — je ne vois pas très bien pourquoi l'on aurait à tenir pour révolutionnaire l'idéal que tel ou tel groupe de brutes et d'assassins a tenu pour tel et proclamé tel; j'ai essayé de montrer plus haut dans ce même chapitre, à propos de l'année 1917 en Russie, à quel point la confiscation du langage progressiste a constitué une arme aux mains d'un groupuscule qui n'avait vraiment rien de progressiste, à quel point l'acceptation de cette confiscation par la gauche russe a été un élément capital dans la victoire des bolcheviks. Je ne vois pas très bien non plus au nom de quoi l'on dénierait le droit au peuple d'être "réactionnaire", d'être partisan de l'ordre établi et de l'oppression qu'il subit, si cela lui plaît et s'il juge, comme on dit en espagnol, que *más vale malo conocido que bueno por conocer*¹. La démocratie, c'est accepter l'autre... même quand il est différent, même quand il pense différemment, même quand il n'a pas la même conception de ce qui est bien, de ce qui est progrès. Un progrès accompli par la violence n'est jamais un progrès, c'est toujours un recul. Quant à l'idée que des violences momentanées mais progressistes sont préférables à l'oppression séculaire de la réaction... il suffit de comparer l'état de la Russie après soixante-quatorze ans de violence et de massacres, à celui de n'importe quel pays occidental où les "opresseurs" ont mené la grande majorité de la population à la prospérité, et les plus pauvres à un niveau de vie que les Russes envient, pour sentir l'absurdité et même, à mon avis, le caractère passablement répugnant de cette manière de voir le monde.

En ce qui concerne le débat sur le caractère contraint ou non de la terreur: pour la France, je renvoie aux différents ouvrages de F. Furet, qui a très bien montré, à partir d'une analyse chronologique fine, que la terreur s'est aggravée (et surtout s'est organisée et s'officialisée) au fur et à mesure que les armées françaises triomphaient de leurs ennemis, et que la grande terreur du printemps 1794 s'est déchaînée alors que le territoire français n'était déjà plus sous la menace des contre-révolutionnaires; mieux, elle se déchaîna de plus en plus contre des gens qui n'étaient aucunement liés à ceux qui avaient pris les armes contre la

¹ À peu près l'équivalent de: "un tiens vaut mieux que deux tu l'auras"; littéralement: "mieux vaut un mal connu qu'un bien à connaître".

Convention. Il s'agit donc de massacres instaurés *sous le prétexte* de la menace contre-révolutionnaire, mais qui en réalité traduisaient une attitude nouvelle vis-à-vis de la politique: une mentalité selon laquelle le tiède, le non-engagé devait être terrorisé et non pas convaincu (ou bien convaincu, décervelé par la terreur — l'image qui me vient ici à l'esprit est celle des Soviétiques en pleurs dans les rues à la mort de Staline); où l'important n'était pas de faire ce que voulait le peuple, mais d'obliger le peuple à faire ce que l'on voulait.

Pour la Russie, on peut faire le même type de démonstration, qui sera ici régressive. **La terreur ne s'est pas arrêtée une fois vaincus les ennemis de la révolution**, en 1920: au contraire, elle s'institutionnalisa et devint le fondement même du régime (à des niveaux d'intensité variable selon les périodes; ceci resta vrai jusqu'à la déréliction du système à partir de la fin des années 1970). Le meilleur symbole de ce caractère institutionnel de la terreur en U.R.S.S., c'était la statue colossale de Félix Edmoundovitch Dzerjinski (1877-1926), le fondateur de la Tchéka, qui s'élevait à Moscou, sur l'une des places principales, jusqu'en 1991. Du reste, la Tchéka est apparue dès décembre 1917, à une époque où l'opposition au régime ne s'était pas encore organisée militairement. Un document d'archives (un compte-rendu d'une réunion du Comité central du parti bolchevik) nous montre Lénine, à la veille du putsch d'octobre, préparant la création d'un tel organisme « pour préparer la terreur: important et urgent ». La terreur faisait donc bien partie du projet initial de Lénine; il n'a jamais envisagé de gouverner sans y avoir recours, en tant qu'instrument préventif et non "réactif". En cela, il s'inscrivait bien dans la tradition jacobine et blanquiste dont j'ai essayé de présenter les avatars dans le cours sur la France. Dès 1908, Lénine avait d'ailleurs publié un ouvrage, *Les leçons de la Commune*, où il plaçait parmi les principaux facteurs de faiblesse des communards, « l'excessive générosité » dont **le prolétariat** avait fait preuve, avec cette remarque: « il **aurait dû exterminer ses ennemis** » **au lieu d'essayer « d'exercer sur eux une influence morale »**.

"Exterminer" va plus loin que terroriser, et me ramène aux réflexions de la fin du paragraphe C. L'important est l'attitude générale qui se révèle ici envers la société: personne ne songe à "convaincre" les cafards de quitter sa cuisine. Voici une belle analyse de la terreur révolutionnaire et de ses implications quant aux rapports des révolutionnaires et de la population, due à Isaac Steinberg, commissaire du peuple à la Justice à l'époque de la guerre civile (l'ouvrage dont ces lignes sont tirées a été rédigé entre 1920 et 1923, alors que Steinberg était déjà en train de rompre avec le bolchevisme, et a été publié en 1931 en Allemagne):

« La terreur n'est pas un acte individuel, ni l'expression momentanée et fortuite — quoique récurrente — de la fureur du gouvernement. **La terreur est un système (...), une tactique légalisée par le régime en vue d'intimider les masses, de contraindre les masses et d'exterminer les masses.** La terreur

consiste en un savant catalogue de châtements, de représailles et de menaces par quoi le gouvernement intimide, leurre, et contraint à l'exécution de sa volonté impérieuse. La terreur est un voile lourd et étouffant jeté d'en haut sur l'entière population du pays, un voile tissé de méfiance, de vigilance cachée et de soif de vengeance. Qui tient ce voile entre ses mains, qui s'abat à travers lui sur la population entière sans exception? (...) Sous la terreur, la force reste aux mains d'une minorité, de l'infâme minorité, qui sent et redoute son isolement. La terreur existe précisément parce que la minorité, qui gouverne seule, regarde un nombre toujours croissant de personnes, de groupes et de couches sociales comme ses ennemis (...) Cet "ennemi de la révolution" (...) grandit jusqu'à régner sur toute l'étendue de la révolution (...), cette entité continue à se dilater jusqu'à ce que, par degrés, elle finisse par englober le pays entier, la population tout entière, et, au bout du compte, "tout le monde à l'exception du gouvernement" et de ses collaborateurs ».

Un autre passage du témoignage de Steinberg, impressionnant:

« L'objet du débat était une mesure policière dure, aux implications terroristes démesurées. Mon opposition froissait Lénine, qui la prenait pour une attaque contre la justice révolutionnaire. Exaspéré, je m'écriai: "– Mais alors, pourquoi s'embarrasser d'un commissaire à la Justice? Appelons les choses par leur nom, un commissaire pour l'Extermination sociale, et qu'on en finisse!" Le visage de Lénine s'illumina soudain tandis qu'il répondit. "- Bien trouvé... Ce serait l'idéal... mais nous ne pouvons pas dire ça." ».

C'est pourquoi **la terreur rouge ne fut en rien comparable à la terreur blanche** que faisaient régner à la même époque les insurgés antibolcheviks, par ailleurs tout aussi barbares dans leur manière de traiter concrètement leurs ennemis. Brouillonne et peu systématique, de caractère nettement "réactif" (souvent elle suivait le traumatisme de la découverte des horreurs perpétrées par les bolcheviks), la terreur blanche fut une série de massacres organisés au coup par coup, sans projet général; elle ne fut jamais élevée au rang d'une politique, elle ne fut jamais systématisée ni théorisée; les blancs ne créèrent jamais un organisme spécialisé dans son application. La terreur rouge en revanche, plus encore qu'une série de massacres, fut une atmosphère générale, une menace globale continue sur l'ensemble de la population. Cela dit, **Lénine prit toujours garde à ce que son nom ne fût pas associé directement à la terreur**; on retrouve ici la même attitude que face au meurtre de Nicolas II, ce qui montre que Lénine avait sinon le respect d'une forme quelconque de morale, du moins le sens des conséquences de ses propres pratiques en termes de popularité — et aussi, en homme du XIXe siècle, un sens aigu de sa place dans l'Histoire, laquelle est volontiers moralisatrice et n'apprécie pas trop le cynisme et le machiavélisme.

L'étape préliminaire à la terreur fut l'**abrogation formelle du droit**; ici aussi, les bolcheviks introduisirent une innovation radicale dans l'Histoire des sociétés modernes. Les notions de loi, de règles de droit valables pour tous, furent assimilées à des instruments de la

domination de classe et remplacées par la notion de "conscience révolutionnaire". La justice, dans la mesure où il en subsistait certaines institutions, ne pouvait être qu'un instrument au service de la lutte des classes.

En novembre 1917, Lénine signa un décret qui supprimait tous les tribunaux, à l'exception des tribunaux locaux, ainsi que les professions de juge et d'avocat. Les lois n'avaient de valeur que dans la mesure où elles n'étaient pas en contradiction avec « la conscience révolutionnaire et la **conception révolutionnaire de la légalité** ». Ce même mois apparurent la notion d'"ennemi du peuple" et celle de "suspect", sans contenu précis évidemment, ainsi des **tribunaux révolutionnaires** chargés de juger les "crimes contre la Révolution" (aucunement définis): pour juger, les juges devaient se référer aux circonstances et « aux préceptes de la **conscience révolutionnaire** », laquelle n'était pas davantage précisée; en revanche ils n'étaient pas tenus de se référer à quelque loi que ce fût. En mars 1918, les tribunaux locaux furent remplacés par des **tribunaux populaires**, qui avaient compétence sur tous les délits quelle que fût leur gravité. Un décret de novembre 1918 dispensa les juges populaires (élus, avec pour seule obligation de savoir lire et écrire) de se référer aux lois d'avant octobre 1917; de fournir des preuves; d'observer des "règles officielles". Ils devaient juger en fonction des décrets du gouvernement soviétique ou du « **sens socialiste de la justice** ». En juin 1918, tous ces tribunaux reçurent le droit de prononcer la peine de mort¹, et eurent l'obligation de la prononcer lorsque le gouvernement le leur enjoignait. Les bolcheviks s'arrogeaient ainsi le droit au lynchage légal. Cette disparition de la loi, le romancier Leonid Andreïev en décrivit remarquablement les conséquences, en avril 1918:

« Nous vivons dans des conditions peu communes, encore compréhensibles pour le biologiste qui étudie les moisissures et les champignons, mais inadmissibles pour le psycho-sociologue. Il n'y a pas de droit, pas d'autorité, l'ordre social tout entier est sans protection. (...) Qui nous protégera? Pourquoi sommes-nous encore vivants, pourquoi ne nous a-t-on rien volé, pour quoi n'avons-nous pas été expulsés de nos maisons? L'ancienne autorité a disparu; une bande de gardes rouges, d'inconnus, occupe la gare du quartier, s'entraîne au tir (...), fait des perquisitions à la recherche d'armes et de nourriture et délivre des "permis" de se rendre en ville. Il n'y a pas de téléphone, pas de télégraphe. Qui nous protégera? Que reste-t-il de la raison? Encore heureux que personne ne nous ait remarqués... Il ne nous reste plus, finalement, que quelques attitudes générales propres au genre humain, des habitudes inconscientes, simples parfois: marcher du bon côté, dire "bonjour" à la personne que l'on rencontre, soulever son propre chapeau, non pas celui de l'autre. La musique s'est tue depuis longtemps, et nous, pauvres danseurs, continuons à suivre les pas et à évoluer sur l'inaudible mélodie de la loi ».

¹ Elle avait été abolie par la révolution de février, restaurée en juillet 1917 et à nouveau abolie par le second congrès de soviets, le 26 octobre, à la fureur de Lénine.

La **Tchéka** (ou Vétchéka, abréviation des deux ou trois premiers mots de "Commission extraordinaire panrusse de Lutte contre la Contre-révolution, la Spéculation et le Sabotage") vit le jour par décision secrète du Sovnarkom, en décembre 1917, à l'occasion de la grève des "cols blancs" — mais le projet était antérieur. La Tchéka n'avait ni statut juridique, ni attributions, ni responsabilités précises; elle n'avait que des missions imparties par le gouvernement: « *étouffer* et mater toute tentative et tout acte contre-révolutionnaire » (donc **sa mission était préventive autant que punitive**: les actes contre-révolutionnaires n'avaient pas besoin d'avoir été commis pour être punis, mais seulement que la Tchéka eût décidé qu'ils risquaient de se produire); et l'autorisation explicite de ne pas mener d'enquête si ce n'était pas nécessaire à la Révolution. La résolution qui lui donna naissance ne fut publiée qu'en 1924, sans le mot "étouffer"; ce ne fut qu'en 1958 qu'elle fut connue dans sa version intégrale, alors qu'à cette date elle avait été remplacée depuis deux ans par un autre texte. Un décret du début 1918 lui donna le droit de tuer toute personne soupçonnée d'"agitation contre-révolutionnaire".

Ce fut en mars 1918 que la Tchéka "centrale" (il y en avait d'autres en province, qui ne se fédérèrent que peu à peu) s'installa à Moscou avec le reste du gouvernement; elle prit possession du 11, rue **Bolchaïa Loubianka**, l'immeuble d'une compagnie d'assurances, qui devint la prison la plus crainte d'U.R.S.S., "la Loubianka". Au départ elle recruta essentiellement des non-Russes, les Russes même bolcheviks refusant de servir dans ce qui rappelait de trop près l'Okhrana tsariste: ainsi **Dzerjinski**, le premier patron de la Tchéka, était un Polonais (qui, dans sa jeunesse nationaliste, voulait « exterminer tous les Moscovites »). On y trouvait aussi de nombreux Lettons (connus, et appréciés de Lénine, pour leur brutalité et leur mépris des Russes, toujours très sensible aujourd'hui en Lettonie) et des Arméniens; les gardiens des prisonniers étaient tous des Lettons. On avait ici encore une méthode reprise de la Russie médiévale: Ivan le Terrible avait fait appel à des étrangers, en l'occurrence des Allemands, pour former son appareil de terreur. Il y avait surtout beaucoup de purs délinquants, comme en témoignait un bolchevik d'Ekaterinoslav dans une lettre à Lénine en août 1919:

« Dans cette organisation gangrenée de criminalité, de violence et d'arbitraire, dominée par des canailles et des criminels de droit commun, des hommes armés jusqu'aux dents exécutaient toute personne qui ne leur plaisait pas, perquisitionnaient, pillaient, violaient, emprisonnaient, écoulaient des faux billets, exigeaient des pots-de-vin, faisaient ensuite chanter ceux auxquels ils avaient extorqué ces pots-de-vin, puis les libéraient en échange de sommes dix ou vingt fois supérieures ».

Dans les premières semaines, les S.R. de gauche et le commissaire à la Justice (c'est-à-dire Isaac Steinberg, cité plus haut) tentèrent d'obtenir un contrôle sur les activités de la Tchéka; toutes ces restrictions au pouvoir absolu de la police secrète furent levées en juillet 1918. Depuis avril, la Tchéka s'était dotée de détachements armés; leur première action fut

d'ailleurs appréciée, ils débarrassèrent Moscou de bandes d'anarchistes qui y faisaient régner la terreur, les "gardes noirs". La Tchéka se distingua aussi dans la répression du commerce libre (ce que le régime appelait les "crimes économiques") et des tentatives d'organisation autonome des ouvriers; mais aussi dans la guerre contre les villages et les autres basses œuvres du régime (comme l'assassinat de la famille impériale); en revanche elle se révéla incapable de percer à jour les projets de putsch des S.R. de gauche, ni de prévenir l'attentat de Fanny Kaplan.

Après cet attentat, qui correspondit à la période de plus grande faiblesse du pouvoir communiste, la terreur redoubla; surtout, elle devint franchement systématique. Dès avant cette date Lénine trouvait qu'on n'allait pas assez loin, qu'on n'impliquait pas assez "les masses" dans le processus terroriste. Il envoyait sans arrêt des ordres enjoignant par exemple « de lancer immédiatement la terreur de masse, d'exécuter et de déporter par centaines les prostituées, les soldats ivrognes, les anciens officiers, etc. » (ces instructions furent envoyées à Nijni-Novgorod en août 1918). La *Pravda* écrivait en août: « les villes doivent être implacablement nettoyées de toute la putréfaction bourgeoise. (...) L'hymne de la classe ouvrière sera un chant de haine et de vengeance ». Deux **décrets de septembre 1918** lancèrent officiellement la phase "industrielle" de la terreur rouge. Lénine était alors à l'hôpital et ne les a pas signés; mais le même jour, il apposa sa signature sur un autre décret de bien moindre importance. Il est donc certain qu'il a approuvé les deux décrets sur la Terreur; de toute façon, il suffit de noter qu'il n'a rien fait pour les abroger.

« L'égalité brandit sa faucille au-dessus de toutes les têtes, la lave de la Révolution coule, la guillotine républicanise! Les galeries applaudissent et les Romains se frottent les mains, mais ils n'entendent pas que chacune de ces paroles est le rôle d'une victime. Accompagnez donc vos phrases jusqu'au point où elles prennent corps. Regardez autour de vous, vous avez déjà tout dit, c'est une traduction mimique de vos paroles. Ces malheureux, vos bourreaux et la guillotine sont devenus vos discours vivants. Vous avez bâti vos systèmes, comme Bajazet ses pyramides, avec des crânes humains ».

Georg Büchner (auteur allemand, 1813-1837), *La mort de Danton* (1835).

Le premier décret institutionnalisait le principe de la **prise d'otages**, déjà employé dans les campagnes. Les otages seraient gardés en prison et exécutés en représailles de tout acte d'opposition. À l'été 1919, il y avait douze mille otages dans les prisons moscovites, répartis en sept catégories selon leurs origines sociales: cette classification déterminait l'ordre dans lesquels on les exécuterait. Par ailleurs, les terroristes étaient eux-mêmes menacés de mort en cas de tiédeur.

Le second décret ordonnait d'isoler les ennemis du régime dans des **camps de concentration**¹: les « beaux messieurs qui vivent sans exercer de métier [et] les individus incapables de travailler autrement que sous la contrainte » devaient en prendre le chemin; dans le même texte, Dzerjinski se plaignait que « la force de travail des prisonniers n'[était] absolument pas utilisée dans les travaux publics ». On voit par ces textes que l'esclavagisme était bien au cœur du projet bolchevik (du reste à partir de 1922 on parla officiellement de "camps de travail"), et que non seulement des délinquants, mais des classes sociales entières étaient appelées à en prendre le chemin. Les premiers camps permanents furent ouverts dans d'anciens monastères, sur les **îles Solovki** (ou Soloviets) en mer Blanche au large d'Arkhangelsk; mais Trotski en avait déjà organisé de provisoires le long des lignes de chemin de fer, dès le printemps 1918 (ce fut lui qui, semble-t-il, réclama le premier l'établissement de camps de concentration). Au début des années 1920, les camps furent placés sous une Direction principale des camps (en russe: *Glavnoïe Oupravlenie Lageriami*, d'où l'on tira l'acronyme "**Goulag**"). Elle dépendait du ministère de l'Intérieur. En 1923, il y avait trois cent quinze camps qui accueillait soixante-dix mille détenus; certains n'étaient d'ailleurs guère plus que des lieux d'extermination, comme celui de Kholmogory sur le continent près d'Arkhangelsk, où l'on embarquait les détenus, une pierre au cou, sur des péniches que l'on coulait (ces noyades collectives sont attestées de 1920 à 1922); mais dans les années 1920 certains, notamment ceux des Solovki, commencèrent à devenir des centres de travail forcé (essentiellement du bûcheronnage). En 1929, l'esclavage fut légalisé: tous les détenus condamnés à des peines supérieures à trois ans furent transférés de leurs prisons dans des camps de travail.

On peut se demander si le statut des prisonniers des camps était réellement très différent de celui des citoyens ordinaires, soumis au travail forcé. Il y avait cependant trois différences majeures: les citoyens ordinaires n'étaient pas séparés de leur famille; ils avaient accès au marché libre pour se ravitailler (sauf à la période la plus hystérique du communisme de guerre); ils ne vivaient pas sous la surveillance quotidienne d'un encadrement militaire. Je conclurai ces quelques lignes sur la naissance du Goulag en rappelant que tout ceci se savait déjà en Occident (j'y reviendrai au chapitre 6) et que ce fut certainement cela qui donna à Hitler l'idée d'enfermer les Juifs dans des camps de concentration, idée qu'il exprima pour la première fois en mars 1921.

¹ Sur les camps de concentration avant 1918, voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 4. Soyez conscients de l'ampleur des innovations apportées par les bolcheviks, puis par les nazis: les camps de concentration apparus durant les guerres coloniales de la fin du XIXe siècle n'étaient pas permanents: ils furent vidés à la fin des hostilités, tandis que l'"archipel du Goulag" continua à fonctionner jusqu'à la fin des années 1980. De même, les camps cubains, philippins et sud-africains ne jouèrent pas un rôle économique notable; les camps soviétiques jouèrent un rôle économique essentiel. Les camps nazis, en revanche, avaient un rôle économique bien moindre; surtout, les camps d'extermination avec chambre à gaz furent une spécificité nazie (voyez au chapitre 3 pour la comparaison).

Le terreur rouge se déchaîna sans aucun des artifices, des euphémismes auxquels Hitler et Staline recoururent par la suite. Zinoviev proclamait publiquement (en septembre): « sur les cent millions d'habitants que compte la Russie soviétique, nous devons en entraîner avec nous quatre-vingt-dix millions. Quant aux autres, nous n'avons rien à leur dire. Ils doivent être réduits au néant »; ou bien: « sans pitié, sans épargner personne, nous tuons nos ennemis par centaines, par milliers, qu'ils se noient dans leur propre sang. Pour le sang de Lénine [on était après l'attentat de Fanny Kaplan], (...) qu'il y ait un océan de sang bourgeois — encore plus de sang, le plus possible. ». **Aucun leader bolchevik de premier plan ne s'éleva contre la terreur**, à l'unique exception d'un dénommé Olminski; aucun ne démissionna (mais Dzerjinski "craqua" à l'été 1919 et prit un mois de vacances en Suisse; il en revint plus terroriste que jamais). Au contraire, la propagande du régime forgea un **mythe du tchékiste**, sévère et discipliné dans ses actions mais tendre et humain dans ses sentiments, et conscient qu'il se sacrifiait à la révolution, qu'il se salissait les mains pour le bien du prolétariat. *Fragment d'idéologie*: ce type de discours me rappelle irrésistiblement la manière dont les nazis, dans leur propagande, représentaient les S.S., si l'on veut bien remplacer "le prolétariat" par "la race" — ces deux mots sont aussi vides l'un que l'autre et signifient profondément la même chose: "les nôtres". Sur les mythologies S.S. et la notion d'une "morale supérieure" chez les nazis, voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 3.

Pourtant, dès la fin 1918, certains bolcheviks commencèrent à critiquer la terreur. Il ne s'agissait pas de scrupules humanistes; mais ils constataient que la Tchéka avait tendance à se croire au-dessus du Parti et des soviets et craignaient qu'elle ne devînt rapidement incontrôlable. La réponse qu'un adjoint de Dzerjinski fit à ces critiques est typique de la manière dont les bolcheviks concevaient la politique:

« La Tchéka n'est pas une commission d'enquête, ni une cour de justice ni un tribunal. C'est un organe de combat actif au front de la guerre civile. Elle ne juge pas l'ennemi: elle le tue. Elle ne pardonne pas à ceux qui se trouvent de l'autre côté des barricades: elle les réduit en cendres ».

Finalement, dans le courant de l'année 1919, les bolcheviks raffermirent peu à peu leur contrôle sur la Tchéka; mais ils n'en freinèrent aucunement les violences. En revanche, dès cette époque Dzerjinski se mit à insister sur les ennemis qui « essa[yaient] de s'infiltrer dans les institutions soviétiques afin de saboter notre travail de l'intérieur »; autrement dit, **la police politique, créée pour liquider les ennemis et terroriser la population, était déjà en train de devenir un instrument de surveillance des institutions, et même des échelons inférieurs et intermédiaires du Parti**: cette dérive aussi date du temps de Lénine et non de celui de Staline. Par ailleurs ce fut en 1919 que la Tchéka prit directement le contrôle de tous les transports, et qu'elle reçut la mission de coordonner le travail forcé; vers juin 1920 elle avait sous ses ordres environ deux cent cinquante mille hommes.

Je passe sur les détails concrets de l'action de la Tchéka, qui sont insoutenables (si vous y tenez, voyez le *Livre noir du communisme*, p. 72 *sqq.*, p. 86 *sqq.* et p. 118 *sqq.*); je glisse simplement ici deux lignes extraits d'un article du correspondant du *Times*:

« On raconte de certains marins qui participent aux exécutions presque chaque nuit qu'ils ont contracté l'habitude de la mise à mort, les exécutions leur sont devenus nécessaires, exactement comme la morphine aux morphinomanes. Ils se portent volontaires et ne peuvent pas dormir tant qu'ils n'ont pas tué quelqu'un. »

La terreur fut aveugle: elle n'était pas dirigée contre les ennemis des bolcheviks mais contre toute la société. On n'a pas de chiffres précis sur **le nombre des victimes** et on n'en aura jamais: contrairement aux nazis, les organisateurs de la terreur soviétique ont gagné la partie et ont pu à loisir, durant soixante-dix ans, maquiller les traces de leurs abominations; ils sont morts dans leur lit (sauf ceux qui ont disparu dans les purges staliniennes) et il n'y aura jamais de procès de Nuremberg du communisme. De macabres et approximatifs calculs aboutissent aux chiffres de cinquante mille à cent quarante mille victimes directes de la Tchéka durant la guerre civile (le *Livre noir du communisme*, toujours prudent, donne le chiffre d'au moins dix à quinze mille pour les deux mois de septembre-octobre 1918). *Fragment d'idéologie*: le régime hitlérien fut infiniment moins sanglant jusqu'à la guerre! Il est vrai qu'il eut à affronter moins d'oppositions armées... Sans parler évidemment du régime tsariste, qui avait exécuté très exactement six mille trois cent vingt et une personnes... de 1825 à 1917, dont mille trois cent dix en 1906.

« La terreur rouge fit comprendre à la population que sous un régime où les innocents étaient exécutés sans nulle hésitation, **l'innocence n'apportait aucune garantie contre la mort**. Pour survivre, un seul espoir subsistait, celui de passer inaperçu, ce qui impliquait de renoncer à l'idée même d'exercer une activité publique indépendante, de participer aux affaires publiques, pour se confiner dans les limites de la vie privée. **Une fois la société dissoute** en un agrégat d'atomes humains redoutant tous de se faire remarquer et soucieux seulement de survivre, **qu'importait ce que pensait la société puisque le gouvernement occupait tout l'espace des affaires publiques? Une petite minorité ne pouvait asservir des millions d'êtres qu'à cette seule condition** » (Pipes). Je laisse le mot de la fin à Steinberg:

« Quand la terreur frappe l'ennemi de classe, le bourgeois, quand elle piétine sa fierté et le sentiment de l'amour, quand elle le sépare de sa famille ou l'y confine, quand elle tourmente son esprit et le flétrit, qui la terreur frappe-t-elle? Uniquement la nature de la classe ennemie, qui n'appartient qu'à l'ennemi, destinée à disparaître avec lui? Ou frappe-t-elle aussi quelque chose de plus général, propre à l'ensemble du genre humain, la nature humaine de l'homme? Les sentiments de pitié et de souffrance, la soif de spirituel et de liberté, l'attachement à la famille, l'appel du lointain, tout ce qui fait de l'homme un "homme", tout cela est après tout éprouvé et partagé par les *deux* camps. Et lorsque la terreur

extermine, bannit et ridiculise des sentiments communs aux hommes d'un groupe, elle agit de même partout, sur toutes les âmes. (...) La conscience que la dignité a été violée dans le camp ennemi, la pitié réprimée pour l'ennemi, la douleur infligée à un ennemi rebondissent par réflexe psychologique dans le camp des vainqueurs. (...) L'esclavage produit les mêmes effets dans l'âme du vainqueur et dans celle du vaincu ».

F) Glorieuse victoire du prolétariat sur les forces obscures de la réaction.

Avec ces méthodes, les bolcheviks parvinrent en deux ans à prendre le dessus sur leurs ennemis, moins organisés, moins décidés et moins extrémistes dans leurs projets, même s'ils étaient capables d'atrocités tout aussi épouvantables. En gros, ils eurent trois choses que les blancs n'eurent pas: l'unité; une stratégie claire et une vision claire de l'avenir; des alliés, notamment dans la paysannerie pauvre, celle qui avait tout à gagner à la disparition du vieil ordre tsariste et pas grand-chose à perdre dans les attaques des bolcheviks contre le *mir*. Dans la première année le nouveau régime n'avait survécu que par miracle, parce que « cette guerre fut tellement destructrice qu'elle éclipsa complètement les événements de Russie. Les Allemands soutinrent le gouvernement bolchevik; les alliés avaient d'autres soucis » (Pipes). Mais ce fut le temps où, avec leur génie de l'organisation, les bolcheviks mirent sur pied les conditions de la victoire: le pillage du pays, l'enrôlement d'une partie de la population et la neutralisation d'une autre par la terreur.

Au printemps 1918 Trotski, nommé commissaire du peuple à la Guerre en mars, **organisa** une nouvelle armée non à partir de l'ancienne armée tsariste, réduite à presque rien et dont les bolcheviks se méfiaient, mais à partir du noyau constitué par la Garde rouge, soit dix mille hommes environ au début du printemps 1918 (les plus efficaces, et de loin, étaient les fusiliers lettons); mais on fit également appel à des officiers de l'armée tsariste, légalistes et surtout bien contents d'échapper ainsi au massacre (des centaines d'entre eux avaient été étripés par leurs soldats durant l'hiver, notamment dans la flotte de la mer Noire). Mais très vite des milliers d'"officiers rouges" sortirent du rang. Parmi les grands généraux de l'Armée rouge, outre Trotski, il faut connaître les noms de Kamenev et de Mikhaïl Nikolaïevitch **Toukhatchevski** (1893-1937), le vainqueur de Koltchak et l'homme qui repoussa l'offensive polonaise en 1920. En juin 1918, le service militaire fut déclaré obligatoire: **l'Armée rouge** passa de trois cent soixante mille hommes déjà en juillet 1918 (effet tant des recrutements forcés que d'un afflux de paysans pauvres, de marginaux et d'aventuriers), à un million et demi en mai 1919 et cinq millions et demi à la fin 1920. Les prises d'otages systématiques permirent de limiter les désertions; par ailleurs chaque soldat répondait sur sa vie de la fidélité

de ses camarades. Un tiers de la main-d'œuvre industrielle fut affecté à la production d'armes, d'équipements ou de ravitaillement pour l'armée.

L'Armée rouge fut une école de propagande pour le régime: on y apprenait à lire, et les bases de l'idéologie bolchevique. Elle fut aussi un vivier de recrutement du komsomol (la jeunesse communiste) et du Parti; elle accueillit tous les ambitieux qui avaient compris que le règne des bolcheviks allait durer. En fait, elle fut l'un des principaux creusets de la nouvelle élite, un incomparable instrument de promotion sociale en ces années de bouleversements. Ce trait accentua **la "brutalisation" des relations sociales** en Russie, car après la guerre tous ces anciens militaires se retrouvèrent à des postes de commandement civil, et y transportèrent des mentalités de caserne. Ce d'autant plus que l'Armée rouge était ouvertement conçue comme un instrument de propagande bolchevique, et que la propagande la concernant insistait sur le fait que la guerre avec le monde capitaliste était inévitable: « c'est par la guerre que passe (...) la route qui mène au socialisme » (dans l'éditorial des *Izvestia* saluant la naissance de l'Armée rouge). Dans ces conditions il était normal et légitime que le pays fût dirigé par des badernes et fût géré come une grande caserne...

Au cours de l'année 1919, **les blancs lancèrent trois grandes offensives**, mal ou pas du tout coordonnées, contre les bolcheviks. En mars, l'amiral **Koltchak** attaqua depuis ses bases avancées de l'Oural en direction de la Volga, tandis que **Denikine**, parti du Kouban (le littoral de la mer noire à l'est de la Crimée), attaqua en juin; il prit rapidement le contrôle de l'Ukraine. Enfin un autre général blanc, Nikolai Nikolaïevitch **Ioudenitch** (ou Youdenitch, 1862-1933) attaqua en septembre depuis l'Estonie. Mais les généraux blancs dispersèrent leurs efforts car ils voulaient tous trois être le premier à Moscou; cela permit aux bolcheviks de les attaquer et de les vaincre l'un après l'autre. Koltchak, défait par Kamenev, dut affronter en Sibérie une rébellion paysanne (il avait décrété le retour des terres à leurs anciens propriétaires); finalement il fut fait prisonnier et fusillé près d'Irkoutsk en février 1920. Denikine parvint à quatre cent kilomètres de Moscou en septembre, puis dut se replier sur la Crimée où il céda le commandement de son armée au baron Piotr Nikolaïevitch **Wrangel** (1878-1928), lequel poursuivit la résistance jusqu'en novembre 1920, le dernier. Au passage, l'Armée rouge liquida les anarchistes locaux, dirigés par le cosaque Nestor **Makhno** (?-1935), qui avait fondé une sorte d'hetmanat indépendant dans le bassin inférieur du Don (Makhno dut quitter l'Ukraine en août 1921). Ioudenitch fut arrêté à cent kilomètres de Petrograd et dut se replier en Estonie. Les **Occidentaux** n'insistèrent pas davantage (il était de toute façon hors de question qu'ils s'attaquassent à eux seuls à l'immensité russe): en septembre 1919, les Anglais évacuèrent Arkhangelsk; puis ils abandonnèrent le Caucase. Quant aux Français, les fameuses mutineries qui avaient secoué, en mer Noire, la flotte partie prêter main-forte à

Denikine, les avait découragés dès le printemps: il n'était pas question de prendre le risque d'une contagion de l'agitation bolchevique¹.

Les blancs avaient commis maladresse sur maladresse; ils avaient été aussi cruels que les bolcheviks, et bien moins intelligents. Piètres politiciens, ils avaient découragé même les Occidentaux. En revenant sur les quatre décrets léninistes d'octobre 1917, ils inquiétèrent les paysans et se privèrent de leur soutien, au moment même où les bolcheviks brûlaient et pillaient les villages. Ils ne surent promettre qu'un retour définitif au passé, un passé avec lequel la Russie avait rompu dès février 1917 (et cette rupture-là n'était pas le résultat d'un complot bolchevik!)². Ils ne surent pas composer avec les démocrates ni avec les socialistes hostiles aux bolcheviks: ils interdirent tous les syndicats, tous les partis politiques, empêchant notamment les S.R., pourtant populaires dans les campagnes, de se reconstituer et de prendre part à la lutte. Ils encouragèrent les pogromes, qui firent cent cinquante mille victimes en Ukraine en 1919 (tous ou presque les ennemis du bolchevisme l'assimilaient à un complot juif³). Ils ne laissèrent aucun espoir d'autonomie aux peuples allogènes, même aux Polonais, aux Finlandais, aux Estoniens et aux Baltes qui en pratique étaient déjà indépendants. Ce fut ainsi que le général Pilsudski, le père de l'indépendance polonaise, attendit soigneusement leur défaite pour attaquer la Russie bolchevique dans le but d'obtenir une frontière orientale plus favorable que celle tracée par les diplomates occidentaux en 1918. Les Estoniens, qui pourtant venaient de passer un an à expulser les bolcheviks de leur territoire, refusèrent toute collaboration avec Ioudenitch à l'automne 1919, malgré les pressions britanniques; lorsque son armée reflua sur leur territoire, ils la désarmèrent (en novembre 1919). Enfin, la population russe n'a pas dû vraiment faire la différence (que j'ai faite plus haut) entre la terreur blanche et la terreur bolchevique, que tout le monde percevait comme provisoire: personne n'imaginait que le régime allait durer soixante-quatorze ans.

La situation finit de se stabiliser en 1920: le pouvoir bolchevik reprit le contrôle de la Sibérie, ainsi que de l'Ukraine et de la Transcaucasie. Restaient Vladivostok, que les Japonais évacuèrent en 1922, et les montagnes du Caucase et de l'Asie centrale où la résistance ne cessa totalement qu'à la fin des années 1920.

Conclusion.

¹ Voyez le cours sur la France, au chapitre 11.

² Plus exactement, ils promirent tous que le peuple russe choisirait son destin, mais leurs actes à chaque instant démentaient ces affiches.

³ Y compris les ouvriers en grève de Petrograd en 1918-1919!

N.B. Parmi les armées qui luttèrent contre les pogromes en Ukraine, il y eut non seulement l'Armée rouge, mais, là où elle le put, l'armée allemande, celle du *Ile Reich*. Ces excellents souvenirs contribuent à expliquer pourquoi en beaucoup d'endroit les Juifs de ces régions ne s'enfuirent pas lorsqu'arriva l'armée du *IIIe Reich*, en 1941.

Fin 1921, **les bolcheviks étaient vainqueurs, mais ils avaient épuisé la Russie**. Ils avaient survécu et gagné la guerre en pillant systématiquement tout ce que quatre cent ans d'Ancien Régime avaient accumulé de ressources humaines et matérielles; mais ces ressources n'étaient pas illimitées.

De plus, malgré la victoire contre les blancs et l'élimination des autres socialistes, le pays était loin d'être repris en main: les insurrections paysannes redoublaient d'intensité, notamment en Sibérie occidentale; surtout depuis août 1920, toute la région de **Tambov**, grenier à blé proche de Moscou où les réquisitions avaient été particulièrement dures, était en dissidence; les révoltés parvinrent à s'organiser, une nouveauté dans l'Histoire des soulèvements ruraux en Russie: un congrès paysan appela à la convocation d'une nouvelle Constituante et interdit le parti bolchevik. Les insurgés de Tambov ne furent liquidés qu'à l'été 1921 (certains furent gazés, une bonne partie de la population fut enfermée dans des camps de concentration), au prix d'une terrible famine dans toute la région de la Volga (accentuée par des accidents climatiques, mais aussi par les bolcheviks): trois à cinq millions de personnes moururent; la dernière grande famine de l'ère tsariste, en 1891, avait fait quatre cent mille victimes... Cette famine-là, contrairement à celles qui précédèrent et à la grande famine de la collectivisation, les bolcheviks ne la nièrent pas: les comptes rendus s'en étalèrent complaisamment dans la presse, avec épidémies, cas d'anthropophagie, etc. C'était que la N.E.P. avait été lancée entre-temps et qu'il s'agissait désormais d'attirer la pitié des Occidentaux; une aide massive vint des États-Unis appelés au secours par Lénine (relayé par Gorki notamment, qui parvint à convaincre le président Hoover de présider l'association d'aide aux victimes!).

Dans les villes, en plein déclin, le mécontentement grondait; il y eut des dizaines d'affrontements entre la Tchéka et des grévistes ou des manifestants. En février 1921, ce fut **l'insurrection de Kronstadt**: les marins qui avaient tiré les salves du croiseur Aurore (mais dont on se souvient qu'ils étaient très influencés par l'anarchisme) se révoltèrent contre leurs maîtres et contre les terribles pénuries. Ils réclamaient, un peu tard, le retour à la liberté de parole et de presse « en faveur des ouvriers et des paysans, ainsi que des anarchistes et des partis socialistes de gauche »; la libération des prisonniers politiques, l'égalité du ravitaillement pour tous; la suppression des réquisitions, la liberté de production pour les artisans et les paysans... Ils formèrent un Comité révolutionnaire provisoire, entièrement composé de soldats d'origine ouvrière ou paysanne (aucun des rares anciens officiers tsaristes n'y participa). La reprise de Kronstadt par Toukhatchevski, le récent vainqueur de la campagne de Pologne, dura dix jours, ce fut un bain de sang; il n'y eut aucun procès. L'alerte avait été chaude.

Il allait falloir aussi gérer le problème du pouvoir. Le parti bolchevik était passé à sept cent cinquante mille membres en mars 1921, d'origines et de motivations très diverses (parmi

lesquels 11% d'ouvriers, 3% de paysans, 25% de militaires et 61% de travailleurs de "l'administration"); la "vieille garde" risquait d'être débordée (2% à peine des effectifs avaient adhéré avant 1917). Elle n'aimait pas beaucoup tous ces "semi-intellectuels" récemment entrés au Parti et qui jouaient, selon elle, le rôle d'un "groupe de pression conservateur". Dès mars 1919, une campagne de "contrôle idéologique" avait abouti à la purge (non sanglante) de cent cinquante mille communistes, soit le tiers de l'effectif global; mais le flux des non-prolétaires était difficile à arrêter, tout simplement parce qu'il y avait peu de prolétaires en Russie, et qu'ils n'aimaient pas les communistes. Il allait falloir créer de toutes pièces une "classe ouvrière" convenable... Bref, le parti victorieux n'était plus aussi soudé qu'il ne l'avait été dans la guerre civile. En 1920 se développa un courant d'opposition interne au parti, l'"**opposition ouvrière**", plus ou moins mené par Karl Radek (Karl Sobelsohn, 1885-vers 1937), auquel se rallia notamment Alexandra Kollontaï. Ce courant demandait un rôle accru pour les syndicats, notamment dans la gestion des entreprises, et la fin de la domination des organismes communistes centraux. Il y eut de chauds débats qui aboutirent à un compromis imposé par Lénine (toujours hostile aux purges internes au groupe dirigeant) contre, notamment, Trotski, partisan au contraire de la militarisation complète de la société.

Le moment était venu de laisser le pays respirer un peu: ce fut la N.E.P., une période qui ne représenta en rien un retour au capitalisme, mais où les bolcheviks laissèrent provisoirement à l'entreprise privée un rôle subordonné dans la reconstruction du pays, en attendant la reprise du processus révolutionnaire entamé dans la confusion avec le "communisme de guerre". C'est que moins que jamais il n'était question d'abandonner la Révolution: sur les ruines de la Russie tsariste, il fallait essayer de construire quelque chose, et il était clair que ce serait quelque chose de tout à fait conforme aux idées de Marx, revues par Lénine.

N.B. important: comme les choses vont mieux en le disant que sans le dire, je me sens obligé de souligner que ce que je remets en cause dans ce cours n'est pas l'idée de révolution en elle-même: je ne discute pas de la *légitimité* du soulèvement d'un peuple en butte à la misère, à l'injustice et à l'arbitraire (comme en février 1848 en France, en février 1917 en Russie, en 1910 au Mexique); de toute façon, personne n'a jamais empêché de tels soulèvements. Le problème de l'*efficacité* de tels soulèvements est un autre débat, mais qui ne concerne que les historiens, *a posteriori* (certaines de ces révolutions spontanées ont fait avancer l'Histoire; d'autres, comme celle de février 1917 en Russie, ont plutôt abouti à l'anarchie et finalement à des résultats opposés à ceux affichés au départ: ainsi la Russie a spectaculairement raté sa démocratisation en 1917). Ce que je remets en cause, c'est l'idée blanquiste/léniniste de la Révolution, identifiée à la prise de

pouvoir par une violence, organisée à l'avance par une minorité autoproclamée avant-garde du peuple au nom de l'idée de progrès et d'une utopie, c'est-à-dire d'un projet abstrait et *a priori* de société idéale. Cette conception de l'action politique est propre aux XIXe et XXe siècles, mais elle y a joué un rôle central (en-dehors des pays anglo-saxons, au XXe siècle tout le monde s'est défini par rapport à cette tradition politique); je pense en avoir souligné amplement le caractère pervers et dangereux.

Le débat sur ce point est un débat politique, un débat *a priori*, un débat qui d'ailleurs va beaucoup plus loin que le seul cas de figure de la "révolution" bolchevique (c'est pourquoi les mêmes réflexions traversent mon cours sur la France): c'est le débat sur les limites du volontarisme en politique, sur la fin et les moyens, sur le rôle des États et des minorités "éclairées", sur le concept de consensus et sur celui d'aliénation (doit-on respecter le vœu des masses lorsque les masses sont réactionnaires?); c'est finalement un débat sur le sens (ou l'absence de sens) de l'Histoire, sur l'engagement, sur la transcendance en politique. Je crois qu'il est encore brûlant aujourd'hui, en 2001, sous la forme d'un débat sur les limites de l'"économisme" et du libéralisme ambiants, sur l'avenir des nations, sur la nécessité de retrouver un sens à l'action politique, etc.